

LORE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

[illegible]

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CHATELAIN 89
C.C.P. 4201-23-Paris
Tél. Paris no 68012
Tél. : 246-72-23

La tension persiste à la frontière égypto-libyenne

- Économies budgétaires forfaitaires
- Alourdissement de l'impôt
- Recherche d'un accord pour modérer les revenus

La crainte peut-elle être le début de la sagesse ? Il est tant pour le gouvernement français de rejeter la balle dans le camp syndical ; mais la modération supérieure ne peut être que la résultante d'une politique de clarté économique et de justice sociale.

Mardi matin, le cours du franc continuait à se redresser, le dollar étant revenu à 4,907 F contre 4,92 la veille.

par GILBERT MATHIEU

par LOUIS MERMAZ (*)

Mais, alors le chef de l'Etat était

La fin d'une équivoque Pour l'amour du latin, écrit-il la reine de laire au

« Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

M. Chirac avait pour mission d'expliquer au président de la République de « giscardisme » l'U.O.R., mais il n'était pas pensable qu'un échange lui permettait de partager le pouvoir avec le chef de l'Etat.

raie, économique, sociale, et politique, pour ressaisir la totalité des données. Il avait préparé cette œuvre

Moscou apporte son soutien à Tripoli

La Pravda - relève les - propos empreints de menaces - des responsables égyptiens à l'égard de la Libye et affirme que les - forces progressistes - des pays arabes et des - autres pays - doivent accorder - aide et soutien - au peuple libyen. Elle affirme que la détérioration des rapports égypto-libyens a pour origine la contradiction entre la politique du colonel Kadhafi et celle des pays arabes qui recherchent un - accord séparé avec Israël par l'intermédiaire des Etats-Unis. Une délé-

Au Caire, le journal « Al Akhbar » affirme ce mardi matin que les autorités libyennes ont suspendu l'approvisionnement en carburant des avions égyptiens qui se posent sur les aéroports libyens de Tripoli, Benghazi et Sebha.

A l'occasion du septième anniversaire de la révolution libyenne, le président Kadhafi a accordé au « Monde » une interview dans laquelle il s'en prend vivement à l'Egypte affirmant cependant qu'il est « prêt au dialogue » avec le président Sadate, « en dehors de la contrainte militaire ou psychologique ».

nous déclare le colonel Kadhafi

hystériques et me traite de fou, tandis que je ne me suis jamais départi de la plus stricte courtoisie à son égard ; il concentre son armée aux frontières libyennes,

— Croyez-vous, président, que l'attention de la guerre ?

us, monsieur le
l'Egypte à l'in-
vous faire la

— Pourtant, la rumeur publique prétend qu'un groupe d'officiers a tenté de s'emparer du pouvoir dans la nuit du 19 août... »

Le président Kadhafi éclate de rire :

tion, il ne pouvait plus qu'empêcher

« Oui, nous avons entendu parler de ce prétendu putsch, et cela nous a beaucoup amusé. L'Algérie s'agissait, tout simplement d'exercices en prévision de la parade militaire qui doit se tenir à Tripoli le 1^{er} septembre.

Le président de la République concentrera désormais la totalité des

Propos recueillis par
ERIC ROULEAU.
(Lire la suite page 5.)

pouvoir entre ses mains, et devra monter en première ligne. La fonction présidentielle absorbe la fonction de premier ministre. MM. Guichard, Poniatowski et Lecanuet sont promus au rang de ministres chargés des relations avec la majorité présidentielle. Ils prépareront, sous l'autorité du président, la distribution des investitures électorales.

**DEUX
POINTS DE VUE
CHRÉTIENS
SUR LE DRAME
LIBYEN**

Mieux dominer

la majorité

M. Gisclard d'Estaing a révélé, le 25 août au soir, que M. Chirac était partisan d'élections anticipées. Celui-ci jugeait préférable d'affronter le suffrage universel avant les élections municipales, qui seront difficiles pour la majorité. Il souhaitait pratiquer une politique de ciétiante dans le court laps de temps qu'il se réservait. En lui retirant le dossier de la sécheresse, le chef de l'Etat refusait définitivement de se prêter à la tactique de M. Chirac, qui, au demeurant, était le plus apte à préserver

le Président de la République pourait des desseins différents. Il veut abaisser davantage le parti gaulliste : l'entrée de quelques chabazais dans le ministère et le retour aux affaires des « barons » atténuer les rivalités internes au groupe U.D.R. A travers des gouffrances devrait naître une majorité présidentielle plus docile, que M. Lecanuet avait récemment de ses vœux. Mais, surtout, le président entend accapiturer cette majorité à une pratique plus

(Lire la suite page 9.)

RENCHÉ DES VEAUX

e bonheur
t dans le pré

égrenant toutes
permettent d'a-
sien doucement, la
re qu'il s'agit là
aminant don't l'am-
pas l'enclos. Et

GABRIELLE ROLIN.
(Lire la suite page 15.)

AFRIQUE

A ZURICH, DU 4 AU 6 SEPTEMBRE

M. Kissinger va s'entretenir avec M. Vorster de la détérioration de la situation en Afrique du Sud

Après les entretiens prévus à Zurich, du 4 au 6 septembre, entre MM. John Vorster, premier ministre sud-africain, et Henry Kissinger, le secrétaire d'Etat américain pourrait entreprendre un nouveau voyage en Afrique noire qui le conduirait notamment en Zambie, au Zaïre, en Tanzanie, au Kenya et au Botswana.

Les entretiens de Zurich feront suite

à ceux qui avaient eu lieu entre les deux hommes d'Etat, en Bavière, les 23 et 24 juin, et porteront sur la question rhodésienne, la décolonisation de la Namibie, la détérioration de la situation en Afrique du Sud.

L'initiative de la rencontre revient aux Etats-Unis, la suite de la tournée d'information effectuée par MM. William Schaufele et William Rogers, sous-secré-

taires d'Etat respectivement chargés des affaires africaines et des affaires économiques, qui ont rencontré récemment les présidents Kaunda de Zambie, Mbozi du Zaïre et Nyerere de Tanzanie. Les deux envoyés du gouvernement américain se trouvaient actuellement à Maputo, où ils devaient être reçus par M. Samora Machel, président du Mozambique. (A.F.P., A.P., Reuters).

L'apartheid : une ségrégation raciale minutieuse et inepte

Au terme *apartheid*, les autorités de Pretoria préfèrent dépeindre l'apartheid, tout en considérant l'homme du Sud en général, et le Noir en particulier, comme un citoyen de seconde catégorie, les dirigeants sud-africains s'efforcent de plus en plus, à la présenter surtout comme un « être différent ».

Du fait de cette « différence », les diverses communautés raciales sont, selon Pretoria, contraintes de se développer séparément. S'il est admis, sous la pression des nécessités économiques, que des gens de couleur différente peuvent travailler ensemble, ils ne peuvent ni habiter ensemble, ni se marier entre eux, ni se distraire, ni même prier ensemble (1), ni — à plus forte raison — exercer des responsabilités politiques communes.

Aux termes du *Population Registration Act*, qui remonte à un peu plus d'un quart de siècle, tous les habitants de l'Afrique du Sud sont enregistrés et classifiés selon leur race. La carte d'identité comporte un numéro de code qui indique à quel groupe racial appartient le titulaire : blancs, indiens, noirs ou bantous. En ce qui concerne les métis, la répartition est plus subtile, car elle comporte les métis proprement dits (*colored*), les Malais et les « autres métis » (*other colored*).

C'est au *Race Classification Board* et à son équipe de « spécialistes », qu'il appartient de déterminer la classification de chaque individu par groupe racial. Ou de les « reclassifier », car il est admis que, à tout moment de son existence, le Sud-Africain peut faire l'objet d'une « cure de révision ». C'est ainsi qu'un moment de l'admission à l'école d'un enfant peut, à la suite du dépôt d'une plainte anonyme par exemple, cesser d'être celui d'un blanc et devenir celui d'un métis, ou d'un blanc et être « étiqueté » comme métis, avec toutes les conséquences que cela entraîne pour lui non seulement sur le plan de la so-

larité, mais dans tous les domaines de la vie quotidienne. Le *Group Areas Act* stipule explicitement que des zones de résidence différentes sont assignées à chacune des diverses communautés raciales. Seuls les Blancs peuvent résider dans les zones blanches (*white areas*), et, théoriquement, les Bantoustans, foyers autonomes basés sur l'indépendance, leur sont interdits. De même, les Noirs n'ont accès aux zones blanches que dans les limites étroites d'un contrôle permanent. Astreints au port du pass, document dont ils ne doivent jamais se séparer, ils ne peuvent séjourner dans les zones réservées aux Blancs que dans des conditions bien définies, étant entendu que à l'intérieur même de ces zones, des quartiers leur sont réservés.

La dispersion des familles

C'est ainsi que le centre des grandes villes sud-africaines, comme Johannesburg et Le Cap, Durban et Pretoria, est réservé à la population blanche. Les communautés de couleur étant installées dans des quartiers périphériques, du fait de l'expansion urbaine, sont situés de plus en plus loin des villes elles-mêmes. Une agglomération comme Soweto, ville satellite de Johannesburg, capitale économique du pays, compte plus d'un million d'habitants groupés en plusieurs dizaines de kilomètres de leur lieu de travail. Dassenberg, nouvelle cité réservée à la population métisse du Cap, est située à près de cinquante kilomètres du centre du grand port sud-africain et constitue plus de cinq cent mille habitants. Le *Group Areas Act* est sans doute, avec l'*Immorality Act*, l'une des lois sud-africaines responsables du plus grand nombre de drames humains. Il est en effet à l'origine de l'éclatement de la cellule familiale parmi les gens de couleur. Contraints de quitter les

Bantoustans, dont les terres arables sont trop peu étendues pour assurer leur subsistance, les Noirs doivent émigrer et chercher du travail dans les zones blanches. Ils deviennent mineurs dans les secteurs agricoles, du bétail ou d'Orange, journalistes agricoles, ou employés. Ceux de ces « travailleurs migrants » (c'est ainsi que les qualifie l'ancien sud-africain, qui, conformément aux dispositions du *Group Areas Act*, ne peuvent résider à l'intérieur d'une zone blanche. Quelques exceptions sont prévues, notamment en ce qui concerne les couples de domestiques.

Au demeurant, dans le domaine de l'« apartheid », rien n'est laissé au hasard ni même à la simple intuition. Un professeur de droit de l'université de Durban nous déclarait à ce propos : « L'Afrique du Sud est sans doute le pays du monde qui dispose du plus grand nombre de lois raciales ». Ainsi, bien que les réunions interraciales soient interdites, fussent-elles de caractère privé, certaines dispositions ont été prises pour permettre qu'un mariage interracial ne soit pas considéré comme un acte de déshonneur. Les gens appartenant à des communautés de couleur différentes peuvent se recevoir.

L'« Immorality Act »

Prenez l'exemple d'un couple de métis souhaitant réunir à son domicile, pour un dîner, d'autres métis, quelques Blancs et des Noirs. Une autorisation préalable devra être sollicitée auprès de la police locale — qui l'accordera — tant pour les Blancs que pour les Noirs. Mais, si le couple est interracial, en cas de consommation de boissons alcoolisées, seuls les métis et les Blancs pourront accepter l'offre de la maîtresse de maison. Les Noirs, quant à eux, ne sont pas admis à boire de l'alcool que, s'ils en ont apporté pour leur propre usage.

L'*Immorality Act* est tout aussi choquant dans son application. Il fait tomber sous le coup de la loi tous les rapports sexuels entre personnes de races différentes. Non seulement la législation sud-africaine interdit les mariages mixtes, annulant notamment ceux qui ont pu être contractés à l'étranger par des ressortissants sud-africains, mais elle réprime la relation dans tous les domaines sexuels. Pour avoir ignoré ce fait, des marins étrangers blancs ont souvent été accusés de lourdes amendes ou purgés des peines de prison, pour avoir eu des relations avec des prostituées noires. C'est une des raisons pour lesquelles existent dans les grandes villes sud-africaines des quartiers blancs, métisses, indiennes et noires, chaque « groupe » ayant sa propre clientèle.

La minorité de Sud-Africains, dans les rangs des libéraux et notamment parmi les membres du parti progressiste réformiste, perçoit l'iniquité du système d'apartheid, c'est-à-dire, en ses conséquences, souvent ineptes, que les Blancs sont de plus en plus sensibles. Ils sont particulièrement conscients des inconvénients du développement séparé pour l'expansion économique. En effet, celle-ci n'est concevable qu'à la condition que les diverses communautés de couleur. Or ces communautés n'ont pas libre accès au monde du travail car le premier objectif des prévisions est le maintien des privilèges des travailleurs blancs.

Le rôle positif du patronat

Dans ce domaine, le patronat qui, lui comme ailleurs, a un sens aigu de ses intérêts, a fait en sorte que la pratique précède les textes. Lorsque les Blancs étaient trop peu nombreux pour occuper tous les postes que leur réservait la loi, les patrons ont fait appel à la main-d'œuvre de couleur — métisse de préférence, mais également noire. C'est ainsi qu'en l'absence d'un nombre suffisant de camionneurs ou de chauffeurs de locomotives blancs, les entreprises de transport ont discrètement engagé des Noirs, en violation des lois existantes. Les écarts de salaires ont, à cette occasion, été progressivement réduits. L'année dernière, dans l'industrie métallurgique, les

salaires des Noirs ont été augmentés de 10 à 15 %, et ceux des Blancs des écarts, dans certains cas, vont de un à six pour le même travail. Dans quelques secteurs spécialisés, tel celui de l'industrie sucrière, les améliorations de salaires ont bénéficié presque exclusivement aux gens de couleur.

Le lauréat aide parfois à la déségrégation. C'est le cas dans le domaine des transports aériens. Alors que dans les taxis, bus et trains, les voyageurs de race différente sont séparés, ils ne le sont plus dans les avions. Il est vrai que seule une infime minorité de gens de couleur, notamment de Noirs, utilise l'aviation. Les installations au sol restent distinctes selon l'appartenance raciale de l'usager, mais Blancs et « non-Blancs » ne sont plus séparés en cabine, la réservation électronique ne prenant pas en compte la pigmentation.

L'Etat sud-africain n'a pas laissé au seul hasard le soin d'assouplir la ségrégation absolue. En avril 1975, après amendement du *Deference Act* par le législateur, les premiers officiers noirs ont été nommés dans l'armée sud-africaine. Une étape d'une importance considérable a été franchie, la loi sud-africaine ayant ainsi admis qu'un Noir pourrait désormais théoriquement donner des ordres à un Blanc.

Un lent effritement

Certes, la ségrégation demeure la règle. L'intégration ne progresse que fort lentement, et la déségrégation reste l'exception. Pourtant, de toutes parts, l'apartheid se fissure. Sur les scènes, les spectateurs restent encore séparés selon les critères obscurs aux tenants de la suprématie blanche, mais les joueurs sont déjà mélangés sur le terrain, non point au sein de la même équipe, mais autour du même ballon.

Dans les bibliothèques, les parcs, les galeries d'art, auxquels n'accède encore qu'une petite élite de couleur, les ministres blancs et « non-Blancs » se font plus rares. Quelques lois ont été modifiées, notamment celles qui traitent de la déségrégation dans les hôtels, restaurants et théâtres. D'autres sont délibérément violées, en attendant de tomber en désuétude. Tout ce qui concerne le « petit apartheid », c'est-à-dire l'« apartheid mineur », est en voie de disparition, en dépit de la résistance acharnée des « petits Blancs ».

De nombreux éléments concourent au démantèlement progressif de l'apartheid. Au premier rang d'entre eux figurent le réveil du « pouvoir noir », et l'alliance entre les Noirs et les métis. D'autres sont des communautés de couleur. La vague de violence qui ébranle l'Afrique du Sud montre que le temps de la passivité résistante est terminé. Les Bantoustans, le petit peuple des « Townships » a compris que les concessions s'arrachent.

De la majorité noire a pris conscience qu'elle avait intérêt à faire cause commune avec les autres communautés « non-blanches », dont le seul objectif était, récemment encore, de franchir la barrière de couleur (*color bar*) pour « passer » du côté des Blancs.

A Soweto et dans les autres banlieues noires, on estime qu'une alliance avec les Métis sera plus fructueuse que le soutien des libéraux blancs tels que ceux du parti progressiste réformiste. En dépit de leurs propos hostiles à l'apartheid, ceux-ci restent, en fait, les alliés des militants de la « révoite noire » solidaires de leurs frères de race.

PHILIPPE DECKAENE

(1) Seule l'Eglise catholique romaine, très minoritaire, rejette toute ségrégation dans les lieux de culte.

(2) Aux termes du « Masters and Servants Act ».

Les Nations unies s'inquiètent des violations des droits de l'homme en Ouganda et en Guinée-Equatoriale

De notre correspondante

Genève. — La sous-commission de luth, contre les mesures discriminatoires, — organe subsidiaire de la commission des droits de l'homme de l'ONU, — qui siège depuis le 12 août au Palais des Nations, a demandé au secrétaire général de l'ONU de faire mener une enquête et rédiger un rapport sur le massacre des réfugiés du camp de Nyazola, au Mozambique, perpétré le 8 août dernier par les troupes rhodésiennes. A propos de l'Ouganda, elle a recommandé à la commission des droits de l'homme de procéder à une enquête approfondie sur les « traitements inhumains » dont se serait rendu coupable le gouvernement de Kampala. Une recommandation en ce sens a été votée par 14 voix et 3 abstentions, celles des experts de l'Union soviétique, de l'Egypte et du Nigeria.

Les experts ont également été saisis d'un rapport de la Ligue antiesclavagiste de Londres, selon

laquelle la Guinée-Equatoriale emploierait vingt mille travailleurs forcés dans ses plantations de cacao pour remplacer la main-d'œuvre nigérienne rapatriée. Le rapport précise que, selon des récits faits par des réfugiés, « la président Macías Nguéma aurait donné l'ordre à sa garde d'arrêter entre deux mille et deux mille cinq cents personnes dans chacun des districts des provinces de Río-Muni pour servir de main-d'œuvre dans les plantations de l'île Macías-Nguéma, anciennement Fernando-Po ». — I. V.

Le prince Sadruddin Aga Khan, haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, a lancé, lundi 30 août, un appel en vue d'obtenir 48 000 tonnes de vivres et 32,8 millions de dollars en espèces pour un million de personnes déplacées et de rapatriés en Angola. — (A.F.P.)

ASIE

Chine

La recrudescence de la criminalité pourrait être une conséquence de la crise politique

De notre correspondant

Pékin. — Quelques jours après que des voyageurs ont relaté l'attaque d'une banque à Changchou, province du Honan, une affaire du même genre est signalée, de source chinoise cette fois, dans la province du Chekiang. C'est le quotidien de cette province, apprend-on à Pékin, qui en a fait état, le 20 août, en rendant hommage au directeur d'une banque, mortellement blessé au cours d'une agression. Celle-ci a eu lieu dans le district de Chingting, environ 250 kilomètres au sud de Hangchow. Le journal précise qu'elle était menée par « un groupe d'ennemis de classe armés ». Le directeur de la succursale locale de la banque populaire est tombé « en tentant de protéger le bien de l'Etat » contre les malfaiteurs.

Il est rarissime que de tels incidents soient signalés en Chine. Les villes chinoises sont généralement considérées parmi les plus sûres du monde. Chaque visiteur étranger a pu en faire lui-même l'expérience en laissant des objets de valeur dans sa chambre d'hôtel ou dans une voiture non fermée.

Les Chinois insistent toujours sur la persistance d'« ennemis de classe » à qui ils imputent la maintenance d'un certain niveau de criminalité. Il arrive effectivement, dans une rue de Pékin, on voit un délinquant conduit, sans ménagement apparent, vers la poste de police la plus proche. Le bruit court que de jeunes citoyens, expédiés à la campagne, regagnent clandestinement les agglomérations urbaines et y vivent plus ou moins d'expéditions.

La survie de malfaiteurs dans le

milieu social chinois est toutefois d'une extrême difficulté compte tenu du quadrillage serré assuré par les milices populaires. Ces dernières ont des représentants dans chaque rue, dans chaque cour, dans chaque immeuble, à qui il est aisé de repérer l'intrus éventuel ou la personne en situation irrégulière.

A la campagne, où les habitants se connaissent tous à l'intérieur de chaque village, il est encore plus difficile à des criminels de trouver refuge.

Les attaques de banques soulèvent, dans ces conditions, des questions auxquelles il est très difficile de répondre. Comment les bandits parviennent-ils à s'évader dans la nature ? De plus, la moindre tentative pour utiliser leur butin attire-t-elle pas immédiatement l'attention sur eux dans un pays où les ressources de chacun sont connues ?

A moins, bien sûr, qu'ils ne disposent de complicités au sein même des organismes de sécurité qui sont censés donner la chasse aux criminels.

Il n'est pas exclu que la crise politique consécutive aux incidents qui se sont produits au printemps à Pékin et dans diverses provinces — Honan, Kiangsi, Kiangsu, Yunnan, Kweichow — aient donné lieu à des « flottements ». A l'occasion du tremblement de terre, les autorités chinoises ont répété leurs mises en garde contre les tentatives qui pourraient faire « les ennemis de classe » pour « profiter des calamités naturelles ». Sans doute ne s'agissait-il pas seulement de tentatives de nature « révisionniste ».

ALAIN JACOB.

Inde

Le projet de réforme constitutionnelle confère à l'exécutif des pouvoirs quasi illimités

New-Delhi (A.P., Reuters, A.F.P.).

Le gouvernement de Mme Gandhi a rendu public, lundi 30 août, un projet d'amendements constitutionnels conférant à l'exécutif des pouvoirs quasi illimités. Ce texte, d'une vingtaine de pages, dont l'adoption par les deux chambres, en principe au cours de la session parlementaire d'octobre (le gouvernement étudie cependant la possibilité de convoquer une session extraordinaire), ne fait aucun doute, constitue une refonte du préambule et des cinquante-neuf articles de la loi fondamentale. Il définit l'Inde comme une République « laïque et socialiste », précise les « devoirs fondamentaux » du citoyen, proscribit toute activité ou groupement « antinationnel », restreint la compétence du pouvoir judiciaire en ce qui concerne les libertés civiles et la révision des lois. Il prévoit en outre que le président de la République devra, sa soumission à l'avis du conseil des ministres et qu'il pourra, au cours des deux prochaines années, amender si nécessaire la Constitution. La durée de la législature de la Chambre basse passerait de cinq à six ans.

Ces propositions complètent et

renforcent les ordonnances en vigueur depuis la proclamation de l'état d'urgence, le 26 juin 1975. Le gouvernement indique que son objectif est de mener à bien une « révolution socio-économique qui abolira la pauvreté, l'ignorance, la maladie et l'inégalité des chances ». Mais l'opposition estime que cette initiative va détruire les derniers vestiges de la démocratie en Inde. Elle craint, en particulier, que certaines dispositions ne soient visées par les dispositions prévoyant l'interdiction des associations antinationales et que, sous couvert de lutter contre les « troubles à l'ordre public », on ne porte encore davantage atteinte au droit de grève.

On se souvient à un Parlement-péniche a déclaré M. Krishna Kant, personnalité connue l'an dernier du parti gouvernemental, « et si le président peut amender la Constitution, la démocratie perd toute signification ». Le projet « ouvre la voie à une dictature constitutionnelle », estime de son côté M. D.N. Singh, membre de l'opposition. Il prépare la domination d'une femme seule.

Namibie

Une rencontre en Suisse serait envisagée entre la SWAPO et des officiels sud-africains

Le Conseil de sécurité des Nations unies, qui avait demandé à l'Afrique du Sud de s'engager, avant le 31 août, à organiser des élections en Namibie (Sud-Ouest africain), devait se réunir mardi pour examiner cette question. Avant cette séance, M. Sean MacBride, haut-commissaire des Nations unies pour la Namibie, a invité, lundi, le gouvernement américain et le gouvernement britannique à faire pression sur l'Afrique du Sud afin qu'elle négocie directement avec la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain).

Si les Etats-Unis coopèrent avec l'Afrique du Sud et reconnaissent comme interlocuteurs les participants à la conférence institutionnelle de Windhoek, la Namibie sera de toute façon libérée, probablement par des troupes russes et cubaines et par des bataillons sous le drapeau de l'ONU, a ajouté M. MacBride dans une interview au quotidien de Johannesburg Daily Mail.

D'autre part, rapporte le Financial Times, M. William Eteki Mboumoua, secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), a déclaré, lundi à Lusaka, que la SWAPO « avait le droit de faire appel à l'aide des Cubains ». — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

De notre envoyée spéciale

Windhoek. — Au moment où le comité restreint de la conférence constitutionnelle qui réunit deux délégations : une blanche, une métisse et dix noires, à Windhoek, reprend ses travaux mardi. Les journaux namibiens, sud-africains et namibiens évoquent une possible rencontre en Suisse entre la SWAPO et des émissaires du gouvernement sud-africain en présence d'observateurs de l'ONU. L'idée a été développée au cours d'une interview à Lusaka (Zambie) de M. Sean MacBride, haut commissaire des Nations unies pour la Namibie, et aurait été évoquée lors des voyages en Zambie de M. William Schaufele, secrétaire d'Etat américain adjoint pour les affaires africaines, et de M. Ted Rowlands, responsable des questions africaines au Foreign Office.

« Nous ne nous opposons pas à une telle conférence », a déclaré lundi, à Windhoek, M. Daniel Tjengavero, porte-parole de l'alle intérieure de la SWAPO. Cette rencontre traiterait du transfert du pouvoir de Pretoria à Windhoek.

M. Clemens Kapuno, délégué herero, pressenti comme futur chef d'Etat, parait contrarié par une telle éventualité. « C'est ici même, à l'endroit où se réunissent le comité constitutionnel, que la SWAPO devrait venir discuter », nous a-t-il déclaré.

Une telle rencontre entre des officiels sud-africains et la

SWAPO en présence de représentants de l'ONU permettrait de sortir du cercle vicieux dont sont prisonniers tous les protagonistes du conflit namibien. Elle satisferait également la Grande-Bretagne, qui désire que le Mouvement nationaliste ne soit pas tenu à l'écart des négociations pour l'indépendance.

La SWAPO s'est toujours déclarée hostile à toute discussion avec les délégués réunis à Windhoek. Elle les considère comme non représentatifs et les qualifie de « marionnettes ». En revanche, elle demande à rencontrer le gouvernement sud-africain « occupant ». Pour qu'une telle conférence puisse se tenir, la SWAPO pourrait renoncer momentanément à poser comme condition préalable le retrait de l'armée sud-africaine. M. Tjengavero n'a pas exclu la création d'une zone tampon de l'ONU, au nord de la Namibie, près de la frontière angolaise. Le porte-parole a réaffirmé la position des alliés intérieurs et extérieurs du mouvement : « Toutes deux, dit-il, poursuivent une politique identique, mais utilisent des moyens différents. La SWAPO déplore le départ de certains Blancs. A plusieurs reprises, nous avons dit notre volonté de partager ce pays avec tous ceux qui voudront rester, quelles que soient leur race et leur couleur... »

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Journal de 1976

L'AFFAIRE LOCKHEED

EUROPE

ITALIE : la chasse à « Antelope Cobber » reprend dans la presse

De notre correspondant

Roma. — Accordée une place considérable à la mission de la presse italienne s'agit de savoir si en Italie le « scandale » de Lockheed ne risque pas d'être définitivement étouffé. Les milieux politiques et la presse ont tenté de secouer la torpeur de l'opinion publique sur la mise en cause de ce président du conseil, M. Andreotti, par l'hebdomadaire de gauche l'Espresso.

Dans une lettre adressée au président de la Lockheed, M. Kotelian, datée du 2 septembre, il est question de 28 000 dollars versés à M. Andreotti, pour sa précieuse collaboration et celle de son parti dans la vente de huit avions de type Orion à la marine italienne. On remarquera toutefois que cette transaction n'a pas été, puisque, en fin de compte, les autorités militaires italiennes mentionnent le Breguet-Atlantic, avion français.

Une autre lettre, du président de la Lockheed pour le proche-orient fait référence à un versement de 15 000 dollars. Enfin, une page d'agenda d'un haut fonctionnaire de la société américaine mentionnerait un rendez-vous avec M. Andreotti à l'hôtel Excelsior de Rome, le 10 mai 1975, en vue de vendre à la Turquie des Stinger fabriqués en Italie sous licence américaine.

L'Espresso prétend avoir contrôlé dans les moutons d'Inde l'authenticité de ces documents. Il Popolo, le quotidien de la démocratie chrétienne, a réagi à ces accusations avant même la parution de l'hebdomadaire. « Angeliotti ne s'est pas mis de près ni de loin à l'affaire de Lockheed », proteste le journal. Que ceux qui veulent attaquer le prési-

(Dessin de PLANTU.)

apparaît sur deux documents remontant aux années 69 et 70. Ainsi, la chasse à « Antelope-Cobber » nom de code de l'homme d'Etat italien corrompu, a repris en Italie mais du fait de la presse et non de la commission parlementaire compétente qui, malgré les élections, est toujours présidée par un démocrate-chrétien. — (Interim.)

PAYS-BAS : les députés choisissent la défense de la monarchie

De notre correspondant

Amsterdam. — Le débat parlementaire sur l'affaire Lockheed s'est déroulé, le lundi 30 août, d'une façon presque « apollodique ». Il était acquis d'avance que les conclusions du gouvernement de M. Den Uyl et celles de la commission des trois ne seraient pas contestées par les parlementaires. Une majorité écrasante s'est rangée derrière M. Den Uyl. Une poursuite judiciaire du prince Bernhard est désormais exclue. Seuls les deux parlementaires du parti pacifiste socialiste (partij communiste P.S.U. français) ont demandé l'ouverture d'une enquête judiciaire.

« Cette omission a ouvert la voie au péché ». Donc, chez beaucoup de députés, des émotions parfois très calvinistes ont été soulevées par un jugement objectif du rapport. Toutefois, les partis non confessionnels, aussi bien dans l'opposition qu'au gouvernement (libéraux conservateurs et partis de gauche), ont traité, eux, les problèmes de façon plus pressante.

Le leader du groupe socialiste (quarante-trois sièges, la plus grande formation au Parlement) a demandé l'ouverture d'une enquête, dont les modalités restent encore à définir, pour renforcer le contrôle parlementaire sur les achats d'armes : « Quand on prend connaissance des pratiques dans les boutiques militaires de fabricants d'armes avec leurs manœuvres douteuses, on renforce le contrôle parlementaire n'est pas un luxe superflu », a-t-il dit.

Wiegels, chef de file des libéraux, a demandé des explications sur les deux rapports Lockheed, desquels il ressort que la firme américaine a aussi fait des avances auprès des membres du Parlement pour tenter de favoriser l'avion Orion P3C de Lockheed en 1974. La commission des trois avait jugé ces rapports « intéressants » sans donner d'autres précisions. Dans l'atmosphère tendue du vendredi 27 août, au lendemain de la publication du rapport de la commission, cette petite phrase avait fait quelques vagues (le Monde daté 29-30 août).

Dans sa réponse, M. Den Uyl a insisté sur le caractère libre aux parlementaires afin d'ouvrir une enquête. En ce qui concerne les rapports de Lockheed sur les parlementaires, le gouverneur a demandé le dossier complet à la commission de la Bourse américaine. Mais, a-t-il dit, c'est la présidence du Parlement qui doit se saisir de cette question.

Ainsi, chez M. Den Uyl, la réserve était de rigueur. Il a surtout marqué sa volonté « de garder la monarchie constitutionnelle qui est enfoncée de façon contraignante dans notre Constitution ». Il a repris les arguments du ministre de la justice, M. Van Agt, selon lequel « les ministres ne peuvent pas prendre la responsabilité d'ouvrir une enquête judiciaire ». D'abord, parce que beaucoup de faits seraient difficiles à prouver de façon juridique, mais aussi pour éviter de placer le chef de l'Etat en posture difficile.

Seul M. Van Der Lek, socialiste, pacifiste, a rompu cette atmosphère d'unité en posant la question fatidique, qui venait à l'esprit de beaucoup : « Pourquoi ne pas vouloir soulever en public : Est-ce que la reine a menacé de démissionner si une enquête judiciaire était ouverte ? » Si cela était, a-t-il dit, nous trouverions le dilemme horrible, mais nous estimons que le gouvernement n'aurait pas dû céder à ce chantage.

Enfin, quelques socialistes du parti de M. Den Uyl soient d'accord avec ces propos dans leur cœur, ils se gardaient bien de l'exprimer à la tribune. La voix de la République était faible, beaucoup plus faible qu'il y a dix ans, à l'occasion du mariage contesté de la princesse Beatrix avec M. Claus von Amsterg.

Tous les partis sont néanmoins d'accord pour que le statut de membre de la famille royale soit mieux défini, afin d'éviter la répétition de ce qui s'est passé avec le prince Bernhard. Le gouvernement préparera un projet de loi qui clarifiera la responsabilité ministérielle (politique) des membres de la famille royale.

Si la reine ne peut être mise en cause comme chef de l'Etat, dont les actes sont complètement couverts par les ministres, en ce qui concerne la famille royale, le gouvernement est responsable pour les autres membres de la famille royale dans la mesure où l'intérêt de l'Etat est en cause », a dit M. Den Uyl, sans vouloir être plus précis. Le ton réservé du débat a fait qu'aucun parlementaire ni le premier ministre n'ont indiqué exactement comment on pouvait éviter de nouveaux cas Bernhard.

Dans le système d'une monarchie constitutionnelle, il est du reste presque impossible de définir exactement à l'avance ce qu'un prince peut et ne peut pas faire. Toutefois, tous les problèmes soulevés par le rapport Lockheed n'ont pas été traités durant ce débat. Jusqu'au va la « leçon démocratique » des Pays-Bas dont parlait le leader radical M. de Groot, Fortman en se référant à ce tourmentiste à l'éditorial du Monde ? On ne sait toujours pas si ce débat a marqué le début d'une vraie enquête concernant les pratiques dans les achats d'armes ou la fin de la dernière crise de la monarchie.

MARTIN VAN TRAA.

Allemagne fédérale

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS DU 3 OCTOBRE

L'opposition chrétienne-démocrate présente son cabinet fantôme

De notre correspondant

Bonn. — M. Helmut Kohl, président de l'Union chrétienne-démocrate et candidat chancelier de l'opposition, a présenté le lundi 30 août les hommes politiques qui siégeront dans son gouvernement si son parti remporte les élections du 3 octobre prochain. C'est un exercice auquel il aurait aimé se livrer beaucoup plus tôt, mais l'indécision de M. Strauss l'a contraint d'ajourner plusieurs fois la désignation de son cabinet fantôme.

Si M. Kohl a maintenant cité une quinzaine de noms, toutes les personnalités n'ont pas été affectées à un poste déterminé. Il semble que la discussion sur la composition d'un éventuel gouvernement chrétien-démocrate ne soit pas encore achevée au sein de l'opposition.

D'autre part, M. Kohl, qui entend devenir chancelier de la République fédérale avec une voix au-dessus ou au-dessous de la majorité, n'a pas perdu tout espoir d'amener les libéraux à former une coalition avec la C.D.U.-C.S.U. M. Kohl a indiqué que son gouvernement comprendrait, outre, cinq femmes. On prête ainsi au candidat chancelier de l'opposition l'intention de faire appel au président de l'Association des paysans allemands, le baron von Hersemann, pour occuper le ministère de l'Agriculture.

En cas de victoire des chrétiens-démocrates, le gouvernement dirigé par M. Kohl comprendrait ainsi : M. Strauss (Finances), Carstens (Affaires étrangères), Stoltenberg (Économie), Wörner (Défense), Dreger (Intérieur), Kasper (Justice), ainsi que M. Barzel, candidat malheureux contre M. Brandt en 1972. Biedenkopf, secrétaire général de la C.D.U., président de la C.D.U. berlinoise, von Weizsäcker, théoricien libéral de la démocratie chrétienne, et deux membres du parti de M. Strauss, M. Müller et Stiecklen. M. Kohl a indiqué que son gouvernement comprendrait, outre, cinq femmes. On prête ainsi au candidat chancelier de l'opposition l'intention de faire appel au président de l'Association des paysans allemands, le baron von Hersemann, pour occuper le ministère de l'Agriculture.

Portugal

LE LIEUTENANT-COLONEL HUGO DOS SANTOS a été nommé le lundi 30 août commandant de la région militaire du Centre. Jusqu'alors attaché militaire à l'ambassade de Portugal en Roumanie, il remplace le général Franco Charais, qui a récemment choisi d'abandonner son commandement opérationnel pour rester membre du Conseil de la révolution. Comme le général Pizarra Correia, récemment remplacé à la tête de la région militaire du Sud par le lieutenant-colonel Baptista Heirao, le général Franco Charais représente la gauche au Conseil de la révolution. Les régions du Sud et du Centre sont désormais commandées par des techniciens considérés comme très proches du président Ramalho Eanes. La région du Nord reste commandée par le général Pires Veloso, considéré comme un conservateur. — (A.F.P.)

Enfin, quelques socialistes du parti de M. Den Uyl soient d'accord avec ces propos dans leur cœur, ils se gardaient bien de l'exprimer à la tribune. La voix de la République était faible, beaucoup plus faible qu'il y a dix ans, à l'occasion du mariage contesté de la princesse Beatrix avec M. Claus von Amsterg.

JAPON : le premier ministre s'engage à remanier le gouvernement

Après trois heures et demie d'entrevue, le premier ministre, M. Miki, et ses adversaires au sein du parti libéral démocrate (P.L.D.) sont parvenus, lundi 30 août dans la soirée, à un compromis. Le premier ministre s'est engagé à remanier son gouvernement et à intégrer d'urgence au parti majoritaire, dont il est également président, avant la convocation d'une session extraordinaire de la Diète, qui doit avoir lieu au milieu de septembre.

Ce compromis intervient après une lutte serrée entre M. Miki et ses deux principaux rivaux dans le P.L.D., M. Fukuda, vice-premier ministre, et Ohira, ministre des Finances, qui exigent la démission du chef du gouvernement. Bien que M. Miki, qui estime avoir l'opinion publique derrière lui, a fermement résisté aux attaques de ses adversaires. La décision de modifier la composition de l'équipe dirigeante du P.L.D. est sans doute plus significative que le remaniement ministériel lui-même. À la faveur d'un changement de l'entourage du parti gouvernemental, il est vraisemblable que M. Nakasone, secrétaire général, va faire une sortie aussi discrète que possible. Son nom est de plus en plus mêlé

à l'affaire des pots-de-vin versés par Lockheed à des personnalités nipponnes. M. Nakasone a notamment été mis en cause directement par M. Kotelian, ancien vice-président de la société aéronautique américaine, dans une interview accordée au quotidien Asahi (le Monde du 28 août).

Le départ probable de M. Nakasone du devant de la scène politique, afin d'éviter qu'une personnalité occupant des fonctions importantes dans le P.L.D. ne soit compromise dans l'affaire Lockheed, scelle à terme celui du premier ministre. M. Nakasone était en effet le seul soutien de M. Miki au sein du parti libéral démocrate. — Ph. F.

GRÈCE : ouverture d'une enquête

Athènes (A.F.P.). — Le procureur de la Cour de cassation grecque a ordonné une enquête préliminaire sur les pots-de-vin qui auraient pu être versés par la compagnie Lockheed des militaires grecs, durant la dictature.

M. Evangelos Averof, ministre de la Défense, a révélé lundi soir 30 août qu'un accord conclu avec les États-Unis en mai der-

nier avait permis de rassembler deux mille documents concernant cette affaire. Cependant, le gouvernement américain avait mis comme condition à la livraison de ces documents qu'aucun nom ne serait révélé, sauf en cas de poursuites judiciaires.

Le gouvernement grec, a conclu M. Averof, désire faire la pleine et entière lumière sur cette question.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

MM. SOLARI YRIGOYEN ET AMAYA ont été retrouvés sains et saufs le 30 août. Les deux étudiants parlementaires radicaux avaient été enlevés près de deux semaines plus tôt dans le sud du pays. — (A.F.P.)

Corée du Sud

UN BATEAU DE PÊCHE SUD-CORÉEN a été arraisonné par un navire de patrouille nord-coréen et les trente-trois marins qui se trouvaient à bord ont été faits prisonniers, a annoncé lundi 30 août, l'office de pêche de Séoul. Le bateau, de 17 tonnes, aurait franchi par erreur la ligne de démarcation des eaux territoriales nord-coréennes. Cet arraisonnement intervient alors que les deux Corées sont en état d'alerte depuis l'incident de Panmunjon du 18 août. — (A.F.P.)

Éthiopie

SELON LE « DAILY TELEGRAPH », LES REBELLES ÉTHIOPIENS DU FRONT DE LIBÉRATION DU TIGRE réclameraient une rançon d'environ 5 millions de francs pour libérer le vétérinaire britannique Lindsay Taylor, sa femme et leurs deux enfants, enlevés en mai dernier et détenus dans un camp proche de la frontière soudanaise. Le Front de libération du Tigre déclencherait aussi le journaliste John Swain, et trois autres ressortissants britanniques se-

raient captifs du Front de libération de l'Érythrée, qui n'a formulé aucune demande de rançon. — (A.F.P., U.P.I.)

États-Unis

M. GEORGES MEANY, président de la Confédération ouvrier A.F.L.-C.I.O., s'est prononcé, lundi 30 août, en faveur de M. Jimmy Carter, candidat du parti démocrate à la présidence des États-Unis.

Koweït

PREMIÈRE VICTIME de la nouvelle loi sur la presse, le journal pro-palestinien Al Watan a été suspendu pour un mois. Selon le ministre de l'Information, Al Watan avait publié, dimanche, sans autorisation préalable, un supplément sur les récents développements à Koweït (le Monde du 31 août). Lundi, il avait critiqué en termes modérés la dissolution de l'Assemblée nationale et la suspension de quatre articles de la Constitution. — (Reuter.)

Union soviétique

M. ALEXIS KOSSYGUINE a fait le 30 août, après avoir eu une crise cardiaque, il se baignait dans la mer Noire, annonçant l'Evening News de Londres, citant « des informations de Russie » et non son correspondant habituel à Moscou, M. Victor Louis. Le chef du gouvernement a pu être sauvé « grâce à l'intervention rapide et efficace » de ses

gardes du corps, précise le journal. — (U.P.I.)

LE PEINTRE IGOR SINIAVINE, un des chefs de file de l'école artistique non conformiste à Leningrad depuis deux ans, a annoncé qu'il avait reçu l'autorisation d'émigrer en Occident avec sa femme et ses deux enfants. Il a aussi annoncé qu'il quitterait le pays avant le 22 septembre. Il compte se rendre aux États-Unis. (Reuter.)

LE MARÉCHAL PIOTR KOCHEROV, inspecteur général du ministère soviétique de la Défense depuis 1969, est décédé à l'âge de soixante-deux ans, après une longue maladie, annonce lundi 30 août l'agence Tass. Entré dans les rangs de l'Armée rouge en 1920, il avait été commandant en chef de la défense de la capitale pendant la seconde guerre mondiale ; puis il commanda les régions militaires de Sibirie et de Kiev. De 1964 à 1968, il fut commandant en chef des troupes soviétiques en R.D.A. — (A.F.P.)

Suisse

UN MEMBRE DE L'AMBADE DE SUISSE A TEBERAIN a été expulsé en représailles d'une mesure analogue prise contre un membre iranien du secrétariat de l'Onu à Genève. Ce dernier, M. Malek-Mahdavi, avait dirigé un réseau de la Savak (police politique iranienne), selon M. Jean Ziegler, député socialiste de Genève, et Denis Payot, secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme. — (A.F.P.)

PARENTS D'ÉLÈVES... Bientôt la RENTRÉE

Du 2 au 11 septembre 1976, cours spéciaux de révisions :

LA PRÉ-RENTRÉE

MATH Physique

- De 6^e en terminale (toutes sections).
- Entrée en fac

- STAGE IDEAL POUR LA REMISE EN CONDITION DES ÉLÈVES.
- 2 HEURES CONSÉCUTIVES PAR JOUR DURANT 8 JOURS.
- GROUPES DE TRAVAIL DE 6 ÉLÈVES EN MOYENNE.
- PROFESSEURS QUALIFIÉS.

Centres pédagogiques privés

MATH - ASSISTANCE

ST-LAZARE : 49, rue de Châteaudun - 75009 PARIS - Tél. 526-37-17
VAUGIRARD : 254, rue de Vaugirard - 75015 PARIS - Tél. 531-31-13
NATION : 4 et 6, rue de la Plaine - 75020 PARIS - Tél. 373-09-37

D'octobre à juin : notre cours annuel « HEBDO-MATH »

Nous consulter

PROCHE-ORIENT

Les accrochages se multiplient sur plusieurs fronts au Liban

Le président élu, M. Elias Sarkis, a quitté Jourfah mardi 31 août à bord d'un hélicoptère de l'armée de l'air syrienne, à destination de Damas où il doit rencontrer le président Assad. Le président Sarkis est accompagné du colonel Mohamed Al Kholi, chef des services de renseignements syriens.

Des accrochages très violents se sont déroulés lundi 30 août sur plusieurs fronts au Liban, et notamment dans le centre commercial de la vieille ville de Beyrouth. Pour la première fois depuis plusieurs jours, des obus atteignent les quartiers résidentiels de la capitale.

Des combats ont également opposé, à quelque 25 kilomètres de Beyrouth, les forces de droite qui occupent Kahala et les unités de la garde qui tiennent la ville de Aley, dans la montagne libanaise.

La Voix de la Palestine, station de radio diffusion de l'O.L.P., a annoncé que les forces conservatrices avaient tenté, sans succès, de renforcer leurs positions sur le mont Sannine, à une trentaine de kilomètres au nord-est de Beyrouth. Un régiment syrien avait été envoyé en renfort dans ce secteur.

Des tirs de mitrailleuse lourde et des bombardements d'artillerie ont enfin été signalés sur le front de Tripoli-Zghorta, dans le nord du pays.

Tous les belligérants s'efforcent de renforcer leur potentiel militaire. Les principales forces du camp conservateur ont été placées lundi sous un commandement unifié dirigé par M. Béchir Gemayel, chef militaire des phalangistes, cet organisme, qui a pour objectif, selon son chef, de « libérer la totalité du territoire libanais », coiffe les troupes des phalangistes, des « Gardiens du Cedre », du parti national libéral de M. Camille Chamoun, et les membres du « Taznim », organisation militaire de l'ordre des moines maronites.

Selon Radio-Anchit, poste fidèle au président français, les forces palestino-progressistes continuent à recevoir des renforts en hommes. Il s'agit de volontaires libyens et irakiens et de mercenaires qui affluent dans les ports contrôlés par la gauche. Le nombre de ces volontaires aurait atteint, selon cette radio, deux mille cinq cents depuis samedi. Enfin, la radio progressiste a annoncé que les vingt mille soldats syriens qui se trouvent dans la vallée de la Bekaa, au Centre-Liban, « ont été mis en état d'alerte ». Elle a également indiqué que vingt mille soldats syriens supplémentaires étaient rentrés en territoire libanais, ce qui porterait à quarante mille hommes l'effectif du corps expéditionnaire de Damas. Ces informations n'ont reçu aucune confirmation.

Les contacts entre les phalangistes et la résistance palestinienne se poursuivent pour parvenir à une formule de cessez-le-feu. On a appris lundi soir, de sources phalangistes, que ces conversations avaient abouti à « des résultats positifs » et qu'un brouillon de projet d'accord aurait été élaboré. Il porterait sur le retrait des troupes palestino-progressistes de la montagne, premier pas vers l'arrêt des combats sur l'ensemble du front.

M. Raymond Eddé, chef de file des chrétiens modérés, a adressé lundi à M. Louis de Guiringaud, le nouveau ministre français des

affaires étrangères, un message dans lequel il déclare : « Je suis sûr que la sous-garde de la souveraineté du Liban, dont la France a proclamé les frontières le 1^{er} septembre 1920, qui vont du Liban-Sin à l'Est, aux portes de la Palestine et aux crêtes de l'Anti-Liban, sera au nombre de nos préoccupations à l'heure où l'intégrité territoriale du pays est menacée. »

● AU CAIRE, la Ligue arabe a annoncé lundi que la réunion des ministres des affaires étrangères arabes qui devait se tenir mercredi 1^{er} septembre, avait été reportée au samedi 4 septembre. Cet ajournement a été décidé à la demande de « certains pays arabes ». Les ministres doivent se réunir pour la deuxième fois d'une conférence « au sommet » dont la tenue a été approuvée jusqu'à présent par douze pays et par l'Organisation de libération de la Palestine.

● A TEL-AVIV, la radio israélienne a indiqué que les dirigeants du village libanais (chrétien) d'Ein-Elhel, situé à 5 kilomètres de la frontière libanaise, avaient demandé la protection d'Israël à la suite d'une attaque de fedayin palestiniens lundi. Le speaker a souligné que c'était la première fois qu'un tel appel était lancé par des villageois libanais. La réponse des autorités de Jérusalem n'est pas connue. Les correspondants militaires de la presse israélienne ont précisé ce mardi que l'accrochage entre les fedayin et les villageois avait fait trois morts parmi ces derniers et quatre dans les rangs palestiniens. — (A.F.P., Reuters.)

● Les deux principaux quotidiens chypriotes-turcs, « Bozkurt » et « Halkin Ses », affirment, lundi 30 août, que « le trafic d'armes et de munitions au profit des phalangistes du Liban continue à partir du port (chypriote-grec) de Larnaca ».

Les deux quotidiens indiquent que les cargaisons d'armes et de munitions viennent d'Europe et sont débarquées à Larnaca, d'où elles sont acheminées par des navires se rendant dans les secteurs sous contrôle conservateur-chrétiens. Ils assurent que ce trafic d'armes passe également par la Grèce et se fait « ou au vu ou au profit des autorités grecques et chypriotes-grecques, avec la participation active de contrebandiers notoires chypriotes-grecs ». Ils s'étonnent que « le gouvernement (chypriote-grec) n'ait jusqu'à présent adopté aucune mesure pour mettre un terme à ces activités ». — (A.F.P.)

OUTRE-MER

M. Haroun Tazieff a été légèrement blessé au cours d'une mission à la Soufrière

Pointe-à-Pitre. — Assis en bout de table, les traits marqués, un peu livide, M. Haroun Tazieff écoutait. A ses côtés, bras croisés, les yeux mi-clos, la cigarette à peine collée aux lèvres, le professeur Grousse tendait lui aussi l'oreille. Derrière eux, M. Michel Failland, seul Guadeloupéen, puis le gardien national de la Soufrière, et les deux jeunes chimistes de l'équipe Tazieff. Plus loin, MM. John Tomblin, venu de Trinidad, et Richard Fisk, fraîchement arrivé de Los Alamos. Enfin, entourant le préfet de la Guadeloupe, M. Guy Aubert, directeur adjoint de l'Institut national d'aéronomie et géophysique (I.N.A.G.), et M. Claude Allégre, directeur de l'Institut de physique du globe (I.P.G.) de Paris. Non, personne ne manquait à l'appel, lundi soir 30 août, dans ce restaurant de Pointe-à-Pitre transformé en salle de presse. Comme si, à l'heure où l'on craignait d'assister à quelques explications sans assaut de courtoisie, on avait résolu en haut lieu de prévenir le danger en rassemblant tous ceux qu'une même passion, une « même abnégation au service de la science », ont amenés sur les flancs du volcan menaçant.

De fait, publiant pour un temps inimitables, brouilles passagères et querelles d'école, on a célébré « les efforts considérables, le travail remarquable de toute une équipe scientifique », laissant au docteur Fisk, responsable du programme américain de prévisions volcaniques, le soin de saluer « l'extraordinaire efficacité et la compétence » de ses collègues français. Belle démonstration d'« union sacrée » pour faire taire de fâcheuses chamailleries qui, divisées au fil des jours et relancées par les dernières déclarations un peu tonitruantes de M. Haroun Tazieff (le Monde du 31 août), finissaient par inquiéter nombre de gens et par indisposer les autorités.

« Si l'on se complait à étaler des désaccords, dis-je dans l'entourage du préfet, la crédibilité du diagnostic établi par les scientifiques va en souffrir et l'on en arrivera très vite à contester le bien-fondé des

De notre envoyé spécial

mesures prises pour assurer la sécurité des personnes. » Le député U.D.R. de l'île, M. Raymond Guillard, n'a-t-il pas déjà menacé d'organiser une manifestation si l'on ne laissait pas les réfugiés rentrer dans les communes de la zone interdite les moins exposées au volcan ? Le trouble, c'est certain, régnait fort de gagner les esprits. Mais, lundi matin, devant les esprits, M. Tazieff, lui-même, a finalement prêté un sérieux coup de main à ceux qui, sentant le climat se dégrader un peu, redoutaient d'autant plus l'effet des chicanes des savants sur un public non averti. En se mettant soudain à gronder, en lançant pierres et canards sur l'équipe de spécialistes qui gravisaient ses pentes, le volcan a rassuré chacun à un peu plus de raison et incité les plus frondeurs à mesurer davantage leurs propos. On en fut quitte pour une grande peur et de sérieuses contusions, mais tout aurait pu finir en drame.

Une grêle de pierres

Dès 9 heures, scientifiques et techniciens avaient franchi la lourde porte du fort Saint-Charles et s'apprêtaient, comme chaque jour, à escalader les flancs couverts de boue et de cendres de la Soufrière. Le ciel était dégagé, la visibilité bonne. Tout s'annonçait presque facile. Les savants en « rangers » allaient cependant pour la première fois subir la colère du volcan. « Je n'en reviens pas d'être encore vivant », raconte M. Haroun Tazieff, à peine sorti de l'hôpital de Pointe-à-Pitre où il s'est fait soigner bleus et bosses. Il n'y avait aucun problème. Le cratère, d'où s'exhalait quelques vapeurs, était partiellement calme et paisible, quand brusquement nous avons entendu un sifflement qui s'est très vite amplifié. Un jet de vapeur blanche a fusé. Une minute plus tard, les tourbillons sont devenus gris. C'étaient des cendres. On a lui, mais aussitôt la grêle de pierres a éclaté. Un vacarme assourdissant, pire qu'un barrage d'artillerie... Nous nous

Deux points de vue sur le drame libanais

NOUS SOMMES TOUS CONCERNÉS

par ALDEEB-SAMI (*)

Le premier mot sur terre fut un innocent tué par son frère qui n'a son acte en termes suspects : « Suis-je le gardien de mon frère ? » Mais Yahvé a répondu : « Le sang de ton frère crie vers moi... Sois maudit ! » (Genèse, 4, 10-11).

La réponse de Cain est d'actualité face à la tragédie du Proche-Orient, au lieu de laquelle le sentiment d'impuissance qui s'empare de tous : intellectuels, directeurs d'institutions internationales, chefs religieux et même chefs d'Etat, contribue à la bonne conscience. Que dire du public ?

Personne pourtant ne peut se dire innocent ni invoquer l'impuissance. La religion dans la tragédie n'est qu'un prétexte. Le vrai problème est le problème palestinien. Tout qu'il persiste, les messianismes, les souffrances et les actes de terrorisme continuent. Or ce problème est né à la suite de la création de l'Etat d'Israël sur la terre d'où a été chassé le peuple palestinien. Ce peuple est persécuté et massacré partout où il se trouve. Tout droit au retour dans sa terre lui est refusé. Le rôle des régimes occidentaux est déterminant dans l'expulsion de ce peuple et dans le refus de son droit au retour. Ils engagent ainsi la responsabilité de leurs citoyens. Tout citoyen qui refuse cette responsabilité doit exiger une solution prompte et équitable au problème ainsi créé et perpétué.

UNE des conséquences du problème palestinien est le terrorisme. Les moyens d'information le dénoncent à qui mieux mieux. On s'entoure de toutes les précautions pour se protéger et protéger les intérêts nationaux. On multiplie les traités entre Etats pour éliminer le terrorisme. Résultat : rien, sauf la perte de temps. On oublie que le terrorisme ne vient pas des faits divers, qu'il est le produit de structures sociales innées. On néglige de s'attaquer aux racines. Tant que le problème palestinien n'est pas résolu, rien n'est encore résolu. Pour tuer un serpent, il faut écarter sa tête ; il ne suffit pas de couper sa queue. Et « avant de regarder la paille dans l'œil du voisin, il faut regarder la poutre dans son propre œil ». C'est ce que nous devons faire comprendre à nos représentants.

Mais si nous sommes responsables, pouvons-nous faire quoi que ce soit ? « Un caillou soutient un rocher », dit un proverbe palestinien. Personne ne peut résoudre le problème palestinien à lui seul, mais chacun doit apporter sa contribution. Des personnalités ont refusé de lancer un appel pour la paix au Liban en vue de soulager les souffrances, « car cela ne sert à rien ». Et pourtant, combien il est utile que le public et les responsables soient alertés devant la tragédie du Liban !

LES moyens d'information pourraient créer le climat favorable à la solution du problème palestinien. Mais ils préfèrent trop souvent s'occuper de choses de moindre importance. On assiste à un renversement de l'échelle des valeurs. Le cas de Tel-El-Zatar aurait dû être exploité au maximum pour faire comprendre au public et aux responsables les données du problème. C'est le contraire qui a été fait. On a parlé des blessés, non de la cause du drame. Dans le cas de l'Aïrbus, on a continué à relater, pendant toute une semaine, l'événement, mais on a oublié d'expliquer qu'il faut résoudre la tragédie, aux dimensions effrayantes, qui est à la base. Les cinq cents personnes mortes dans l'effondrement d'un aéroport à Tel-El-Zatar ont été oubliées le deuxième jour, alors qu'une seule disparue — Mme Bloch — a occupé plus d'une semaine les moyens d'information.

Chacun de nous doit exiger l'arrêt immédiat des combats au Liban ; chacun doit aider les organisations humanitaires. Mais ce n'est pas tout. Il faut résoudre le problème palestinien à la base pour ne pas assister de nouveau à d'autres malheurs. Chacun doit manifester énergiquement sa désapprobation devant l'attitude passive et coupable des régimes qui refusent de résoudre le problème palestinien. Cela est un devoir de frère responsable et humain.

« Vous ne pouvez séparer le juste de l'injuste et le bon du méchant, car ils se tiennent tous deux devant le face du soleil, tout comme les fils noirs et blancs sont tissés ensemble. » (Khalil Gibran, poète libanais).

* Palestinien chrétien, docteur en droit, diplômé en sciences politiques de l'Institut des hautes études internationales de Genève.

Justice (aussi) pour les Libanais chrétiens

par JEAN TOULAT (*)

COMMENT ce peuple si hospitalier, si pacifique — les maronites et autres chrétiens du Liban — en est-il venu à prendre les armes ? Pls : à placer des emblèmes religieux sur tel ou tel tank ?

J'ai cherché à comprendre. J'ai voulu écouter des Libanais. « Nous avons accueilli les Palestiniens à bras ouverts. L'Egypte, l'Arabie et la Libye n'en ont pas voulu. La Jordanie les a éliminés. L'Irak et la Syrie les ont mis au pas. Seul le Liban les a reçus sans conditions, sur un territoire étroit comme un département français, avec quatre cents habitants au kilomètre carré. Et c'est notre président de la République, un maronite, qui, au nom de tous les chefs d'Etat arabes, a plaidé leur cause aux Nations unies, ouvrant ainsi la voie à Yasser Arafat. »

— Que s'est-il donc passé ?

— Supposons qu'en France le cinquième de la population devienne composé d'étrangers : dix millions de Portugais ou de Nord-Africains. Ils s'installent dans des camps autour de la capitale et des principales villes. Ces camps deviennent des forteresses, des arsenaux. Ils renforcent leur effectif avec des mercenaires Libyens, irakiens, somaliens, soudanais, yéménites, japonais — sans parler des terroristes internationaux qu'ils attirent. Peu à peu, ces étrangers contrôlent les entrées de la capitale, s'immiscent dans les affaires intérieures du pays, désorganisent l'Etat, déclenchent les hostilités dans l'intention de conquérir le territoire national. »

C'est ce qui s'est passé au Liban, affirment mes interlocuteurs. « A Tel-El-Zatar, comme ailleurs, on a retrouvé des graffiti révélateurs : « Le Liban est à nous... C'est notre nouvelle patrie. » Les Deux Grands eux-mêmes semblent avoir ouvert ces visages, croyant ainsi résoudre sur notre dos la question palestinienne et le conflit arabo-israélien. »

— Pourquoi avoir réagi par les armes ?

— Depuis près de dix ans, nous avons essayé de l'éviter par toutes sortes de concessions, sachant bien que la violence est contraire à l'Evangile. Un moment est venu où la seule alternative nous a paru : se laisser massacrer ou résister. Les médias ont braqué les projecteurs sur Tel-El-Zatar. Pourquoi leur discrétion sur toutes les « Saint-Barthélemy » que les chrétiens ont subies depuis des mois : villages brûlés, populations massacrées (cinq cent quatre-vingt personnes à Damour), vieux moines égorgés, bébés dont les yeux ont été crevés devant leurs mères avant d'être tués avec elles, à Chekka ?

— J'admets : la guerre est une abomination. Mais pourquoi des signes chrétiens sur certains engins de mort ?

— A force de voir la croix pléthorique et leurs parents et amis égorgés ou crucifiés aux cris de « Allah Akbar », des chrétiens ont relevé le défi : « Mourir pour mourir, nous préférons mourir sous le signe de la croix. »

J'ai écouté — sans forcément acquiescer. Mais ce son de cloche m'a paru mériter audience à côté des autres. D'ailleurs ces chrétiens ne cessent, depuis des années, de faire des autoréflexions sévères sur leurs responsabilités et leurs défaillances au sein de l'Eglise et de l'Etat, comme en témoignent leurs vingt brochures de la collection « Question libanaise ».

Les grandes puissances, aussi, ont à s'interroger. Qui a rendu possible la turberie libanaise, sinon leur commerce de mort ? Et quelle est l'origine lointaine de ce conflit ? L'antisémitisme d'Occident a suscité le sionisme. Le sionisme a provoqué le drame palestinien. Et celui-ci, le drame libanais. On ne résout pas une injustice en en créant une autre.

Le Liban pourra-t-il redevenir cet exemple de coexistence des cultures et des cultes dont le monde a besoin ? « Nous ne voulons pas de partition : un ghetto chrétien et un ghetto musulman », m'a dit Mgr Haroun. « Nous voulons rester le témoignage vivant des enseignements de Valérian II sur la liberté religieuse et les relations de fraternité entre les diverses confessions. »

Après la massacre de Damour, le curé de la ville écrivait : « Nous n'avons de rancune envers personne. Nous continuons à penser que les musulmans sont nos frères. Nous continuons à croire que la cause palestinienne est juste. (...) Il nous suffit d'avoir payé la facture de la haine pour que vivent ces 10 000 kilomètres carrés, terre de liberté, de foi et de fraternité : le Liban. »

Le message de Damour sera-t-il entendu ?

(*) Prêtre, journaliste et écrivain.

Un appel de l'Association médicale franco-palestinienne

L'Association médicale franco-palestinienne lance l'appel suivant — signé des professeurs Paul Millies, président ; Michel Lartigue, secrétaire général ; Marcel Frappat, Eric Hagan et François Guerin, et des docteurs Abraham Behar et Bernard Morin. — dont voici la conclusion :

« On sent, à propos de Tel-El-Zatar, monter partout la honte d'avoir laissé commettre ce crime « au nom du Christ ». « Rarement crime politique aura eu autant de complices, d'inspiration et d'exécution directe ou indirecte, à l'échelle des gouvernements. L'échec du mouvement de libération du peuple palestinien et tout ce qu'il représente par sa lutte et ses aspirations ont été le plus souvent méprisés et les plus présumés. »

Mais ce peuple n'abandonne pas la lutte. Un puissant mouvement de l'opinion publique mondiale peut encore résister les mains massacrées. Le gouvernement français se souviendra-t-il, au-delà des simples déclarations d'intentions, des promesses qu'il a faites ? Fera-t-il l'effort massif de soutien sanitaire en vivres, en médicaments, en personnel, que la situation exige et que le droit commande ? Une conclusion s'impose. Puisque ce qui devrait être un devoir d'Etat n'est pas rempli,

ou si peu, jusqu'ici, c'est l'initiative individuelle ou collective des citoyens qui doit le prendre en charge.

« Que des milliers, des dizaines de milliers de voix s'élèvent pour exiger la sortie du peuple palestinien, que la solidarité matérielle afflue, que soient envoyés des médicaments, matériels sanitaires, expédiés en masse au Liban. Que les chirurgiens, les réanimateurs, les médecins, les infirmières de France se sentent concernés. Les besoins sont immenses. Manifester sa sympathie ne suffit pas ; le peuple palestinien attend notre soutien sanitaire sur place. Que les personnes qui acceptent sans remords de ne rien faire alors qu'il en est encore temps. »

* 24, rue de la Réunion, 75020 Paris. C.O.P. 34221-83.

● ERRATUM. — Dans l'article de notre correspondant en Egypte paru dans le Monde du 31 août, c'est par erreur qu'étaient mentionnées « les protestations de l'ambassade de Senegal au Caire » à propos de l'arrestation du consul à Yémen du Sud. C'est évidemment de l'ambassade d'Aden qu'il s'agissait.

Ouvert en AOUT tous les jours
LES ETABLISSEMENTS
MAURICE
26, rue St-Jacques PARIS (19^e)
CHAMPAGNES ET WHISKIES EN GROS
Livraisons immédiates A DOMICILE
SUIVRE TELEPHONIQUE
202-20-21

VOYAGE CULTUREL LA PERSE BIBLIQUE
du 27 sept. au 12 octobre 1976
avec le R.-P. DALMAIS
Professeur à l'Institut Catholique de Paris.
Renseignements et inscriptions :
les grands itinéraires de l'île et Terre Sainte
2, av. de l'Opéra, 75001 PARIS
Tél. 212-66 21-66

MÉDECINE
PRÉPARATION A L'ENTRÉE EN P.C.E.M.
DU 6 SEPT. AU 1^{er} OCT.
80 heures = 1.600 F
SOS-MATH SUP'ex
Cours d'enseignement supérieur privé
326-93-54 ou 326-30-75

L'EGYPTE MILLÉNAIRE
avec croisière sur le Nil
du 17 nov. au 4 décembre 1976
et
du 1^{er} déc. au 18 déc. 1976
VOYAGES CULTURELS
accompagnés de PARIS à PARIS
par des Conférenciers diplômés de l'Ecole du Louvre
Renseignements et inscriptions :
PEUPLES ET CIVILISATIONS
3, av. de l'Opéra, 75001 PARIS
Tél. 260-21-66 - L'île d'Etat 309 A

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.

501

LA LIBYE SEPT ANS APRÈS

Les déclarations du colonel Kadhafi

(Suite de la première page.)

— Ne prenez-vous pas au sérieux l'accord tripartite conclu à la mi-juillet entre l'Égypte, le Soudan et l'Arabie Saoudite ?
— Non, absolument pas. Cet accord, nous le savons, est dirigé contre la Libye, mais ses auteurs ne sont pas en mesure de nous nuire. L'accord n'est pour eux qu'une sorte de fuite en avant.
— N'êtes-vous pas non plus inquiet des activités du commandant Omar El Meheichi (1) au Liban ?
— C'est un personnage méprisable, détesté par tous les Libyens. Son rôle se limite à diffuser de vulgaires propos, mes de propagande à la radio du Liban, analogues aux annonces publicitaires représentant une marque de savon ou de parfum. Meheichi n'est qu'un agent au service d'une puissance étrangère.
— La puissance à laquelle vous faites allusion — l'Égypte — n'a-t-elle pas été l'ennemi de la Libye pendant sept ans ?
— C'est des Égyptiens, assassinés par leur gouvernement, qui ont recouru à la violence, parfois aveugle, mais nous ne sommes pas responsables de la violence. Nous déplorons, par exemple, les victimes de la bombe qui a explosé récemment dans un train à Alexandrie. Cette violence est dans la tradition égyptienne ; elle avait cours avant la révolution nassérienne de 1952. Le président Sadate est bien placé pour le savoir puisqu'il se livra à l'époque à des assassinats politiques.
— D'autre part, Le Caire vous tient pour responsable de nombreux détournements d'avions...
— Aucune preuve n'a jamais été fournie à l'appui des accusations insensées dont nous sommes l'objet. La bande à Carlos, qui a monté l'attaque de Vienne contre les ministres de l'OPEP — attentat que Le Caire nous attribue ! — a-t-elle un membre de notre délégalation ?
— Cependant, il a été rapporté à plusieurs reprises que Carlos a bénéficié par la suite de votre hospitalité. On l'aurait même vu à...
— C'est faux ! Carlos n'a jamais posé les pieds en Libye ! Il aurait été arrêté et jugé pour avoir tué l'un des nôtres à Vienne...

« Nous condamnons sans appel le terrorisme »

— Quelle est exactement votre attitude à l'égard du terrorisme ? Quels sont les critères qui vous permettent de distinguer le terrorisme de la lutte armée des mouvements de libération que vous soutenez ?
— Le terrorisme est tout acte dirigé contre des civils innocents, étrangers à la cause que l'on prétend défendre. Nous condamnons sans appel cette forme de violence, quelles que soient les motivations et les justifications de ses auteurs. En revanche, nous soutenons les Palestiniens qui luttent selon les mêmes méthodes que l'ennemi israélien utilise contre eux.
— S'il fallait s'en tenir à vos définitions, le détournement d'un avion israélien ayant à bord des citoyens israéliens ne serait pas un acte terroriste, mais une forme de lutte légitime...
— Après un moment de réflexion, le colonel Kadhafi répond : « Il s'agit d'un cas qui ne saurait être l'illustration des Palestiniens car, pour ma part, je ne suis pas sûr de leur légitimité. Le combat sur le sol palestinien est le plus rentable. »

— Monsieur le président, trois pays — l'Égypte, la Tunisie et le Soudan — vous ont

accusé d'entraîner dans des camps situés en Libye des centaines de leurs citoyens afin de les utiliser, par la suite, pour fomenter des mouvements séditionnels.

— Ces accusations sont absurdes. Où sont ces camps ? Nous sommes disposés à démontrer notre bonne foi en accueillant des commissions d'enquête composées de citoyens de pays concernés ou désignés par des pays neutres. Croyez-moi, les opposants comme ceux qui ont tenté de renverser le régime du général Némery au Soudan — n'ont pas besoin de la Libye pour entraîner au maintien d'armes.

— N'avez-vous pas soutenu le leader de l'insurrection soudanaise, M. Sadek El Mahdi ?
— Nullement. M. Mahdi, qui entretient les meilleurs rapports avec l'Arabie Saoudite, a reçu d'importantes quantités d'armes de ce pays.

— Mais l'Arabie Saoudite est l'alliée du régime soudanais...
— Le colonel Kadhafi éclate de rire et répond : « Ce n'est pas contradictoire. Les dirigeants soudanais soutiennent le général Némery tout en préparant sa succession. »

— Regrettes-vous d'avoir aidé le général Némery, en juillet 1971, à reprendre le pouvoir que lui avait ravi une junte progressiste ?
— Non, mais je suis, depuis, dévoré par le remords de lui avoir livré — dans un état d'enthousiasme irréfléchi — deux leaders de la conjuration que nous avions appréhendés après avoir contraint leur avion à atterrir en Libye. Némery s'est excusé aussitôt, malgré mes appels à la clémence. Nos rapports n'ont cessé, depuis, de se dégrader...

La Syrie s'enlise dans le marécage libanais

— Monsieur le président, votre attitude dans la crise libanaise paraît paradoxale. D'une part, vous soutenez, par tous les moyens, le camp palestino-progressiste et, d'autre part, vous entretenez de bons rapports avec la Syrie, tout en assumant un rôle de médiation. Comment pouvez-vous être juge et partie dans le conflit ?

— Nos objectifs et ceux qu'affiche la Syrie sont identiques : nous cherchons, eux et nous, à empêcher la partition du Liban et l'internationalisation de la crise. Nous estimons, cependant, que nos alliés syriens ont adopté la mauvaise méthode en envoyant leur armée se battre contre les Palestiniens et les progressistes libanais. Nous ne cessons de lui conseiller, avec insistance, de retirer son armée, de cesser de soutenir le conflit et de négocier avec nous. Ces derniers seraient alors en mesure d'élaborer un règlement selon la formule traditionnelle qui leur est propre : « Si nous ne pouvons pas vaincre, nous nous retirons. »

— Les Palestino-progressistes jugent le comportement de Damas autrement que vous. Ils sont persuadés que le président Assad cherche à les vaincre afin d'étendre l'hégémonie de la Syrie avant de conclure avec Israël une paix conforme aux vœux de Washington. Qu'en pensez-vous ?
— Soudain soudain, le colonel Kadhafi répond après réflexion : « Tel n'est pas notre avis, mais rien n'est exclu dans le monde arabe. En tout cas, à quel servirait-il de dénoncer la politique de Damas ? Nous voulons être utiles, obtenir l'écoulement de l'armée syrienne, sauver le camp palestino-progressiste, favoriser un compromis sous l'égide du président élu, M. Elias Sarkis. Nous n'avons donc d'autre choix que de poursuivre nos efforts de médiation. »

Propos recueillis par ERIC ROULEAU.

Le plus fort revenu par habitant de toute l'Afrique

Négligée par les hommes d'affaires occidentaux, oubliée dans les statistiques économiques internationales, la Libye, avec ses 2 millions d'habitants, paraissait vouée, il y a quelques années encore, au sous-développement. Aujourd'hui, le pays

a le plus fort revenu par habitant de toute l'Afrique : 3 500 dollars en 1975 (dernière statistique connue). Le double vraisemblablement aujourd'hui après la hausse des prix du pétrole. En 1974, elle a importé pour 2,7

Plus que l'Égypte et ses 40 millions d'habitants. Les projets grandioses de construction de complexes industriels se multiplient. Le béton se répand dans Tripoli et les villes de la côte.

Émergent du désert. Sur la côte, dans les régions de Tripoli et de Benghazi, il est prévu l'implantation de vingt mille fermes. Second axe de développement : l'industrie (3,4 milliards de dollars prévus dans le plan). Depuis plusieurs années, la Libye a dans ses cartons des projets de complexes sidérurgiques. Les réserves de minerais de fer du pays sont considérables : 5 % des ressources mondiales estimées. Disposant également de gaz

naturel, la Libye souhaite donc se doter d'une sidérurgie, qui utiliserait le système de la réduction directe.

Une usine devrait être installée à Misrata, à 150 kilomètres à l'est de Tripoli. Sa capacité initiale serait de 600 000 tonnes/an et pourrait être portée à 5 millions en 1988. L'investissement total est évalué à 1 milliard de dollars. L'équipement électrique figure au second rang des priorités industrielles. Il est notam-

PLAN QUINQUENNAL 1976-1980 (en millions de dinars libyens)

	Dépenses totales	Dépenses 1976
Agriculture et réforme agraire.....	445,296	111,086
Développement agricole intégré.....	781,380	165,840
Alimentation et richesses maritimes.....	41,351	8,836
Industrie et ressources minières.....	1 039,153	145,195
Exploitation du pétrole et du gaz.....	648,156	19,800
Électricité.....	543,645	116,583
Éducation.....	470,430	111,990
Information et culture.....	91,340	21,800
Maintenance.....	41,729	7,341
Santé.....	171,405	35,330
Affaires sociales et sécurité sociale.....	43,157	9,527
Logement.....	794,236	150,000
Services de sécurité.....	35,000	10,000
Municipalités.....	532,650	106,850
Transport et communications.....	632,134	87,535
Transport maritime.....	373,500	70,850
Planification et recherche scientifique.....	36,745	7,645
Commerce.....	32,700	6,200
Réserves.....	325,330	22,512
Total.....	7 170,000	1 285,000

1 dinar libyen = 3,40 dollars.

Les clients privilégiés de la Libye ont été de tout temps l'Italie et la Grande-Bretagne. La première continue d'assurer 25 % des importations libyennes. La seconde a vu son rôle diminuer au fil des ans et elle ne représente plus aujourd'hui que 4,8 %. Cet effacement britannique s'est fait au profit de l'Allemagne fédérale, qui est actuellement le second fournisseur de la Libye (11,5 % des importations). Quant à la France, elle a fait une percée importante.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.
(Lire la suite page 7.)

La « troisième théorie » et la révolution culturelle

Le colonel Mouammar Kadhafi, né en 1942 sous une tente bédouine de la Grande-Syrie, a été fasciné par l'exemple du colonel Nasser qu'il a longtemps admiré pendant ses études à l'académie militaire et les quatre années où il a fondé avec d'autres officiers le « commandement du Conseil de la révolution » qui a renversé sans coup férir la monarchie saoudite le 1^{er} septembre 1969.

Il convient de garder présent à l'esprit que ce jeune homme austère et ombrageux avait quatorze ans lors de la nationalisation du canal de Suez et l'opération militaire tripartite subséquente, dix-huit ans au moment de l'éclosion de l'union égypto-syrienne et vingt et un ans à la promulgation de la charte nationale égyptienne. Le colonel Kadhafi et ses compagnons d'armes ont vu pendant huit ans un culte exclusif au président égyptien : les grandes options idéologiques choisies entre 1961 et 1969 sont directement issues des réflexions du colonel Nasser à la même époque et, peu après le changement de régime à Tripoli ce dernier avait présenté dans le colonel Kadhafi son successeur politique dans le monde arabe. Déjà atteint par la maladie qui devait l'emporter (28 septembre 1970), le colonel Nasser déclarait en public à Benghazi en juin 1970 : « Je vais mourir demain... je sens que la nation arabe se reconstruit en vous tous et je vous dis aujourd'hui : mon frère Mouammar Kadhafi est le dépositaire du nationalisme arabe, de la révolution arabe, de l'unité arabe. Chers frères, qu'Allah veille sur vous pour la prospérité du monde arabe. » Après le coup d'État, les jeunes officiers ont révélé que le Coran avait été leur lecture favorite, qu'ils avaient en fait leur idéal politique et ses objectifs.

« Un socialisme islamique »

Kadhafi lui-même, en avril 1976, prononce un discours à Misrata où il définit ainsi sa tâche principale : « Créer un socialisme islamique, émanation d'une nation musulmane basée sur les préceptes du Coran, lott du capitalisme exploitateur et du communisme totalitaire. » Les officiers conjurés se rallient au Coran le pacte secret qui devait les amener au pouvoir : sa lecture conforte leur maturation idéologique et étaye leur aversion pour le marxisme. C'est pourquoi le C.C.R. prit dès le début ses distances à l'égard de toutes les tendances du parti Baas, considéré par eux comme d'essence laïque et dans la mouvance du mouvement marxiste-léniniste mondial.

Il est donc intéressant de relever l'étonnant parallélisme qui existe entre le prosélytisme islamique de la révolution nassérienne et le militantisme mystique du colonel Kadhafi. Ce dernier, trois mois après sa prise du pouvoir, convoqua à Tripoli la « première conférence missionnaire islamique » et, dans son allocution inaugurale du 12 décembre 1970, déclarait notamment : « L'islam est une vocation universelle, il est la source de tout progrès et de toute science, il est plus progressiste que toutes les idéologies révolutionnaires ; il a défini les normes d'une société conçue au service de l'individu et de la communauté ; il a découvert avant tous les autres les principes du

droit de l'homme et du travailleur, la suppression des classes, etc. »

Partant ainsi des principes du Coran, la révolution libyenne estime que l'islamisme pousse inéluctablement l'humanité à se transformer en communauté socialiste. En effet, le dogme musulman vise à la fois l'égalité entre les hommes et l'égalité des chances. Ainsi le socialisme suit un axe rigoureusement parallèle à celui de l'islam. Il serait l'instrument temporel du croyant, l'expression politique de l'enseignement divin, le seul moyen d'aboutir à l'unité arabe et de précipiter la disparition de l'impérialisme, des monopoles et du sionisme qui cherchent tous à détruire l'Oumma (la communauté des croyants une et indivisible).

Les grandes idées relevées au hasard des déclarations du colonel Kadhafi attestent l'emprunt constant fait aux doctrines officielles égyptiennes de 1962 à 1965. En définitive, la formulation de la « troisième théorie » et de la révolution culturelle est l'aboutissement d'une évolution idéologique constatée en Égypte et d'un nouvel état de choses politique en Libye même.

En 1962, pour reprendre en main le pouvoir après la sécession syrienne, le président Nasser, s'ap-

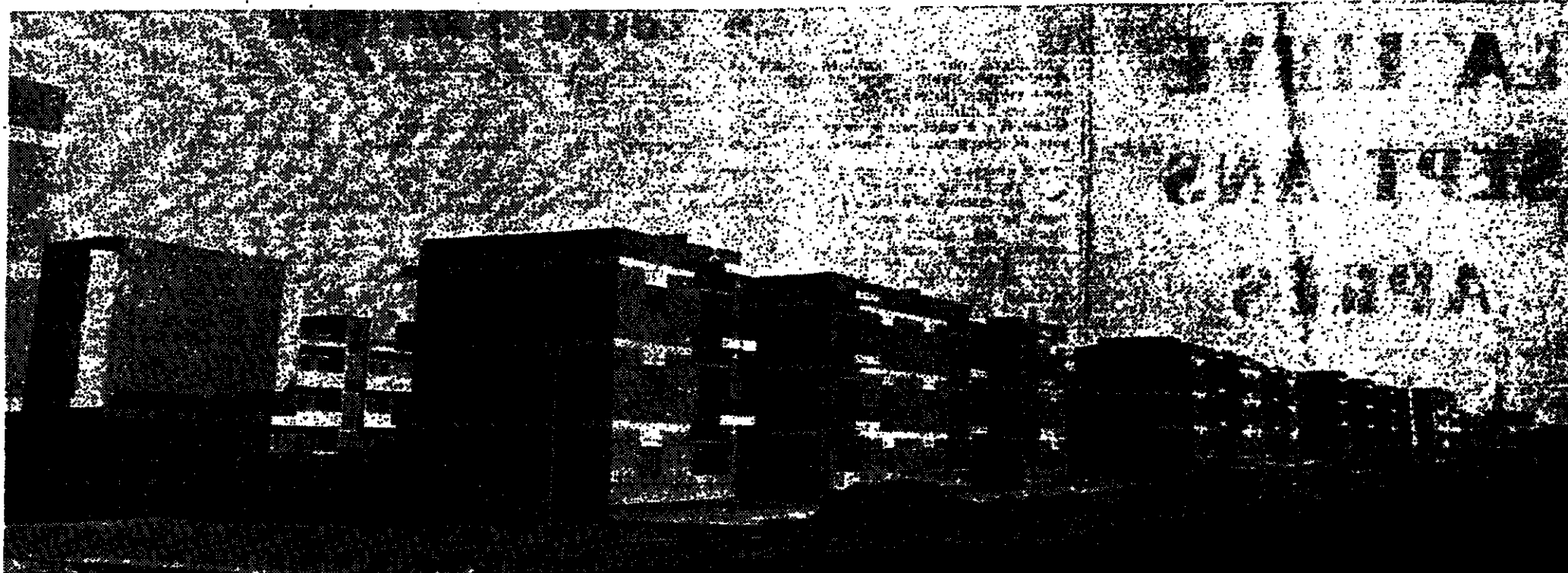
puant sur la gauche de M. Ali Sabry, promulguait la charte égyptienne, écartant l'exemple d'habiles dosages idéologiques qui n'ont pour effet que de diviser l'équipe nassérienne en fractions de gauche et de droite. Simultanément, le Baas mettait en place les structures de l'Union socialiste arabe, organisation de masse à l'intérieur de laquelle devait se « dissoudre les antagonismes de classe ». Rapidement, son caractère hybride éclata aux yeux, la pesanteur bureaucratique fit le reste, obligeant le président et ses fidèles (tous officiers de carrière) à gouverner l'Égypte d'« en haut ». Il est intéressant de constater que le colonel Kadhafi a créé, le 11 juin 1971, une Union socialiste arabe de Libye, directement calquée sur son modèle égyptien, malgré un bilan aussi décevant.

Il s'agit de faire simultanément échouer « aux éléments gauchistes manipules de l'étranger et à la droite conservatrice, séquelle de la réaction ». L'Union seule évite les dangers de la pluralité des partis et concrétise l'alliance des forces laborieuses de la nation. Les conditions d'admission dans l'U.S.A.L. sont très réglementées, pour éviter l'infiltration de groupes opportunistes.

NOËL JEANDET.
(Lire la suite page 7.)



(PUBLICITÉ)



L'EFFORT DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS POPULAIRES EN REPUBLIQUE ARABE LIBYENNE

problème de logement en Libye avec toutes ses conséquences négatives sur les plans social et sanitaire. L'établissement a, depuis sa création, avancé d'un pas ferme et rapide sur la voie de l'exécution de sa tâche et de l'abolition des bidonvilles, des taudis et des campements mobiles.

Le plan d'action de l'établissement

Dès sa création, l'établissement s'est chargé de la réalisation du projet de « logements d'urgence » qu'il a commencé en 1970 et terminé à la fin de 1973. Les unités d'habitation ainsi réalisées comptaient 828 unités, dont le coût global se chiffrait à 2.214.000 dinars. De surcroît, l'établissement a achevé la construction de la plus grande partie du projet de « logements moyens », avec la réalisation de 4.779 unités d'habitation qui a coûté 35 millions de dinars. Il y a, ensuite, le projet de « logement public », considéré comme étant le plus important projet de logement dans le pays, aussi bien du point de vue du nombre des unités réalisées que de celui des investissements engagés. Les unités de ce projet se répartissent dans la plupart des villes et villages de la Libye et représentent, jusqu'à maintenant, 49.408 unités coûtant 441 millions de dinars. Le projet a été mis en chantier au milieu de 1971.

Trente-quatre mille cent cinquante trois unités ont déjà été livrées à l'établissement, qui les a distribuées aux citoyens dans les différentes localités du pays.

L'E.P.H. contribue également à la révolution industrielle, pétrolière et agricole en fournissant aux travailleurs de ces secteurs des conditions de logement adéquates. A ce titre, l'établissement a conclu des accords pour la construction d'unités d'habitation à Jazour, Ghourbane, Az-Zaoulyeh, Misrata, Zleiten et Derna pour les travailleurs du secteur industriel. Le projet représente 1.008 unités de logement pour un coût global de 14.027.792 dinars. De même, il a contracté la construction d'autres projets à Al-Barika, Al-Harcheh, Az-Zaoulyeh pour les travailleurs du secteur pétrolier. Il s'agit là de 926 unités coûtant 8 millions 300 000 dinars.

L'établissement assure aussi la construction de plusieurs cités d'habitation liées aux grands projets agricoles du pays tels que le projet de « la colline verte », ceux de « Ouadi Tiam », « Ouadi Zamzam », Taouergha, Al-Jefra, Ouadi Jaraf. Ces projets couvrent 2.227 unités d'habitation coûtant 22 millions 960 178 dinars. Dans le secteur de l'électricité, il est question de construire 108 unités pour un coût global de 603 000 dinars.

Le projet de logement industriel

Le plan de l'E.P.H. comporte la création de deux usines de logements préfabriqués produisant chacune trois mille unités d'habitation à Tripoli et à Benghazi. L'usine de Benghazi a déjà commencé la production des unités d'habitation planifiées pour cette ville. Le coût global de cette usine avec les trois mille unités d'habitation prévues et l'infrastructure nécessaire a atteint 37 millions de dinars libyens. L'usine de Tripoli, quant à elle, est également entrée en production. Son coût global avec les trois

mille unités prévues et l'infrastructure est de l'ordre de 43 millions de dinars.

Le projet de logement de Sabha

Notre glorieuse révolution s'est assigné pour tâche d'assurer à chaque citoyen un logement décent et confortable, qu'il s'agisse des citadins, des campagnards ou des habitants du désert. Dans ce but, l'E.P.H. assume la réalisation de certains projets visant à répartir équitablement entre les différentes régions de la République les fruits de l'essor économique général. Ainsi, plus de cent cinquante projets de logement sont actuellement en cours d'exécution à travers les différentes régions du pays. La révolution n'a pas oublié les zones périphériques et lointaines que l'ancien régime avait pour règle de négliger. L'E.P.H. est en train d'y réaliser huit mille huit cent vingt-six unités d'habitation dont le coût s'élève à 115 millions de dinars libyens.

Les villes et villages intégrés

L'E.P.H. n'a jamais perdu de vue le problème résultant de la pression démographique accrue sur les grands centres urbains. C'est pourquoi il a pris la charge de créer des agglomérations urbaines intégrées afin de limiter cette inflation démographique des grandes villes et d'en absorber une partie. Ainsi, une grande agglomération intégrée comportant trois mille cent quatre-vingt unités d'habitation est en train d'être édifiée à Jazour, de même qu'une autre de mille deux cent quatre-vingt unités à Tajoura. Toutes les conditions d'une vie moderne et confortable, seront réunies dans ces agglomérations : crèches pour enfants, écoles de tous niveaux, commissariats de police, centres sanitaires et commerciaux, maisons de culture populaire, jardins publics et mosquées.

Les activités de l'E.P.H. se sont diversifiées pour couvrir de multiples domaines de l'habitation nationale, afin de mieux servir l'économie du pays. Il participe, par exemple, à plusieurs projets d'investissement immobilier où il intervient soit en tant qu'entrepreneur travaillant pour son propre compte, soit en tant que maître d'œuvre pour le compte d'autrui, comme ce fut le cas avec l'Etablissement de la Sécurité sociale ou la Banque industrielle et immobilière.

Notre établissement a signé, également, et dès sa création, un contrat pour la construction de quarante-neuf écoles dans les différentes régions du pays, dans le but de contribuer à réaliser un grand objectif de la révolution libyenne : créer un citoyen instruit et cultivé. Ces écoles regroupent neuf cent quarante-deux classes et coûtent 9 669 170 dinars libyens.

Cet exposé sommaire des activités de l'E.P.H. montre le rôle capital qu'il entend jouer, et joue déjà effectivement, dans la réalisation des objectifs du plan de développement dans le domaine du logement. Les unités d'habitation qui ont fait l'objet de contrats avec notre établissement se chiffrent à près de soixante-quinze mille, d'un coût global de 756 millions de dinars libyens.

Ces chiffres donneront, nous l'espérons, une idée claire de l'importance des réalisations de la glorieuse révolution du 1^{er} septembre.

La République arabe libyenne assiste à une révolution généralisée dans le domaine de l'urbanisme. « Un logement décent et adéquat pour chaque citoyen », voilà le mot d'ordre de l'Etablissement public de l'habitat (E.P.H.).

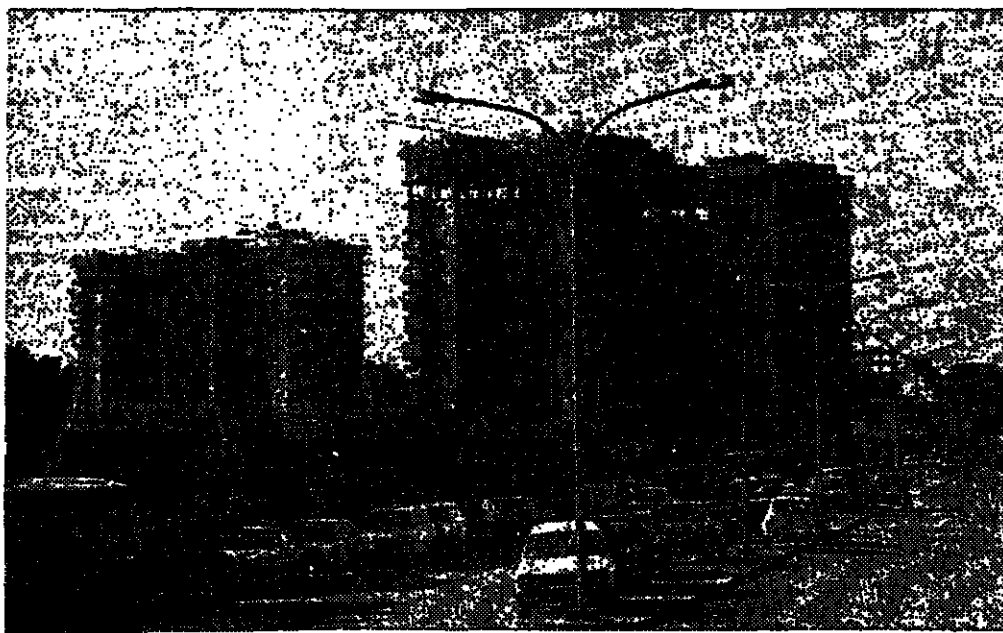
La glorieuse révolution du 1^{er} septembre s'est engagée sur la voie menant à la solution du grave problème de l'habitat qui engendrait le sous-développement social et sanitaire.

Avant la révolution du 1^{er} septembre, le problème de l'habitat était l'un des aspects marquants les plus négatifs de l'ancien régime. Il était un élément déterminant dans la baisse constatée des niveaux sanitaire, culturel et social, et ce du fait des mauvaises conditions de vie et de logement des citoyens.

Avec le déclenchement de la glorieuse révolution du 1^{er} septembre, dont le but était justement d'éliminer le sous-développement social et sanitaire des citoyens pour leur assurer un niveau de vie digne et prospère, il a été décidé de brûler les taudis et de les remplacer par des maisons confortables pour chaque citoyen.

L'Etablissement public de l'habitat

Afin de réaliser l'objectif de la révolution en matière de logement social, la loi 151 de l'année 1970 a été décrétée stipulant la création de l'Etablissement public de l'habitat, qui a pour tâche de déployer toute son énergie pour résoudre le



150

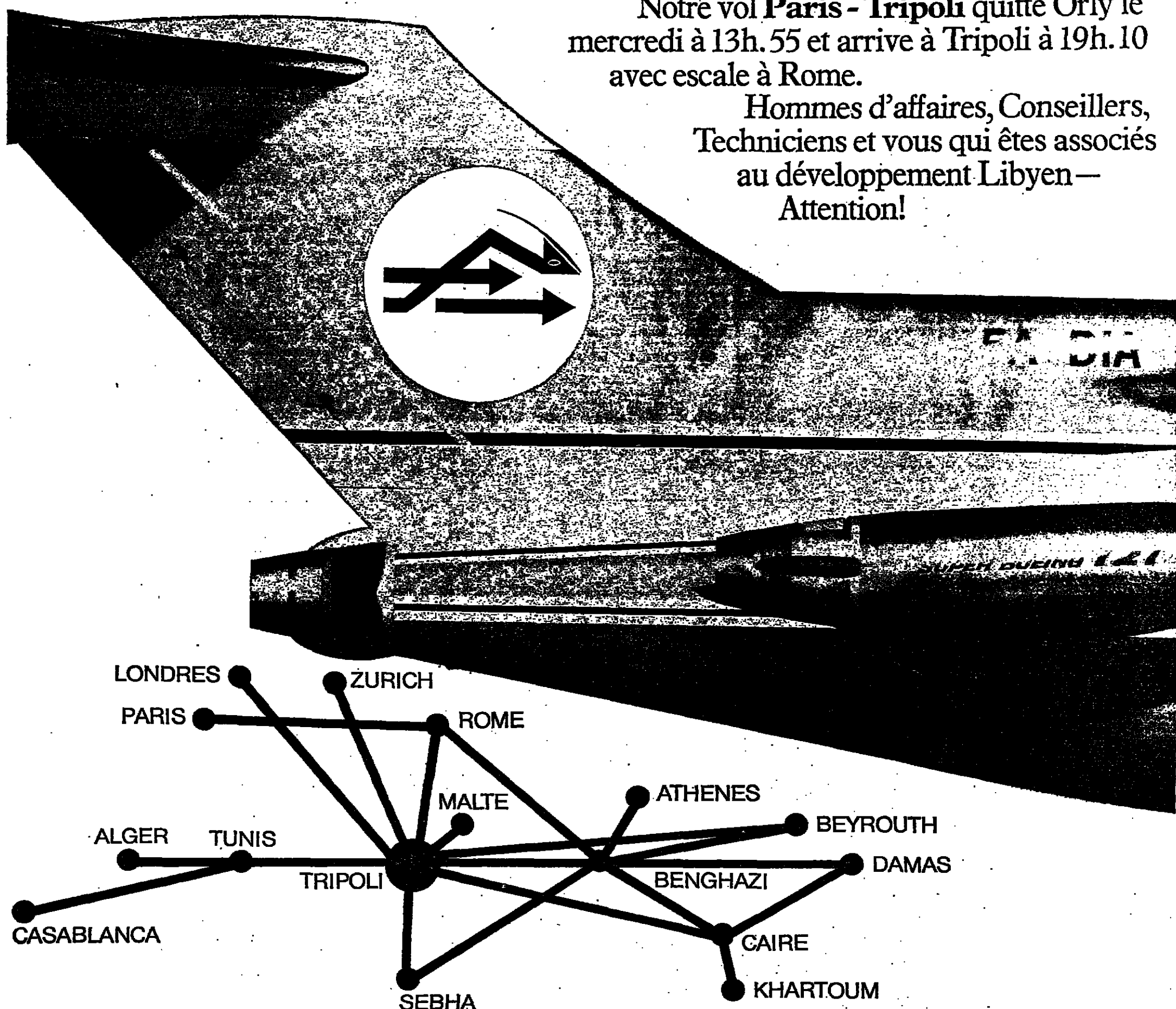
Nous sommes en plein essor

En juin, nous avons augmenté le nombre de vols et étendu le réseau de la Libyan Arab Airlines.

Nos SUPER BOEING 727 décollent de **Zürich** les lundis et mercredis et de **Londres** les vendredis, samedis, lundis et mercredis.

Notre vol **Paris - Tripoli** quitte Orly le mercredi à 13h.55 et arrive à Tripoli à 19h.10 avec escale à Rome.

Hommes d'affaires, Conseillers, Techniciens et vous qui êtes associés au développement Libyen —
Attention!



Voici notre réseau international. Parmi les innovations signalons les vols plus fréquents en provenance d'Athènes ainsi qu'un nombre accru de vols sur le territoire libyen proprement dit.

On trouvera à Tripoli des correspondances vers d'autres destinations d'Afrique et du Moyen-Orient.

انخطوط اجوية العربية الليبية
LIBYAN ARAB AIRLINES

مكتبة الدليل

Les nœuds gordiens

Enfin, il a précisé que l'impôt exceptionnel sur les revenus déduit par le gouvernement afin de financer l'aide aux agriculteurs plait » à la F.N.S.E.A. « C'est une opération vertueuse, un test qui montre que les Français ne sont pas prêts à prendre en compte les difficultés économiques du pays », a-t-il ajouté.

Enfin, il a précisé que l'impôt exceptionnel sur les revenus déduit par le gouvernement afin de financer l'aide aux agriculteurs plait » à la F.N.S.E.A. « C'est une opération vertueuse, un test qui montre que les Français ne sont pas prêts à prendre en compte les difficultés économiques du pays », a-t-il ajouté.

Le Monde

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

L'orientation autoritaire de la recherche est la conséquence du manque de crédits

L'appel en faveur de la recherche scientifique, signé initialement par cent soixante scientifiques de haut rang (« Le Monde » du 15 juillet), continue de circuler dans les laboratoires. De nouvelles personnalités ont décidé d'y adhérer. Deux cent quarante-trois responsables scientifiques, dont dix membres de l'Institut, treize professeurs au Collège de France, vingt-huit présidents de commissions

UE penser d'un pays qui, parce qu'il aurait senti son économie s'emballer, aurait pris, dès la fin des années 60, les mesures qui n'ont été décidées ailleurs que cinq ans plus tard : restriction monétaire, crédit limité, etc. ? A-t-il été plus clairvoyant que les autres, ou au contraire, malgré sa perspicacité, a-t-il eu tort ?

La réponse est sans équivoque : il s'est trompé. Après s'être placé volontairement en crise économique, après en avoir tiré les bienfaits possibles, ce pays a besoin d'un retour à une croissance rapide. Mais ses efforts sont vains, car le contexte international le lui interdit.

Heureusement, aucune nation n'a suivi cette politique. Mais une activité nationale l'a subie : la recherche. Sa situation est donc en conséquence plus dramatique que celle des autres secteurs.

Sous l'impulsion du général de Gaulle, qui en attendait peut-être trop, la recherche scientifique française s'est développée rapidement pendant les années 60. C'est notamment à cette époque que sont lancés les grands programmes nucléaires, spatiaux et informatiques. En 1967-1968, les responsables gouvernementaux prennent conscience de l'emballement de la recherche. Ils estiment qu'il faut désormais surveiller son financement. Depuis, les budgets sont médiocres, sinon mauvais. Le pourcentage de l'activité nationale consacrée à la recherche, qui ne cessait pas de croître, se met sérieusement à baisser. Après dix années de vaches maigres, la recherche française aurait besoin pour subsister d'un fort taux de croissance. Il lui est interdit par la crise économique.

La rareté des crédits a provoqué la remise en ordre des instances de direction de la recherche, et surtout celle de leur mode d'action. Jusqu'en 1968, il s'agissait surtout de juger de la qualité des projets et de financer tous ceux qui étaient sérieux. La limitation de crédits a conduit à une tout autre politique.

La plupart des scientifiques suivant spontanément une carrière linéaire à la fin de leurs études, ils entreprennent des travaux sur un sujet qu'ils continuent toute leur vie d'approfondir. Cesser l'emballement, comme l'imposent les restrictions budgétaires, c'était figer la recherche française dans l'état où elle était arrivée à la fin des années 60.

Le mythe de la mobilité

Les responsables de la recherche insistent dans un premier temps sur la mobilité. Ils croient qu'un pourcentage important de chercheurs voudraient bien changer d'activité — ce qui devait permettre d'engager des jeunes pour traiter des sujets nouveaux. Cet espoir ne fut jamais déçu : le nombre de places délaissées a toujours été insuffisant. La solution qui consistait à engager les nouveaux chercheurs sur contrat — ce qui permettait, en principe, de les licencier facilement, donc d'engager à leur place d'autres chercheurs plus jeunes après quelques années — fit long feu. L'opposition fut telle que les licenciements autoritaires n'eurent généralement pas lieu. Aussi le gouvernement a-t-il fini par accepter l'intégration des contractuels dans les cadres normaux.

Le renouvellement des sujets par renouvellement des hommes s'étant révélé impossible, le gouvernement a essayé une autre solution : orienter les chercheurs existants vers de nouveaux sujets d'étude plus modernes. Les méthodes autoritaires étant peu praticables, l'action s'est faite indirectement par le biais des crédits. N'auraient-ils pas été les chercheurs qui voudraient se consacrer à des sujets nouveaux déterminés par l'administration. Pour éviter une réaction brutale à cette politique, contraire à l'esprit d'indépendance des chercheurs, les responsables développèrent les contrats incitatifs (1) : des crédits supplémentaires n'étaient accordés à un laboratoire qu'à condition qu'il consacrerait une partie de son effort à une recherche choisie par l'administration. Avec relativement peu d'argent, l'activité d'un laboratoire se trouvait ainsi modifiée dans

du C.N.R.S., dix-huit présidents d'université, l'ont signé aujourd'hui. Cette pétition dénonce deux maux : la quantité insuffisante des crédits et la part excessive prise par les procédures d'orientation de la recherche. Ces deux points sont « a priori » indépendants. En fait, une analyse historique du développement scientifique en France durant les dix dernières années montre que l'un est la conséquence de l'autre.

Le sens souhaité. D'autre part, les grands programmes comme l'espace et l'atome ont été réorientés directement : le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) s'occupe de plus en plus d'activités industrielles et de production. Le programme spatial se concentre sur la fabrication de lanceurs. Et le plan-calcule a mis à la disposition de l'industrie des sommes de plus en plus considérables.

Rien ne mesure mieux l'influence des procédures d'incitation que l'évolution des crédits qui lui ont été consacrés. Les crédits incitatifs sont passés entre 1971 et 1976 de 320,57 millions de francs à 822,74 millions de francs. Leur part dans le budget de la recherche (en pourcentage du total des dépenses hors personnel) est passée de 9,9 % en 1971 à 16,7 % en 1976 (2). Si l'on exclut de ces crédits incitatifs ceux qui vont principalement à l'industrie, la croissance est encore plus forte. Les crédits qui y sont consacrés passent de 161,37 millions de francs en 1971 à 540 millions de francs en 1976.

Les contraintes qui en résultent sur la communauté scientifique sont très sérieusement ressenties. Elles s'ajoutent à l'insuffisance globale des crédits pour susciter un mécontentement qui se manifeste de plus en plus ouvertement. Le processus est, en effet, arrivé au point de rupture. Les choix de recherches sont le plus souvent déterminés administrativement. Aussi les idées spontanées venant de la base et qui sont essentielles n'aboutissent-elles plus ou sont-elles réalisées avec un tel retard qu'elles perdent une partie de leur intérêt. En outre, le pourcentage des crédits incitatifs est devenu tel qu'il ne soit plus incitatif. Ces crédits continuent de financer des activités lancées il y a quelques années et qui ne sont donc plus nouvelles. La machine scientifique que l'on a réussi à maintenir en mouvement par des expédients risque de gripper et de s'arrêter.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

EN TOUTE LOGIQUE

Éviter le train

PROBLEME N° 74

Un homme marche sur un pont de chemin de fer à une vitesse v . Il en parcourt les deux tiers, jusqu'à ce qu'il vole un train arrivant vers lui à 45 km à l'heure. Dans ces conditions, l'homme peut s'échapper de justesse en courant à une même vitesse uniforme, aussi bien vers l'une ou l'autre extrémité du pont.

Sauf, sans doute, si l'homme n'est équilibré, déterminant la vitesse de l'homme ?

(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)

SOLUTION

DU PROBLEME N° 73

L'œil du logicien est irrité par un cil qui est arraché chaque fois qu'il y a une irritation. Connaissant les jours où a lieu l'irritation, en trouver la raison.

Au lieu de considérer les intervalles entre les irritations, étudions les absences depuis la première observation. On obtient : 2, 4, 9, 12, 15, 20, 23, 28, 30, 32, 37, 39.

S'il n'y avait qu'un cil, se contentant normalement, en poussant régulièrement, cette suite serait arithmétique. Comme elle ne l'est pas, le phénomène doit être plus complexe. N'y a-t-il pas plusieurs cils de fréquences différentes ?

On observe une suite arithmétique d'origine zéro : 0, 13, 26, 39. Le cil arraché au départ pourrait pousser en 13 jours. Les autres observations ne peuvent s'analyser qu'en 2 suites arithmétiques, de raison 7, à partir de 2 et de raison 9 à partir de 4. L'œil est irrité par trois cils croissant en 7, 8 et 13 jours.

PIERRE BERLOQUIN.

BIBLIOGRAPHIE

« LE NOUVEAU DÉFI DES OVNI »

de Jean-Claude Bourret

★ LE NOUVEAU DÉFI DES OVNI, de Jean-Claude Bourret. Editions France-Empire, 385 p., 36 F.

Il faut d'abord dire que ce livre est honnête. Les « coupes volantes » sont traitées avec la sincérité de Jean-Claude Bourret et de ceux qui ont avec lui, contribué à ce livre. Il faut aussi, hélas ! dire que ce livre est creux.

L'adjectif peut sembler paradoxal. Jean-Claude Bourret réunit des « données brutes », témoignages et rapports de gazdarmes concernant des apparitions d'OVNI. Dans une deuxième partie, des scientifiques examinent quelques problèmes que soulèvent ces témoignages.

Tout se joue, en fait, dès la première page. L'auteur écrit que « la preuve de l'existence des OVNI est établie ». Plus tard, il parlera à plusieurs reprises du « phénomène OVNI ».

Mais que faut-il entendre par OVNI. Objet volant non identifié ? Nul ne doute que, en ce sens, les OVNI existent. Les témoignages réunis par l'auteur ne sont pas tous mensongers, et peut-être sont-ils tous sincères.

Il y a donc des objets non identifiés. En quoi cela entraînerait-il qu'ils ne soient pas identifiables, que le mystère ne soit pas simplement dû à l'imperfection des témoignages et à l'insuffisance des informations fournies ? C'est ce que franchit, plus ou moins consciemment, l'auteur : de plus, il admet que cet ensemble dispa-

rate de témoignages imprécis et que rien ne relie les uns aux autres est sous-tendu par un « phénomène OVNI » commun, mais inconnu, et que la science aurait l'urgent devoir d'élucider. L'hypothèse est très forte. Pour prendre une analogie, il y a, bon an, mal an, deux mille homicides en France. La police trouve quatre meurtriers sur cinq. Cela laisse environ quatre cents ANI (assassin non identifié). Personne ne doute pourtant que les ANI ne soient des hommes comme les autres, et nul ne s'est jamais penché sur le « phénomène ANI ».

Faute d'avoir établi ce phénomène OVNI — et l'on voit mal comment une unité pourrait sortir d'un ensemble si vaste soit-il de témoignages — quand ces témoignages portent sur des apparitions différentes et non reliées, une grande partie du livre est sans objet. Il est vrai que l'étude de Claude Poirier, le point fort du livre, et malgré ses insuffisances, les plus intéressantes — essaie de faire apparaître cette unité sous-jacente à partir de comparaisons statistiques. Mais outre qu'elle s'appuie en partie sur ce qu'elle veut montrer, on peut lui faire suffisamment de critiques méthodologiques pour qu'elle n'importe pas la conviction. De même on doute qu'aucun physicien soit convaincu par les raisons que donne Jean-Pierre Petit de l'absence de « bang » créé associé superluminique. La force de Lorenz « musclée » les laissera révoltés. — M. A.

Mille deux cents heures d'ordinateur pour un théorème de mathématiques

QUATRE COULEURS POUR UNE CARTE

Un vieux problème mathématique vient d'être résolu : des chercheurs américains ont démontré que chaque carte peut être coloriée en quatre couleurs de manière à ce que deux couleurs voisines ne soient pas de la même couleur.

L'énoncé précis du théorème est le suivant : une surface étant divisée en plusieurs domaines, comment la colorier de façon que deux domaines qui ont une frontière commune — non réduite à un seul point — soient de couleurs différentes. De combien de couleurs doit-on disposer ? La réponse dépend de la surface. Pour un tore, la surface d'une chambre à air de bicyclette, — il en faut parfois sept. Mais dans le cas du plan ou de la sphère l'expérience montre que quatre couleurs suffisent. Et pourtant, il y a deux siècles que les mathématiciens cherchent vainement à le démontrer. Ils ont seulement pu prouver — et ce n'est pas simple — que cinq couleurs permettent de colorier toutes les cartes géographiques. Pourtant, chaque fois qu'on a voulu colorier une carte, si compliquée soit-elle, on a pu se contenter de quatre couleurs.

Deux mathématiciens américains, Kenneth Appel et Wolfgang Haken, qui travaillent à l'université de l'Illinois, ont finalement résolu cet irritant problème, et montré que le nombre de couleurs n'a jamais besoin d'être supérieur à quatre. Ils ont été puissamment aidés dans leur tâche par un de leurs collègues, John Koch, et par un mathématicien d'un genre particulier, un ordinateur.

Une idée de 1879

Leur méthode n'a rien d'original : proposée en 1879 par A. B. Kempe, elle n'a jamais pu être menée à bien, car elle exige des calculs extrêmement longs : on avait déjà montré que certaines configurations de cartes, dites réductibles, peuvent être coloriées avec quatre couleurs, et qu'il en est de même de toute carte contenant une carte réductible. Pour finir la démonstration, il suffisait de montrer que toute carte contient une carte réductible. C'est là qu'est intervenu l'ordinateur, chargé de dire si la carte qu'on lui présentait était réductible.

Appel, Haken et Koch ont constitué peu à peu une collection toujours plus grande de cartes réductibles. Un jour est venu où ils ont pu choisir dans cette collection un ensemble de mille neuf cent trente-six configurations réductibles et montrer que toute carte contient au moins une de ces configurations. Le théorème était démontré. L'ordinateur avait calculé pendant quelque mille deux cents heures et fait environ dix milliards d'opérations. Il n'est donc pas étonnant que les prédateurs de nos trois mathématiciens n'aient jamais pu, sans ordinateur, obtenir un résultat.

Le théorème des quatre couleurs est donc démontré, à un ordinateur près. Ce qui pose aux mathématiciens un problème déontologique. Dans quelle mesure peut-on admettre ce genre de preuve ? Une démonstration n'est normalement admise par les mathématiciens que lorsqu'elle a été publiée et qu'un nombre suffisant de connaissances l'ont résolue et jugée correcte. Comment contrôler le travail de l'ordinateur ? On peut, certes, étudier le programme qu'il a suivi, mais ce programme n'est qu'un cadre général. À partir duquel l'ordinateur a opéré. Pour vraiment vérifier la démonstration, il faudrait suivre toutes les étapes de son travail, qui a comporté dix milliards d'opérations. C'est humainement infaisable. Seule possibilité qui est actuellement en cours de réalisation : refaire la démonstration, avec un autre ordinateur travaillant suivant un programme différent.

MAURICE ARVONNY.

Libres opinions

Prévoir les éruptions volcaniques et les séismes

par CLAUDE ALLEGRE (*)

Après chaque tremblement de terre meurtrier, les empereurs de Byzance prenaient un édit interdisant les constructions à l'endroit où s'était produit le séisme. Généralement, cet édit avait une durée de vie de sept à dix ans. Les citoyens d'Asie Mineure reconstruisaient alors leurs chères maisons à l'endroit, ce qui permettait au tremblement de terre suivant de mettre à son tableau de chasse plusieurs centaines de victimes. Ce phénomène d'amnésie collective n'est pas propre aux Byzantins. Nous ne faisons guère preuve de plus de sagesse. Qui se souvient encore du tremblement de terre de Mantoue, en 1887, qui fit près de trois cents victimes (alors que la Côte d'Azur n'était encore que peu peuplée), qui se souvenait avant ces derniers jours des trente mille victimes de la montagne Pelée ? Il faut qu'un phénomène soit « brûlant » pour qu'il suscite l'intérêt. Hier, le tremblement de terre d'Italie, aujourd'hui celui des Philippines, ou de Chine, ou l'éruption de la Soufrière. Devant ces fléaux, la science semble aussi inefficace que la médecine devant beaucoup de cancers, et chacun s'interroge, avec en toile de fond sa religion ou sa conviction philosophique : que font les scientifiques, resteront-ils toujours impuissants devant de tels phénomènes, peut-on les prévoir, peut-on les éviter ?

La réponse à ces questions peut être formulée clairement : 1) Il n'existe actuellement aucune méthode scientifique connue capable de prévoir à coup sûr un séisme ou une éruption volcanique. 2) Depuis peu d'années des progrès considérables ont été accomplis et plusieurs prédictions (surtout sismiques) ont connu un succès certain, sauvant quelques milliers de vies humaines. 3) Pour la première fois, les scientifiques ont les moyens d'aborder ces problèmes de prédiction avec une chance raisonnable de succès.

Les tremblements de terre ou les éruptions volcaniques sont des phénomènes naturels complexes dont il est difficile de connaître les mécanismes. Mais est-il nécessaire de comprendre pour prévoir et pour sauver des vies humaines ? Certains des succès de la médecine nous fournissent tous les jours des exemples du contraire. La communauté médicale nombreuse, ayant de nombreux malades, observe, mesure, classe et compile des quantités importantes de faits au milieu desquels apparaissent quelques corrélations qui conduisent à une prédiction ou à la découverte de nouveaux médicaments. L'explication scientifique intime du phénomène vient souvent après. Cette méthode est excellente et a fait ses preuves. Pourquoi ne pas l'appliquer aux séismes et aux volcans et chercher parmi les caractères observés ceux qui peuvent conduire à guider une prédiction ?

Divers scientifiques ont adopté cette voie depuis longtemps. C'est elle qui est choisie par les Chinois dans leurs méthodes de prédiction des tremblements de terre. Si les succès de cette méthode sont encore très minces, c'est que les « médecins de la Terre », peu nombreux, sauf en Chine, n'ont l'occasion d'observer que peu de malades. Le nombre de volcans en activité intense est faible. Or, comme les hommes, les volcans ne sont pas uniformes. Il en existe divers types, et chacun a des caractéristiques individuelles ; enfin, chaque volcan a une durée de vie qui est de quelques milliers à quelques millions d'années, et le petit épisode de vie qu'il nous est donné d'en observer est différent pour chaque volcan. Les observations sont donc ténues et difficiles à corréler entre elles. Les séismes sont, à l'inverse, beaucoup plus nombreux, mais leur déclenchement est si soudain, et si les zones vulnérables sont bien connues, on ignore l'emplacement exact où ils vont se produire.

Les scientifiques de la Terre sont ainsi contraints de chercher à comprendre avant de prévoir.

La tectonique des plaques permet de cerner et d'expliquer les grandes régions du globe où les séismes et les volcans peuvent apparaître. Mais la tectonique des plaques est un phénomène que l'on comprend bien à l'échelle du million d'années. À l'échelle du temps humain, elle est mal connue et on n'en possède pas de théorie cohérente. À ce niveau, il faut avoir recours à une méthode qui représente une révolution moins spectaculaire mais plus profonde : l'étude de la physicochimie de la Terre.

La mécanique des roches, à partir d'expériences de laboratoire, permet de comprendre la tectonique continentale et ses séismes, de donner aux observations microtectoniques de terrain une base théorique et de proposer le premier modèle évolutif de prédiction des séismes.

La géochimie isotopique permet de mesurer avec précision la durée de vie des volcans et leur stade d'évolution, ou de montrer que la quasi-totalité de l'eau volcanique n'est, en fait, que de l'eau atmosphérique recyclée.

La physicochimie des magmas permet de comprendre leur genèse et leur évolution et prédit, en outre, leur viscosité ou leur limite de saturation en gaz, paramètre fondamental pour comprendre la machine à vapeur volcanique.

La sismologie et l'électromagnétisme apportent leurs moyens théoriques puissants à la compréhension des phénomènes « vivants » du globe et ne se limitent pas seulement à l'étude indispensible de la propagation des ondes acoustiques ou électromagnétiques.

La géophysique du solide et la géochimie des éléments-traces permettent d'expliquer les phénomènes à l'échelle atomique et de faire des modèles de l'évolution chimique d'un volcan.

Il faudrait ajouter à tout cela des moyens technologiques modernes, moyens de mesures et de calcul précis, sensibles, rapides et robustes, qui permettent enfin d'établir des modèles approchant de plus près la complexité énorme des phénomènes naturels.

Au total, les moyens théoriques et technologiques dont nous disposons actuellement semblent enfin à la dimension du problème posé.

Conscients de ces potentialités, des scientifiques de plus en plus nombreux s'intéressent à ces problèmes, qui sont souvent intégrés dans des programmes de recherches importants. Les États-Unis et l'U.R.S.S. d'une part, les États-Unis et la Chine d'autre part, en ont fait l'une des bases les plus solides de leur coopération scientifique.

La France a commencé un programme à une échelle plus modeste, mais elle dispose des moyens intellectuels et techniques pour l'intensifier. Si, comme on peut l'espérer, les États du monde entier accentuent leurs efforts, nous pouvons escompter dans un avenir assez proche l'éclosion de méthodes de prédiction relativement sûres. Dans une seconde étape, il faudra s'attacher non plus seulement à prévoir mais aussi à « guérir ». Utiliser l'énergie considérable des volcans à des fins industrielles, en évitant du même coup qu'ils ne dissipent leur énergie d'une manière dévastatrice, c'est un objectif que les Américains se sont d'ores et déjà donné pour Hawaï. Chercher une technique pour empêcher la cicatrization des grandes failles de surface et éviter ainsi les tremblements de terre meurtriers de surface est une entreprise sur laquelle diverses équipes réfléchissent et travaillent.

Tous ces projets, qui aujourd'hui ne sont que des rêves, peuvent devenir demain des réalités si l'effort entrepris ne se limite pas aux quelques mois qui suivent un cataclysme. Dans le cas contraire, nous continuerons à déplorer des pertes de vies humaines de plus en plus nombreuses, car la surface de la Terre sera de plus en plus peuplée, alors que l'intérieur de notre globe continuera inexorablement ses mouvements.

(*) Professeur à l'université Paris-VII, directeur de l'Institut de physique du globe de Paris (université Paris-VI).

Un gène artificiel au travail

A schematic diagram of a 1D chain of particles. A horizontal line represents the chain, with several small circles representing particles. A double-headed arrow labeled 'x' indicates the displacement of a particle from its equilibrium position.

La santé en lisant

**LE PARLEMENT CALIFORNIEN
ACCORDE
« LE DROIT DE MOURIR »
AUX PATIENTS
DANS UN ÉTAT DÉSESPÉRÉ**

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

Sacramento (Californie) [A.F.P.]. — Une loi accordant « le droit de mourir » à des patients dans un état désespéré a été approuvée, le 30 août, par le Parlement de Californie.

Aux termes de la loi, un individu pourra dorénavant signer une déclaration autorisant son médecin traitant à cesser de le maintenir en vie grâce à des moyens artificiels si la

Selon un théologien romain, Mgr Lefebvre serait excommunié

Le dédale d

es sanctions

créer un schisme, il faut une rupture de la communion catholique, une séparation au sein d'une

Mgr Lejeune s'est exclu lui-même de la communion ecclésiastique par son opposition au pape.

publiquement la poitrine, point d'affaire ! Pour eux, du haut en bas de la hiérarchie, et la cause, c'est

vous le savez, quatre canons ; le premier, dit canon romain, est préci-

Dans la Croix du mardi 31 août, Jean Potin écrit notamment :

Unobtainable. B

mentent, as shown in Table Four-

Qu'avez-vous fait des « théologiens »

L'ANCIEN EVÊQUE DE TULLE ORDONNERA SON SECRÉTAIRE

L'ancien évêque de Tulle s'est étonné des « interprétations politiques données à son homélie. »

Nous sommes des misérables

vous le savez, quatre canons ; le premier, dit canon romain, est préci-

Qu'avez-vous fait des « théologiens »

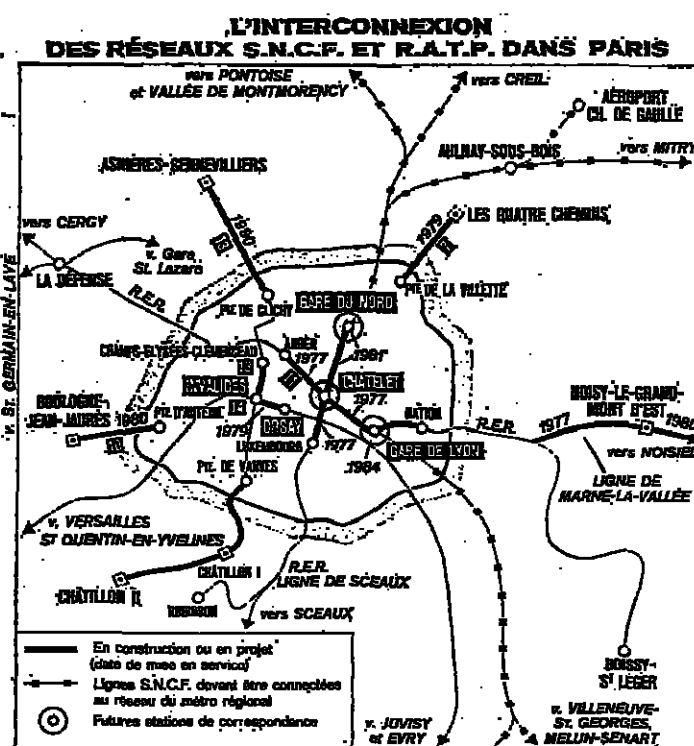
1. Erklärung.

150

Les régions

AU FOND DU TROU DES HALLES

Le métro a rendez-vous avec le train



ALORS que les projets d'aménagement en surface de l'ancien carreau des Halles de Paris faisaient l'objet de vives polémiques, les travaux continuent au fond du « trou », où les premiers trains devraient rouler dès la fin de 1977 dans ce qui sera la plus grande gare souterraine de France par la taille et la fréquentation. Après la remise en cause en août 1974 par le président de la République du projet de Centre français de commerce international qui était censé attirer dans ce quartier des milliers de personnes, les responsables de l'aménagement des Halles ont tenté essentiellement maintenant sur ce nouveau nœud ferroviaire pour drainer vers l'ancien « ventre de Paris » de nombreux usagers. Si ce pari échouait, ce serait tout l'équilibre de l'opération, notamment financier, qui serait remis en cause.

Selon les responsables de la R.A.T.P., aux moments de pointe, la future station « Châtelet-Halles », au point de rencontre des lignes est-ouest (Saint-Germain-en-Laye-Boissy-Saint-Leger) et nord-sud (ligne de Sceaux prolongée jusqu'aux Halles, puis jusqu'à la gare du Nord) du métro régional, verra passer environ 200 000 personnes par heure ; quelque 100 000 descendront à la station, huit fois sur dix pour prendre une correspondance.

Toutefois, souligne-t-on à la région, ces estimations sur la fréquentation de la station lorsque toutes les lignes seront en service ne prennent en compte que les personnes qui viendront travailler dans le quartier des Halles.

Une inconnue subsiste : les aménagements en cours seront-ils suffisamment attrayants pour attirer promeneurs et curieux, comme c'est le cas à Saint-Germain-des-Près ou Montparnasse ? Quoi qu'il en soit, « Châtelet-Halles » sera la grande station du métro régional au carrefour de quatre réseaux :

- 1) La ligne Boissy-Saint-Leger-Saint-Germain-en-Laye du R.E.R. (mise en service à la fin de 1977) ;
- 2) Prolongement de la ligne de Sceaux jusqu'à Châtelet-Halles (mise en service au début de 1977) ; puis, dans un deuxième temps, prolongation de cette ligne jusqu'à la gare du Nord (achèvement prévu pour 1981) ;
- 3) La ligne de métro n° 4 (Porte de Clignancourt-Porte d'Orléans) qui passe déjà aux Halles, mais dont la station sera déplacée ;
- 4) Enfin, l'interconnexion : entre les réseaux de la R.A.T.P. et ceux de la S.N.C.F., permettra, vers 1983-1984, à des trains de banlieue venant de la gare du Nord d'accéder jusqu'aux Halles, puis de continuer, dans une deuxième phase, vers la banlieue Sud-Est.

En outre, la nouvelle station sera directement reliée à l'actuelle station Châtelet (où passent quatre lignes de métro urbain).

Une sortie vers Saint-Eustache

La gare Châtelet-Halles comprendra sept voies (deux pour le R.E.R., deux pour la ligne de Sceaux, trois pour l'interconnexion), les correspondances se feront sans changer de quai.

entre la ligne de Sceaux et le R.E.R. Au-dessus des quais, une vaste salle des pas perdus de plus de 500 mètres de long sur 80 mètres de large est prévue. De cette salle, au plafond assez bas, et qui devrait abriter quelques boutiques, partent des escaliers mécaniques débouchant à la surface. Mise à part une sortie vers l'église Saint-Eustache, tous les escaliers donnent sur le forum commercial, vaste galerie marchande en forme de pyramide inversée, et qui doit constituer un des points forts du nouveau carreau des Halles.

La jonction entre 13 et 14

Parallèlement à cette grande opération, la R.A.T.P. continue son programme de travaux classiques qui, en 1975, ont représenté (en autorisations de programme) 2 241 millions de francs d'investissement.

Les travaux sont allés bon train sur la ligne est-ouest du métro express régional entre Auber et Nation, entre Luxembourg et Châtelet et en direction de Noisy-le-Grand (Val-de-Marne).

Les chantiers des prolongements de la ligne numéro 13, à Saint-Denis (achevés en 1976), de la ligne numéro 13 bis vers Asnières, de la ligne numéro 14 vers Châtillon, de la ligne numéro 7 vers La Courneuve, et de la ligne numéro 10, vers Boulogne, ainsi que celui de la jonction des lignes numéros 13 et 14 ne connaissent pas de retards notables.

POINT DE VUE

La Lorraine face au Luxembourg

TRAVAILLER AU NORD, DORMIR AU SUD

par JULES STOFFELS (*)

L'APPARITION contemporaine de plusieurs « désert islands » sur le bord de la frontière franco-luxembourgeoise, en terrain meurthe-et-mosellan, a provoqué un certain désarroi chez les Français, sans aucune analogie avec la sérénité de leurs voisins luxembourgeois, forts de la réussite économique et sociale de leur politique d'aménagement territorial.

Dans son rapport annuel, le patronat de l'Union de la métallurgie française relève les carences d'ordre économique et administratif apparues dans le bassin de Longwy et se demande si le territoire en question peut encore être considéré comme une région française de quelque intérêt (Le Monde, 18 juillet).

De 1968 à 1975, faute d'investissements suffisants, le solde migratoire négatif de la population active des cantons de Herserange, Longwy, Mont-Saint-Martin, Longwy et Villersput s'est chiffré à 8 332 personnes. Beaucoup de Meurthe-et-Mosellans ont pu trouver un emploi au grand-duché de Luxembourg, où le nombre des travailleurs français (frontaliers compris) a augmenté de 1 400 en 1961 à environ 7 000 en 1974.

Si les industriels français sollicités par les Longwyciens ne se sont pas pressés, le patronat étranger, faisant sienne l'affirmation de Jean Bodin suivant laquelle il n'y a richesse ni force que d'hommes, n'a pas attendu pour valoriser le « trop-plein » de la main-d'œuvre du « no man's land » d'en face.

La capacité d'absorption de l'économie luxembourgeoise en main-d'œuvre étrangère est due essentiellement à sa politique de diversification mise en œuvre par la loi-cadre de 1962. Celle-ci a facilité l'installation méthodique d'un très grand nombre d'entreprises, américaines pour la plupart, créant plus de 12 000 emplois. A présent, la valeur ajoutée à ces entreprises représente à peu près 20 % de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'industrie.

Bien que l'industrie sidérurgique reste prépondérante, la diversification industrielle a atténué sensiblement le caractère monolithique de l'économie luxembourgeoise et cela tout particulièrement si l'on tient compte du développement ful-

gurant du secteur tertiaire et notamment bancaire — 13 banques en 1955, 76 en 1975 — qui a fait du grand-duché de Luxembourg (350 000 habitants) une des premières places financières de l'Europe. Le développement de l'aéroport international est, parmi bien d'autres, un élément important de la nouvelle politique économique luxembourgeoise, considérée, à juste titre, comme la deuxième révolution économique du pays.

Faute de coopération interfrontalière, la région de Longwy risque de prendre tôt ou tard l'aspect d'un grand dortoir ou d'un aile de retraités situés au milieu d'un environnement économique obsolète et décadent. Des centaines de chômeurs longwyciens attendent toujours l'installation de la Saviem près de Brierly, qui, apparemment, devrait créer trois mille emplois d'ici à 1983.

Une offre de la France ?

Le principe de la mobilité des facteurs de production, inhérent au traité de Rome, n'a rien de commun avec la désertion et l'ampleur de la migration négative signalées dans le cas de Longwy. Il existe au sein de la Communauté européenne des institutions qui ont pour mission de faciliter la coopération européenne notamment dans les régions interfrontalières et, en particulier, lorsqu'il s'agit de la création d'entreprises communautaires. La mise à profit de ces institutions requiert l'apparition d'un promoteur qui, dans le cas présent, ne peut être que la France elle-même.

La survie de la civilisation française en bordure des frontières de la Lorraine — qui est au moins aussi nécessaire que dans certains pays d'outre-mer — exige, pour ce qui concerne le bassin de Longwy, la mise en application d'une politique de diversification et de reconversion économiques résolue, ayant pour effet la création de nouveaux emplois et l'arrêt de l'effritement en cours.

L'époque où le charbon et l'acier étaient rois appartient au passé. La régression relative de la sidérurgie européenne ne signifie pas sa disparition et sa mise au rebut. Selon les experts, les bassins sidérurgiques al-

tués à l'intérieur du territoire européen, afin de pouvoir rivaliser avec les usines situées sur le littoral et les voies d'eau à grand gabarit, vont s'orienter vers une sidérurgie plus fine et produire des aciers de qualité utilisés par les industries transformatrices situées dans leur voisinage. A cette fin, les hauts fourneaux et les aciéries à oxygène de ces bassins seront peu à peu remplacés par les aciéries électriques, effectuant la réduction directe du minerai de fer enrichi.

Compte tenu de la situation géographique et des acquis, la structure économique de la Lorraine et celle du Luxembourg resteront longtemps marquées par celle des aciéries et des industries de transformation connexes. La modernisation requerra de fortes quantités d'énergie électrique. En l'occurrence, seule l'énergie nucléaire sera avantageuse au point de vue de la quantité et des prix. Vu les circonstances, le gouvernement français ne pourra différer longtemps la mise en chantier de la centrale nucléaire de Cattenom-sur-Moselle. La conversion économique de la Lorraine, et en particulier celle du bassin de Longwy, en dépend très étroitement. La diversification du bilan économique et énergétique implique en même temps la revalorisation du charbon lorrain comme source d'énergie et matière première chimique.

Dans l'intérêt de la coopération dans la région interfrontalière, la France, qui possède l'expérience et le savoir-faire dans le domaine de l'énergie nucléaire, aurait intérêt à accorder au Luxembourg, grand consommateur d'énergie, une participation dans la centrale de Cattenom. Ce faisant, elle éviterait à la région interfrontalière les discordances et frictions suscitées inévitablement par la création des deux centrales juxtaposées, séparées d'une dizaine de kilomètres, projetées l'une à Cattenom et l'autre à Remerschen (Luxembourg), sur une rivière à très faible débit et dans un environnement qui n'est pas des meilleurs. Ainsi, la France aurait la possibilité de renforcer sa présence dans une région qui a été le berceau de la Communauté européenne.

Pour les étrangers en provenance de l'est, très longtemps, la porte de Longwy a signifié beaucoup ; aujourd'hui, hélas, pour la plupart elle ne représente plus rien ; à la France de prendre l'initiative pour qu'elle redevenue quelque chose.

(*) Professeur luxembourgeois.

UNE EXPERIENCE DANS LES HAUTES-ALPES

Les habitants de Veynes ont décidé de faire travailler le soleil

VEYNES, Hautes-Alpes, vous connaissez ? La neige à grands skis, c'est un peu plus haut, et l'olivier, un peu plus bas. A 814 mètres d'altitude l'hiver est blanc entre Crêt-de-Garnier, Pic-de-Bure et Oula, mais entre les mélèzes, les pins de l'épicéa crissent parfois de rigoles, et le soleil dur est ici chez lui comme dans les lavandes de Valensole. Au sud, le défilé de Sisteron a l'air d'interdire la Provence claire, mais au nord le col de la Croix-Haute arrête les Alpes sombres. Où est-on, à Veynes ?

On y fut tirailé entre duc de Savoie et comte de Forcalquier, entre Provence et Dauphiné, et cela ne fit en somme que renforcer l'indépendance du caractère et du jugement. Aujourd'hui on regarde plus souvent Grenoble que vers Gap — la voisine et le chetieu — mais le Buech court vers la Durance. « Et le cœur va où les eaux coulent ! » Toutefois, le provençal qu'on entend ici n'est pas languedocien ni même rhodanien. Il est d'ici.

Il est vrai que longtemps, par ces vallées transversales, on circulait davantage d'est en ouest que de nord à sud. Par là, après les pistes préhistoriques, passa la voie romaine — la via Cottia — d'Italie en Espagne, Lombards, Piémontais, Florentins, connaissaient le chemin. Il en est resté quelque chose.

En ce pays d'agriculture montagnarde subsiste un « dépôt », comme une moraine, de commerçants vifs et d'artisans inventifs, parfois italiens ou juifs.

Il demeure qu'avant tout, à Veynes, on passe. On va vers Briançon, Montgenèvre, l'Italie, ou vers Grenoble-Lyon, Die-Valence, Sisteron-Mancosque, Vivagnon-Margolite. Et depuis le temps du ski le village s'appelle Veynes-Dévoluy, où sont les pistes.

Le fameux agneau de Savournon

Au vrai, la petite ville renâcle à n'être que passage. On passe, on l'oublie. Trop souvent en haute vallée, elle s'enfonce encore pour la grande époque du chemin de fer tout neuf qui la confirme dans sa vocation. Les nouveaux chemins — du progrès — faisaient d'elle une plaque tournante, un nœud ferroviaire. Autour de la gare, du dépôt des machines et du centre d'apprentissage vivaient sept cents familles de cheminots : c'était Veynes-la-Rouge, qui déjà en 1857 avait entendu de la bonne oreille l'appel des insurgés bas-alpins en marche contre Louis-Napoléon, pour la « sociale », pour la Commune de Digne. Encore un légendaire originaire de Veynes avait-il un peu tiré la ligne de son côté pour loger dans sa ville natale ce nœud

pas tout à fait central... Mais tout alla bien tant que l'énergie lut à la vapeur. Et puis, lentement, le dépôt tomba en agonie et Veynes en déclin, mais pas en somnolence, obstinément à la recherche des sources et des débouchés de son énergie montagnarde. Elle a fini par trouver. En levant les yeux au ciel.

Locomotives parties, arboriculture et conservation en baisse, restait l'élevage ovin : le fameux agneau de Savournon. On n'en tombait pas moins, d'un recensement à l'autre, de trois mille sept cents à trois mille quatre cents habitants. Départ des jeunes vers les grandes villes... Alors, toujours, sempiternellement, la bouée du tourisme ? Fallait-il se résigner au rôle de station-service au service des stations alpines et de ski ?

Fière de ses artisans créateurs d'acier et tirant sur le rouge cheminot — qui ne facilitait pas les recrutements ancillaires Veynes a plongé au fond de son passé pour ressurgir, sautant le présent morne, en plein futur, sinon tourisme.

Indépendance, artisanat, poterie, vannerie, tissage ? Certes, on ne méprise pas ces chemins-là. Ils ont le lien. Mais l'événement ici d'autres envolées, plus d'imagination. Le regard porte haut dans le ciel — « le plus pur de France » — que va scruter bientôt, après l'observatoire de Saint-Michel-de-Provence, le nouveau radiotélescope du pic de Bure. Pas de brumes. Le soleil est toujours là, qu'on « vend » à tour de bras et de défilants sur les pistes d'été.

A Veynes, après les mécaniciens astucieux en correspondance avec Vaucanson, après l'énergie de l'eau et de la vapeur, on va s'élever tout naturellement jusqu'à l'énergie solaire. Le maire adjoint, épouse de médecin, en rêve de jour et de nuit. Révé, utopie... Il en faut, mais tout le monde de s'exalte pas en même temps. « Un si petit pays... Pourtant un noyau se forme. Plus échouera d'autres petites industries, plus Veynes aura le sentiment d'être abandonnée dans son (haut) trou, plus le noyau durcira et grandira.

Se crée une Association solaire qui, partie avec six volontaires volontaires, se retrouve avec cinquante membres : enseignants, paysans, artisans, architectes, avocats, étudiants, revenus au pays du coup ! — et tout le conseil municipal. Cette fois le soleil est dans l'air. A Veynes on rêve, dans toutes les langues, tout ce qui s'écrit — délire compris — sur cette idée du jour.

On se lie à l'université, aux laboratoires. On va voir, on invite les plus qualifiés, en France, à l'étranger. On reçoit même les projets de mille farfelus petits inventeurs en chambre, tant il est vrai que l'aventure solaire fait bouillir partout les imaginations. L'avenir est là, riche en énergie promise, magnifiquement naturelle, quand le pétrole sale et sanglant se fait rare et laid. Riche aussi en poésie (solaire) où se ruent les plus vieux mythes de l'homme.

Un concours exigeant

Bon creuset, Veynes, entre montagne et Méditerranée (1), pieds par terre et tête dans le ciel, pour aller ensemble poésie et réalisation concrète : Prométhée, qui voulait ravir un autre feu du ciel, et Lavoisier, qui fondait le fer à l'énergie solaire. D'ailleurs, Barre le dit, qui vint s'égarer là : « Il y a dans la Provence une trois domaines distincts : la Riviera, le Rhône et l'irréprochable région montagnarde. C'est la forteresse, de grandeur austère et mélancolique, où la race a mis à l'abri son trésor de courtoisie aisée et familière, d'énergie bien sèche et bien nette ».

Bien nette, bien sèche, l'énergie — solaire ! — de l'association veynoise ! Elle attaque tous azymus : sondage de population, popularisation, information, concertation, et en juillet fêtes et exposition — illustrant recherches et réalisations dans le monde — exposés de professeurs de Grenoble et d'ailleurs, démonstrations par des étudiants — dans le style Palais de la découverte — qui en profitent pour faire leur cuisine (odorante) sur des « plaques solaires ».

Quand on apprend au bout de tout cela — au pays du soleil ! — qu'une résidence entière des Ardennes doit son eau chaude à un capteur solaire et qu'une maternité fonctionne entièrement à l'énergie solaire... à Liverpool, Veynes tout entière se sent comme frottée ! Par dizaines, des particuliers installent leur propre chauffe-eau, et un artisan fabrique lui-même ses capteurs pour sa « maison-tout-solaire ». Il n'est plus question maintenant que de réaliser.

La préfecture, l'équipement, la D.D.A. sont assaillis, et répondent. La municipalité offre un terrain et 700 mètres carrés de locaux, avec large extension possible et raccordement à la S.N.C.F. Un « contrat de pays » doit aider le financement. La S.A.R.L. est constituée, les comptes sont faits et revus, la main-d'œuvre attend, des cadres aussi, et la municipalité — la collectivité — gère. Le choix est pratiquement fait du « capteur » qu'on va construire. Ça va partir. C'est parti.

On part — sagement — avec le chauffe-eau, mais on vise — soûlement — bien plus haut. Deuxième étape : une maison cent pour cent solaire va être construite sur un terrain municipal par une équipe d'artisans locaux. Cette réalisation constituera le prix offert à l'équipe — architecte et héliotechnicien — auteur du meilleur projet d'un concours public.

On sait que le prix — actuel — de revient d'une telle maison et son aspect parfois très inesthétique ralentissent l'expansion de la formule. Aussi le règlement du concours est-il exigeant sur ces deux points : le prix global ne doit pas excéder 250 000 F (terrain non compris), et « si l'on demande aux concurrents d'apporter toutes les innovations techniques souhaitables, il leur faudra cependant tenir compte d'une tradition architecturale régionale qui s'appuie sur une certaine forme de civilisation (que l'on peut qualifier de méditerranéenne) ». Ni gadget ruineux ni usines à plaques noires...

Les projets affluent. Un jury — de haut niveau — se prononcera le 9 septembre, et la maison solaire commencera aussitôt à s'élever — des mains des artisans locaux, — symbole de l'audace et de l'obstination d'une petite ville claire — et un peu oubliée — qui veut vivre son temps, « au pays ».

JEAN RAMBAUD.

(1) Plusieurs ateliers privés de la région construisent déjà des « capteurs » : à Digne, Nîmes, Embrun et, plus au sud, Aix, Antibes, Vallauris, Nice, etc. A Veynes, l'initiative — comme celle du concours de maisons solaires — appartient à la collectivité locale.

ARTS ET SPECTACLES

Festivals

Deux «*Cedipe*» à Dubrovnik

Quatre heures du matin. Les pierres des rues méditerranéennes de Dubrovnik, polies par les siècles, brillent sous les réverbères. La pluie, désormais quotidienne, vient de cesser. *Cedipe* à Dubrovnik est joué, comme prévu, au lever du soleil. Des autocars attendent devant les murs de la ville les spectateurs encore endormis pour les emporter sur la Srđ, la colline qui surplombe Dubrovnik et la mer. Là, il faut encore marcher longtemps, sur un sentier étroit qui n'en finit pas de monter, entre les pierres, les pins et les cyprès. Presque au sommet de la colline, sur un petit plateau à la croisée de deux chemins, des jeunes bergers, vêtus de blanc, attendent les spectateurs, ou plutôt les pèlerins qui s'avancent en procession. Chacun s'assied où il peut, sur de vagues gradins de pierre hâtivement construits, face à la mer qui s'étend à perte de vue. *Cedipe*, qui arrive bientôt, dans un long manteau usé, soutenu par sa fille Antigone, foudroyé dans les cheveux et sec au dos. Vieux, épuisé, il est l'arrivé dans la campagne de Dubrovnik, aux portes d'Athènes. Le vieillard aveugle sait qu'il mourra là, en terre étrangère, à l'ombre du bois sacré des Euménides, où, une dernière fois, il sentira la chaleur du soleil.

Cette représentation peu commune d'*Cedipe* à Dubrovnik, ou plutôt cette étrange sur la Srđ, a été l'événement de ce festival. Au cours de ce festival, créé en 1950, pendant près de deux mois, se succèdent concerts, théâtre, folklore, dans les décors naturels de l'ancienne République de Raguse, petite ville méditerranéenne (au sud de la côte adriatique dalmate) d'une harmonie rare, sinon unique, où se mêlent, sans aucune fausse note, le gothique, le renaissance et le baroque.

C'est au théâtre en scène britannique William Gaskill, directeur pendant de longues années du Royal Court Theatre de Londres, qu'ont été confiées les mises en scène d'*Cedipe* Roi et d'*Cedipe* à Colone. Pour les deux pièces de Sophocle, Gaskill a voulu que la lumière du soleil remplace celle des projecteurs. Les deux pièces ne lui ont pas été favorables. Le ciel est resté décevantement gris. Parfois, le théâtre grec est un théâtre du jour — à Athènes, les représentations se déroulaient avec la lumière de la nuit, et que la lumière est particulièrement importante dans le drame d'*Cedipe*. *Cedipe* Roi est donc joué à dix-huit heures, et *Cedipe* à Colone le lendemain matin, à cinq heures trente.

Inutile de préciser que *Cedipe* de Gaskill n'a pas remporté tous les suffrages à Dubrovnik. Et les sites et les heures insolites ont irrité certains qui, tels les vieillards de Thèbes, craignent tout ce qui sort des conventions et accusent Gaskill de monter Sophocle comme si c'était du Bond (Gaskill est effectivement un spécialiste d'*Bond*, dont il a créé toutes les pièces à Londres) et de lui ôter sa dimension tragique. Ont également choqué les costumes de Hayden Griffin, étrange mélange d'éléments antiques et contemporains qui, à la fois rapprochent *Cedipe* de nous et lui permettent de

garder un caractère sacré (les fûts longs des hommes ont un aspect religieux, explique Gaskill). *Cedipe* à Colone, d'ailleurs, encore qu'*Cedipe* Roi, est moderne. Créon a un canotier, Thésée est vêtu d'un uniforme qui ressemble comme un frère à celui de Tito, tandis que Polydice ou au combat vêtus d'un uniforme de commando (qui fait bien mieux sentir au public l'ambiguïté de la guerre que ne l'aurait fait un costume de guerrier grec, souligne Gaskill).

Georgij Puro, directeur depuis cette année du programme théâtral du Festival de Dubrovnik et metteur en scène lui-même, partage les options de Gaskill. « Il ne faut pas, dit-il, que sur des lieux scéniques exceptionnels comme en possède Dubrovnik (où

les spectacles se donnent au sommet des forteresses, dans la cour du palais du Recteur ou sur les places de la ville) on se contente de déplacer sous les étoiles des mises en scène conventionnelles de salles de théâtre. »

Jusqu'ici, à part quelques rares exceptions, le Festival de Dubrovnik, dans sa partie théâtrale en tout cas, a été assez conventionnel et répétitif. C'est ainsi que certaines pièces font depuis des années partie intégrante du Festival. C'est le cas de *Hamlet*, qui a trouvé, il est vrai, dans la forteresse du XIII^e siècle, Lortienac, un Elsenor magnifique et qui depuis des années ne désemplit pas mais s'use doucement.

Cedipe a marqué un tournant vers ce que M. Puro appelle le théâtre vivant.

VANJA LUKSIC.

Cinéma

«*UNE FEMME FIDÈLE*», de Roger Vadim

Après avoir réalisé en 1959 une version « modernisée » des *Liaisons dangereuses*, Roger Vadim nous propose aujourd'hui (d'après un scénario de Daniel Boulanger) une suite de variations romanesques sur certains thèmes du livre. Les personnages ont changé de noms, mais, à travers le cynisme ou la perversité des uns, la loyauté ou l'innocence des autres, on reconnaît aisément les caractères de Valmont et de la marquise de Merteuil, de la présidente de Tourvel et de Cécile de Volanges. L'époque a changé également : nous sommes plus à la fin du XVIII^e siècle, mais au début du XIX^e, en 1828, sous Charles X. Ce qui nous vaut de beaux paysages échevelés et l'apparition d'un des premiers trains ayant roulé en France. C'est d'ailleurs dans un des wagons de ce train, symbole du machinisme naissant, que le comte Charles de Lapalme (le Valmont de l'histoire) commence à troubler la très prude, très fidèle et finalement très vulnérable Mathilde Leroy.

La suite du récit est, dans ses grandes lignes, conforme au modèle. De faux repentins en désespoirs simulés, Charles finit par conquérir Mathilde. Devant un feu de bois où se consume — dernier rempart de sa vertu — la chemise de la pécheresse, les deux amants goûtent pendant vingt jours et vingt nuits aux plus délectables voluptés. Puis Charles, satisfait de sa victoire et ignorant encore que l'amour l'a vaincu, regagne Paris, tandis que Mathilde, restée seule et victime de l'odieuse stratagème fomenté par une ancienne maîtresse de son amant, meurt d'avoir trop pleuré sous la pluie.

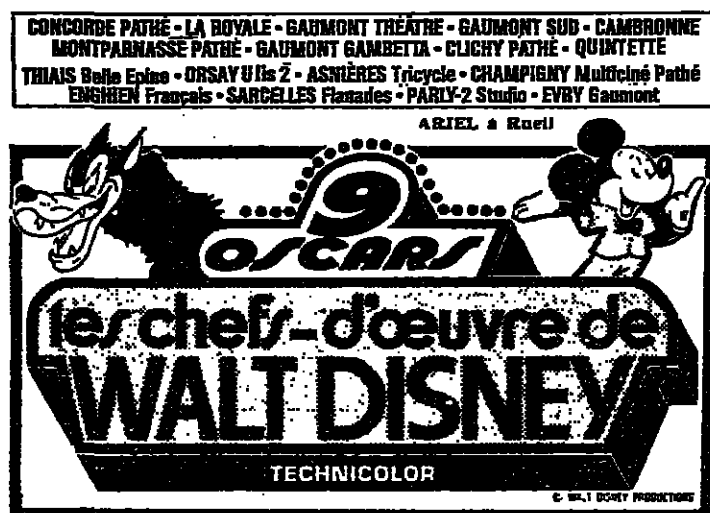
Cet arrangement « d'un chef-d'œuvre littéraire nous ramène vingt ans en arrière, à l'époque où triomphait sur les écrans ce qu'on appelait la « qualité française ». Tout ici est élégance, raffinement, distinction. La perversité elle-même, quand elle pointe, demeure de bon aloi. D'un sujet sulfureux, délibérément édu-

coré, Vadim a tiré une histoire sentimentale, où le vice et la vertu combattent à fleurs moucharbes, une sorte de mélodrame romantique que l'on croirait être le fruit d'une étrange collaboration entre Laclos et Zola. Fleurit, une collection d'estampes qui ravissent les yeux, mais laissent le cœur indifférent.

Car, malgré les regards mouillés, les rougeurs, les élan mal réprimés d'une Sylvia Kristel touchante de sincérité, on ne vibre guère aux ardeurs et aux pampansons de la pauvre Mathilde. Et l'on ne frémit pas davantage à la duplicité du comte de Lapalme, dont le personnage bénéficie pourtant de la prestance et du talent de l'acteur anglais Jon Finch. Entre eux et nous, entre leur sensibilité et la nôtre, le courant ne passe pas.

JEAN DE BARONCELLI.

★ Studio Jean-Cocoteau, Publicis Saint-Germain, Ermitage, Publicis Champagne-St-Germain, Liberte, Paramount Orlean, Miraval, Murat, Paramount Mallo, Secrétaire.



PUBLICIS ELYSEES - U.G.C. - ERMITAGE - PARAMOUNT OPERA - PUBLICIS ST-GERMAIN MIRAMAR - MAX-LINDER - PARAMOUNT ORLEANS - PARAMOUNT MAILLOT - STUDIO JEAN-COCOTEAU - LES 3 MURAT - LES 3 SECRETAN - LIBERTÉ - PUBLICIS DEFENSE ARTEL Rosny - C 2 L Versailles - VELIZY 2 - ARTEL Nogent - ALPHA Argenteuil - DAME-BLANCHE Garges-les-Gonnesse - ARIEL Rueil - CARREFOUR Paris - PARAMOUNT La Verano - ELYSEES 2 La Celle-Saint-Cloud - BUXY Boussy-Saint-Antoine - BOBIGNY 2 Bobigny - P.B. Cergy-Pontoise - UGC Poissy - MEAUX Meaux - DOMINO Mantes

Vadim a réalisé là un de ses meilleurs films. Michel Mohrt - Le Figaro



Renaissance du Tazieh à Chiraz

Il y a toujours, lorsqu'on arrive à Chiraz au crépuscule, une atmosphère tactile, la ville ocre corrodée de montagnes et une foule agglutinée à l'aéroport, des centaines d'yeux qui vous épient sous les voiles noirs. En dix ans, remanquent les habitudes, la ville a bien changé : elle sent l'argent ; partout des lotissements prolifèrent aux dépens des jardins ; on coupe les vieux arbres, le climat se détériore. Chiraz fait sa crise de croissance, le festival aussi.

Il a commencé modestement en 1967 avec un programme musical. Peu à peu le théâtre, la danse puis le cinéma ont fait leur entrée. En 1970, le festival de Chiraz-Persopolis était devenu une plate-forme de la production d'avant-garde offrant ses sites millénaires aux délires du Magic Circus ou au rituel de Grotowski. Dans la brèche tout le nouveau théâtre s'est engouffré, le *Grand Puppé*, André Serban, Ova-nessian, Bob Wilson, la danse de Cunningham, Nikolaï ou Béjart, la musique de Cage, Xenakis, Stockhausen...

Cette année encore, suivre ces manifestations suppose un mode de vie accordé à l'air du temps : la matinée est consacrée aux films sur le thème du tiers-monde. Vers 17 heures, après la forte chaleur on peut aller entendre en plein air l'American Brass Quintet ou l'Orchestre de chambre de la radio-télévision iranienne dirigé par Ivo Malac, à moins que l'on aille chercher à aller voir Béjart à Persopolis. Mais aucune journée ne saurait se terminer sans le concert de musique traditionnelle indo-iranienne à minuit, près du tombeau du poète Hafiz.

Béjart est venu

La politique ne fait pas toujours bon ménage avec les arts, et ce dixième festival a connu des défections. L'opéra populaire Lhamas, d'origine tibétaine, n'a pas été autorisé à venir. Xenakis, invité privilégié, s'est décommandé par solidarité avec les contestataires iraniens ; la compagnie de Merce Cunningham a décidé par vote de s'abstenir : c'est avant tout, ont expliqué les danseurs, pour manifester contre les livraisons d'armes américaines et la politique d'engagement de leur pays en Orient. Maurice Béjart, lui, est venu : « J'ai accepté l'invitation pour

Chiraz, précise-t-il, de la même façon que je participerai, le 12 septembre, à la fête de l'Humanité. Ce que j'ai à dire, je le dis dans mes ballets. A Persopolis, je donne Golestan mais aussi l'Oiseau de feu, qui est une sorte de chant des partisans. »

Béjart a créé, cette année, *Héiagabala*. Ce ballet confirme la nouvelle orientation du choréographe amorcée avec *Notre Faust*. Béjart a appliqué au texte d'Antonin Artaud le même traitement qu'à celui de Goethe : emploi de la voix, jeux de masques, parti pris de dérision. Dans *Héiagabala*, tout est provocation. La dualité du personnage s'exprime tantôt dans des rythmes noirs, tantôt par des airs de Verdi chantés par la Callas et symbolisant la décadence de Rome. Des allusions très précises aux perversions du jeune empereur se succèdent dans un vaste collage délirant. Un épisode de castration assez vivement suggéré provoque la fuite du public iranien venu en famille.

On aime ou on exécère ce spectacle, bien mis en scène, débordant d'idées et littéralement enlevé par une troupe rassemblée et « chauffée à blanc ». Il y a toujours chez Maurice Béjart un côté de démonstration un peu scolaire qui gêne.

Le successeur de Mahomet

A Chiraz, cette année, le théâtre traditionnel iranien a tenu une grande place. Nul doute que les critiques aient dans le monde contre l'Iran n'aient engendré dans le pays un réflexe nationaliste ; celui-ci se manifeste par le renouveau d'une forme de spectacle traditionnelle, tombée en désuétude depuis plus d'un siècle : le Tazieh.

Le Tazieh est une représentation populaire donnée dans les mosquées ou sur les places des vil-

lages pour célébrer le martyre d'Ali, d'Husayn et des siens. Il s'agit d'un théâtre directement relié à la religion iranienne qui, à la différence de l'ensemble du monde musulman, reconnaît comme successeur de Mahomet son gendre Ali et ses descendants, tous morts dans les supplices. Les Tazieh relatent ces épisodes. Ils tiennent à la fois du mystère de la Passion et de la chanson de geste. Des tirades parées (pour les méchants) et modérées (pour les justes) sont entrecoupées de tableaux épiques joués dans un style d'images d'épinal : autour du théâtre en rond où se tiennent l'imam et sa famille, une piste sablée est réservée aux évolutions des chevaux et aux combats. Les rôles de femmes sont tenus par des hommes.

Le Tazieh est vécu par le public religieux. Annoncé par d'immenses trompettes, il va se dérouler pendant trois ou quatre heures, ponctué par un petit orchestre (trompette, tambour et cymbales) ou des roulements de grosses caisses. Il s'achève dans un flot d'hémoglobine et de membres éparpillés, par les gémissements et les pleurs de la foule.

Déjà les théâtrologues se sont emparés du sujet ; colloques et débats ont jalonné ce festival. C'est une véritable réactualisation du Tazieh qui a lieu. Il est question de créer un centre de documentation et de recherches, un musée, une école de comédiens.

Le Tazieh est-il exportable ? Certains y pensent déjà. Pourtant, un des éléments essentiels de ce théâtre reste le rapport entre les acteurs et le public et la participation active des fidèles, qui répondent comme à la messe, se frappent la poitrine et pleurent. On n'imagine pas un Tazieh privé de ce support. Il faut le consommer sur place.

MARCELLE MICHEL.

LETTRES

Le bonheur est dans le pré

(Suite de la première page.)

La nature, ils n'ont que ce mot à la bouche. Ils ne cessent de lui parler par l'intermédiaire des bêtes, des feuilles ou des cailloux. « Mes chères, je les aime autant que du monde. Elles ne disaient jamais de sottises », soupire Mme Rezar, fermière à Chavignol, et Clément, le dernier tailleur de pierre du Calvados, dialogue avec une roche de 100 kilos : « Je lui dis : « Viens cocotte ! », je l'engueule quand elle me pince les doigts, je la sonne pour la faire chanter. »

Mme Alain, sculpteur sur bois dans l'Aisne, converse avec les arbres : « Salut mon vieux ! Tiens encore ça qui l'a repoussé. M. Guillot, garde-chasse du Puy-de-Dôme, échange de longs adieux muets avec le renard qu'il tient en joue : « Je l'affrôtais depuis trois ans. Et puis, le jour où je l'ai eu, il a mis dix minutes à arriver sur moi, je l'attendais

marcher, la neige craquait. Et je n'ai tiré qu'au dernier moment parce que je regrettais presque de le tuer. » Michel, le pêcheur breton, adresse ses condoléances au homard qu'il retire d'un casier. « Il a l'air tout triste. Je lui demande : « Tu es malade ? » Il ne me le dit pas, mais je le sais. Il n'a plus son œil vivant, comme dans le temps... Le grand maître de la France, c'est le courroux sous. L'homme, avant, était gentil, social. Maintenant, c'est fini, il faut des sous ; à la pêche, à la chasse, il est devenu destructeur. »

Des sous, les interlocuteurs de Pierre Bonte s'en moquent ou s'en méfient. « Pourquoi courir ? On arrive tous ensemble au 31 décembre », remarque un Provençal : « Il vaut mieux un peu souffrir de la faim que de tant travailler », constate son voisin, et un Charentais ajoute : « Être le plus riche au monde, ça ne m'a jamais intéressé. » Pour ce pêcheur de Sète, qui se définit comme « un paysan de l'eau, lié à la mer comme l'autre à sa terre », il suffit de pouvoir « se mettre une petite côtelette de côté », et la servante du curé, reconvenue dans la photographie, de conclure : « Les nuages, les fleurs des champs, les meilleures choses nous sont données par Dieu, pour rien. »

Ces compatriotes exemplaires n'ont qu'une faiblesse : la boisson. Ils prêtent à l'alcool des pouvoirs prodigieux magiques. Un garde forestier du Verdon affirme : « Le pestis refroidit l'eau ; ce n'est pas de la blague, et il élimine tous les maux qu'on peut avoir. » Un vigneron de l'Yonne regrette « le temps où les gamins, avant de partir pour l'école, buvaient un coup de ratafia, deux litres de vin pour un tiers d'alcool à 55 degrés. On ne voyait pas beaucoup de gens mourir, jamais, preuve que ce n'était pas si mauvais que ça », tandis que son collègue de Vouvray dénonce les méfaits de l'eau minérale : « Ça, c'est le poison. Voyez l'histoire contemporaine. En 1940, ils ont mis le gouvernement français à Vichy, une ville d'eau, ça n'a pas été une merveille. Et pour les affaires d'Algérie, y-a-t-il mis ça à Evian, et quand y-a-t-il parlé du Sahara, ça a raté. » A tour de rôle, ils lèvent leur verre pour « se donner un peu d'esprit », alors qu'ils en ont à revendre. Ecoutez-les. Ils ont l'accent, le souffle d'un terroir aujourd'hui menacé et dont ils célèbrent ingénument les richesses. Ils ripostent aux offensives du béton civilisateur à coups de champignons et de myrtilles. Et peut-être, qui sait ? remporteront-ils la victoire, car ils ont les fées dans leur camp. Oui, les fées qui ont confié à l'un d'eux, vieux conteur de Charente, que « dans la vie, en faisant le bien, on trouve toujours le bien ».

GABRIELLE ROLIN.

★ Stock éd., 344 pages, 32 F.

UGC MARBEUF - OMNIA - VENDOME - JEAN-RENOIR - NORD CINEMA - UGC ODEON - STUDIO RASPAIL - CYRANO Versailles - FLOREAL Sartrouville



CARNET

Naissances

M. et Mme Jean-Claude Maurice et Marianne ont la joie d'annoncer la naissance d'un fils.
Gilda
Paris, le 23 août 1976.
117, rue Cardinet,
75017 Paris.

M. et Mme Alain Perrin, Julie Perrin, sont heureux de vous faire part de la naissance de leur fille.
Suzanne
le 21 août 1976.
22, av. de l'Impératrice-Josephine,
92100 Suresnes-Meudon.

Nous sommes très heureux d'annoncer que
Léonard Hugues Georges STRONG
est né le 24 août 1976.
Auguste, Richard et Thomas.

Décès

Les familles Jean Swahn, Philippe Swahn, Michel Swahn, Claude Swahn, parents et amis, font part du décès de
Mlle Françoise ARDUIN,
conservateur en chef honoraire des bibliothèques,
officier de l'Instruction publique, médaillée de la Résistance, chevalier de la Légion d'honneur.
Les obsèques auront lieu mercredi 1^{er} septembre, à 15 h. 15, en l'église de Saint-Augustin, Bordeaux.
Inhumation au cimetière de la Chartraine, à 17 heures. Réunion à la porte de l'église.

M. et Mme Jacques Sacle et leurs enfants,
M. et Mme Gilbert Sacle et leurs enfants,
Les familles Lévain et Hamon, ont la tristesse de faire part du décès du chef de bataillon de l'infanterie coloniale (R.E.),
M. Ernest SACLE,
commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et T.O.E., survenu à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.
Les obsèques ont été célébrées le lundi 30 août 1976, en l'église de Plougouven (F.N.).

La direction du groupe Agache-Willot et le personnel ont le regret de faire part du décès de leur secrétaire général,
M. Michel CHENAL,
survenu le 26 août 1976, à l'âge de soixante-trois ans.
Les funérailles ont eu lieu le vendredi 27 août, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-Pellevoisin, à Lille.

Mme André Couderc,
Mme René Albouy,
M. Bernard Kessedjian, Isabelle et Laurent,
M. et Mme Jean-Louis Couderc, Françoise, Pierre-Yves et Sylvaine, M. et Mme Jacques Couderc, Patrick et Christophe,
M. et Mme Bernard Martin, ont la douleur de faire part du décès brutal, à l'âge de cinquante-neuf ans, de
M. André COUDERC,
provisoirement inhumé au cimetière de Carasso, maître de Sauveterre-de-Bourgue, leur époux, gendre, père et grand-père.
Les obsèques ont eu lieu le jeudi 19 août, en l'église de Sauveterre-de-Bourgue.
Sauveterre-de-Bourgue, 12800 Nauvalla.

Mme Paul Delarolère,
M. Luc Delarolère, ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jacques Cordonnier et leurs filles,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Paul DELAROLÈRE,
leur époux, grand-père et arrière-grand-père,
survenu le 28 août 1976, muni des sacrements de l'Eglise, dans sa quatre-vingt-douzième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 2 septembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Pierre du Gros Caillou, 92, rue Saint-Dominique, Paris (7^e), sa paroisse, où l'on se réunira.
L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse dans le caveau de famille.
Cet avis tient lieu de faire-part.
7, avenue Frédéric-Le Play,
75007 Paris.

M. et Mme Colin Morris, leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 12 août 1976, à Broxted (Angleterre), à la suite d'une courte maladie, de
Mme Pierre GILLET,
née Amy Bailey,
leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.
La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité, le 19 août, en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, sa paroisse, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière Montmartre, boulevard Henri-IV, 75004 Paris.
Hatcherscroft, Broxted, Dunmow, Essex (Angleterre).

Mme Simone Gordon et les siens,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 25 août 1976, du Docteur E. GORDON,
ancien chef de clinique, membre de la société française d'O.S.S.,
membre du Collectif International O.R.L.S.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, 14, Streholmstrasse, 8057 Zurich.

M. et Mme Jacques Lecouvé, ont la douleur de faire part du décès de leur père,
M. Fernand LECOUVÉ,
directeur technique retraité « Avions Bleus »
survenu dans sa quatre-vingt-troisième année.
Les obsèques auront lieu le mercredi 1^{er} septembre, à 15 heures, au cimetière des Longs-Régards, avenue de la Paix, à Meudon.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Sauvage.

Imprimé par le Monde.
5, rue de Valenciennes
PARIS-IX^e
1976
Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

Nous apprenons le décès de M. Daniel TUBACH, ancien député du Bas-Rhin, survenu vendredi 27 août.
[Né le 28 juin 1905 à Strasbourg, Daniel Tubach, industriel, était entré au conseil municipal de Bâle (Bas-Rhin) en 1925. Maire de cette commune depuis 1945, Daniel Tubach était vice-président honoraire du conseil général, où il avait siégé de 1949 à 1975, date à laquelle il n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat de conseiller général (C.D.F.) du canton de Marollesheim. En 1962, M. R.P. en 1956, Daniel Tubach avait été battu dans la quatrième circonscription du Bas-Rhin (Sélestat) en novembre 1958.]

Anniversaires

Le président de la première division française libre convie les anciens et leurs amis à se réunir sur la tombe du
Général KENNIG,
au cimetière de Montmartre, le jeudi 2 septembre, à 15 h. 30, jour du sixième anniversaire de sa mort.

Communications diverses

On nous prie d'annoncer que les images d'officier de l'Ordre national du mérite ont été remises à M. Pierre Bonduelle, président des Etablissements Bonduelle, importante entreprise de conserves françaises au renom international.
Ces images ont été remises en toute intimité pour ces raisons familiales et a été faite par M. Pierre Mainguy, président du Centre technique des conserves de produits agricoles, dont M. Pierre Bonduelle est administrateur.

Visites et conférences

MERCREDI 1^{er} SEPTEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES
Caisse nationale des monuments historiques, 10 h. 30, entrée. Mme Philippe : « La Sainte-Chapelle », 11 h. 30, musée du Louvre, devant la Denon.
Mme Bachetier : « Technique de la peinture », 15 h. 15, façade, portail central. Mme Philippe : « Notre-Dame de Paris et ses parties hautes », 15 h. 30, rue Saint-Antoine, 62, Mme Philippe : « Hôtel de Clugny », 15 h. 30, hall gauche du château, côté parc (train gare Saint-Lazare). Mme Huiot : « Le château de Malmaison-Lafitte », 15 h. 30, Grand Palais, hall, exposition : « Ramada II » (Association française des arts), 15 h. 30, Grand Palais, hall, exposition : « Le village de Saint-Germain-des-Près, ses caves, l'abbaye, ses jardins » (A. travers Paris), 15 h. 30, rue de Valenciennes, 15 h. 30, grille du palais, boulevard du Palais, 15 h. 30, Palais de Justice, Palais des rois et le tribunal révolutionnaire (Paris et son histoire), 15 h. 30, Grand Palais, hall, exposition : « Ramada II » (Tourisme culturel).

Souvenez-vous de retourner le SCHWEPPES Bitter Lemon avant de l'ouvrir.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1549

1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4267-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. - C.E. COMMUNAUTÉ (sans Algérie)
90 F 160 F 225 F 300 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
165 F 310 F 465 F 600 F
ÉTRANGER
par mandats
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
215 F 210 F 307 F 400 F
II. - TUNISIE
125 F 231 F 337 F 440 F
Par voie aérienne
tarif sur demande
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse : deux bulletins ou plus, les nouveaux sont envoyés à l'adresse indiquée. Demandez un nouveau numéro de votre bulletin à l'adresse indiquée. Joignez la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

MEDECINE PHARMACIE
Septembre
Recueil Scientifique
Octobre - Juin
Encadrement annuel
parallèle à la Fac.
P.C.E.M. et Pharmacie
Année "O"
Cours par Prof. de Fac.
Groupes de 15 élèves par CHU
IPEC 45 Bd St Michel
693,81.23 - 033.45.87

Réouverture le 1^{er} septembre
AU GARRE D'AGNEAU
CHEZ ALBERT
122, av. de la République, 92100 Suresnes-Meudon
Ses déjeunés au brochet
Son célèbre carré d'agneau
Sa cave, l'une des meilleures de Paris

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 31 AOÛT 1976 à 0 h GMT.

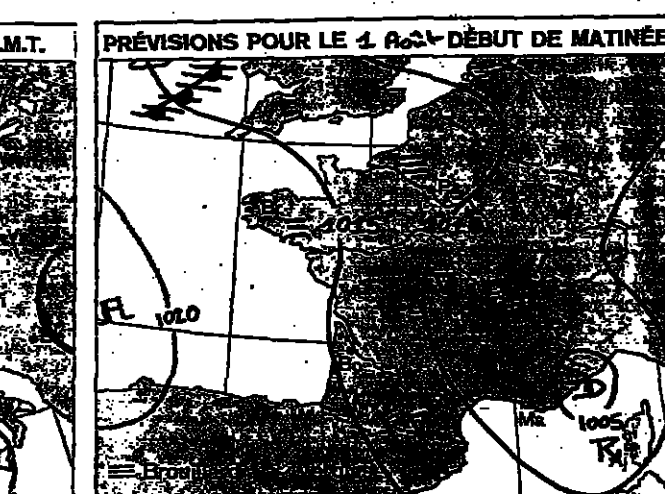


Evolution probable du temps en France entre le mardi 31 août à 0 heure et le mercredi 1^{er} septembre, à 24 heures :

Les hautes pressions océaniques dirigées sur l'Europe occidentale au flux perturbé, de secteur nord-ouest. Une petite dépression, située sur la Bretagne le 31 août, à 9 heures, se déplacera vers les Alpes et la Méditerranée. Une nouvelle perturbation venant des parages de l'Islande atteindra nos régions du Nord-Ouest et du Nord.

Mardi 31 septembre, de la Bretagne et de la Vendée à la frontière de la France, des éclaircies apparaitront après la disparition de quelques brouillards matinaux, puis le ciel se couvrira avec de faibles pluies l'après-midi ou le soir. Le vent s'orientera à l'ouest et se renforcera un peu.
Sur les autres régions, des nuages abondants en début de journée donneront des pluies ou des averse passagères. Des précipitations tendront à se localiser ensuite de l'Alsace aux Alpes et à la Corse en prenant sous un ciel nuageux, tantôt orageux, tantôt des éclaircies se développeront de l'Aquitaine au Massif Central. Les vents seront orientés au nord-ouest et deviendront assez forts. Par rapport à celles de mardi, les températures varieront peu dans l'Est et le Nord-Est ; elles seront en légère hausse sur le reste du pays.
Mardi 1^{er} septembre, la pression atmosphérique redouble au niveau de la mer était, à Paris, de 1 013,2 millibars, soit 757,7 millimètres de mercure.

PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} AOUT - DÉBUT DE MATINÉE



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 août ; le second, le minimum de la nuit du 30 au 31) : Alais, 26 et 13 degrés ; Biarritz, 22 et 16 ; Bordeaux, 21 et 13 ; Brest, 19 et 14 ; Caen, 20 et 11 ; Cherbourg, 18 et 12 ; Clermont-Ferrand, 23 et 12 ; Dijon, 20 et 12 ; Grenoble, 19 et 11 ; Lille, 22 et 10 ; Lyon, 17 et 11 ; Marseille, 26 et 15 ; Nancy, 23 et 11 ; Nantes, 22 et 14 ; Nice, 24 et 16 ; Paris-Le Bourget, 24 et 13 ; Pau, 22 et 12 ; Perpignan, 24 et 16 ; Rennes, 21 et 14 ; Strasbourg, 22 et 14 ; Tours, 22 et 14 ; Toulouse, 22 et 14 ; Poitiers-Puy, 20 et 13.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 18 degrés ; Amsterdam, 22 et 10 ; Athènes, 28 et 24 ; Berlin, 22 et 17 ; Bonn, 24 et 11 ; Bruxelles, 21 et 11 ; Des Canaries, 28 et 21 ; Copenhague, 25 et 16 ; Genève, 18 et 9 ; Lisbonne, 24 et 17 ; Londres, 19 et 14 ; Madrid, 24 et 18 ; Moscou, 21 et 8 ; New-York, 20 et 14 ; Palma-de-Majorque, 30 et 17 ; Rome, 28 et 20 ; Stockholm, 25 et 13.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Rétro, Valentino, Nero

Le retour des « Tickets de rétro », d'après plusieurs mois d'absence — pour cause de sondages insuffisants — n'est pas un événement en soi au sens où il s'agit d'une répétition, et d'une liquidation. Antenne 2 avalu sa purge de création : l'Elysée, qui a reçu Avery, l'a prescrite. D'autre part, si réelle soit la nostalgie du rétro, pour le temps du jazz, de la chansonnette et des bandes dessinées d'avant-guerre, sa manière à lui de tout faire entrer dans des images qui rassemblent à ses diables propres transforme la matière ; impossible de s'y projeter, sinon à travers les idées du temps : Avery pratiquant le collage historique, une bande d'actualité à l'arrière, une trace rétrospective en forme de chanson (dérivée de la préférence) à l'avant, c'est un peu « dada » visité par la tentation structurale. Pas grand-chose de « rétro », au sens mode, dans tout cela : avec les créateurs il y a toujours erreur sur le marchandage — la création n'étant d'ailleurs pas une marchandise, que nous au moins pour le moment.
Outre-Atlantique, en revanche, la « nostalgie » s'exprime directement à travers des évocations comme le Valentino de Neville Shavelson (samedi dernier sur FR3). La plus grande séduction du cinéma muet, raconté avec des dialogues, comme naguère les personnages des princes, des savants, des grands fondateurs du capitalisme sur le grand écran. Un montage documentaire avec des extraits du Chalki aurait pu faire parler le personnage à travers son temps, mais il n'était pas le manque ressentir par ses hagiographes californiens. Valentino, dans aucune archive, ne prend la parole, ni pour demander l'heure, ni pour discuter un contrat, ni pour parler d'amour, lui, l'étrange jeune premier, aux innombrables conquêtes sur l'écran de la fiction, mais comme saisi d'impulsion devant les femmes réelles, femmes de chair, double hollywoodien du tragique don Juan, qui l'évoquent d'un mythe impuissant et muet : un archétype qui a une histoire, et qui se met à parler... Quel taboulet projet ! Mais seul Franco Nero, qui prêtait ses traits à Valentino, était à la hauteur des ambitions de Shavelson, non qu'il le fasse forcément exprès, mais il faut l'avoir vu rouler des yeux bleus dans les Magiciens, de Chabrol, et crisper les mâchoires dans Lucien et les goupes, de Pasquale Squitieri, pour avoir qu'il est une réincarnation des sites du muet, et que ça lui échappe parfois.
MARTIN EVEN.

MARDI 31 AOÛT

CHAÎNE I : TF1

20 h. 30. Musique : Festival international de musique aux armées. 21 h. 30. Chronique : Le sens de l'histoire. Le voyage, par J. Aurel et J. Laurent. 22 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A2

20 h. 35. Dossiers de l'écran. Film : Une dépêche pour Renter. de W. Dieterle (1940), avec E.G. Robinson. E. Best. E. Albert. A. Basermann (N.).
Comment le baron Julius Renter crée, dans les années 1850, une grande agence anglaise de diffusion rapide des informations.
Par l'acier de la Vie d'Emile Zola et de Juarez, une importante biographie filmée, inédite.

Débat : Le tour du monde en 80 secondes. Avec la participation de M. Gerold Long, directeur général de Renter. Claude Tousse, directeur général de l'I.P.F. Jacques Leauté, directeur du Centre international d'enseignement supérieur de Strasbourg, Henri Amouretti, directeur de France-Sort, Philippe Gildas, rédacteur en chef du journal d'Europe 1, Maurice Ducrot, vice-président de l'Association du réseau des émetteurs français.

CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. Film (R) : « Le Tombeau hindou » (1968) avec D. Faget, P. Hubschmid, W. Reyer, Cl. Houn. S. Bethmann.
Suite du Tigre du Bengale, diffusé le 24 août. Ruyter et beauté de la mise en scène de Jean Lemaire, sur un sujet de roman d'aventures, inspiré par un roman de Rieu son Harbon.
22 h. 10. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie : 20 h. 5. Dialogues : P. Le Lonnais et P. Laine le Coup et Qu'on s' : 21 h. 30. Concert par le Trio à flûte d'Amsterdam (Göteborg, Orchestre, Plesner, W.F. Son, J. Hummel) : 22 h. 25 (R). Entretiens avec André Gide, par J. Amrouche : 23 h. De la nuit : 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Protocole au concert : 21 h. Festival de Salzbourg : le pianiste M. Pollini interprète trois sonates et « Le Septième » de Beethoven : 23 h. 15. Musique juive, par J. Cohen : 24 h. Un peuple à l'Est, par G. Condi.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie : 20 h. 5. « Audibert, cavalier seul », par M.L. Audibert et M. Sauer, réal. E. Ferry : 22 h. 30 (R). Entretiens avec André Gide, par J. Amrouche : 23 h. De la nuit : 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation du concert : 20 h. 30. Concert au Festival d'été : Gachinger Kantorei Stuttgart et Bach Collegium Stuttgart, dir. E. Rüling (Bach) : 22 h. 15. Musique juive, par J. Cohen : 23 h. 15. Musique juive, par J. Cohen : 24 h. Un peuple à l'Est, par G. Condi.

TRIBUNES ET DEBATS

M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité est l'invité de Jean-Pierre Elkabbach au cours de l'émission 13-14 sur France-Inter.

150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Société hypermarchés

AUCHAN

17 magasins - 3,5 milliards de C.A. en 1976
40 % de progression par an depuis 10 ans
4 ouvertures en 1977

recherche pour magasin du Nord

Chef de secteur services généraux

Homme solide de caractère, minimum 30 ans, rigoureux, aimant les responsabilités, de formation acquise sur le terrain ou en université, capable de diriger les services sécurité, surveillance, entretien, nettoyage.

- CHEF DE RAYON NÉGOCE PRODUITS FRAIS
- CHEF DE RAYON PHOTO-CHASSE
- CHEF DE RAYON HI-FI-SON
- CHEF DE RAYON GROS ET PETIT ÉLECTRO
- CHEF DE RAYON TEXTILE
- VENDEURS SPÉCIALISTES PHOTO-CHASSE (armes)

Qu'est-ce qu'un chef de rayon à AUCHAN ?

Le chef de rayon autonome dans sa fonction anime son équipe et gère son rayon cellule de base de l'hypermarché. C'est un commerçant qui doit acheter sa marchandise, fixer ses marges et ses prix de vente, surveiller ses stocks, aménager et animer son aire de vente. Il se fixe des objectifs annuels et, pour suivre leur réalisation, est aidé par la connaissance de son chiffre d'affaires journalier par des tableaux de bord, par un compte d'exploitation détaillé mensuel.

Pour réussir vous devez être :

Commerçant, gagnant, jeune et disponible, diplômé d'études supérieures, désireux de montrer ses capacités, ou autodidacte ayant fait ses preuves. Si vous êtes candidat à l'un de ces postes, nous vous remercions de nous envoyer pour vous expliquer le fonctionnement de notre société et nos possibilités d'avenir.

Réponse et discrétion assurées.

Envoyer C.V. et photo à : **Guy DUJARDIN - DIRECTION RÉGIONALE AUCHAN - 200, rue de la Recherche, 59650 VILLENEUVE-D'ASCQ.**

RÉGION RHONE-ALPES

TRES IMPORTANTE
ENTREPRISE
INDUSTRIELLE
offre un poste de
DIRECTION

CADRE

diplômé
HEC, ESSEC ou similaire
Ce poste conviendrait à un
collaborateur ayant au moins
10 à 12 années d'expérience
dans le Service Commercial d'une
grande Société d'engins travaux
publics (condition absolument
indispensable).

Le candidat retenu ne devra
pas être allégué à
des problèmes techniques.
Entrée en fonction immédiate
ou selon accord.

Il sera répondu à toute lettre
manuscrite, accompagnée d'un C.V.
dét. correspondant au profil indi-
qué et indiquant dernier traite-
ment perçu, adressée à :
B.E.O. Téhéran, 2008 Paris
(réf. 6553) - 3, rue de
DISCRETION ASSURÉE

GROUPE NATIONAL
IMPORTANT ET DYNAMIQUE
rech. pour une de ses filiales son
CHEF COMPTABLE
Homme jeune, dynamique, dis-
ponible, tit. DEC ou tout dipl.
équival. Expér. de la compt. gé-
nérale analytique. Budget, fis-
calité paye, informatique.
Minim. 4 ans.
Sera « patron » de l'ensemble de
la fonction compt. et financière.
Devra dans les 6 mois devenir
le contrôleur de gestion.
Rémunération élevée. Lieu de
travail MARSEILLE. Angl. parlé
et écrit souhaité.
Adr. C.V. manuscrit et photo, à
SUD MARKETING, n° 11.994,
245, avenue Roger-Salengro,
13015 MARSEILLE

comex

Leader Mondial dans le domaine
des interventions sous-marines
2.400 personnes
Notre Direction Planification Finances
recherche

AUDITEUR INTERNE

(Réf. : 2/76.H2)

- niveau DECS
- 3/5 ans minimum expérience dans groupe
multinational ou cabinet audit.
- pratique de l'anglais indispensable.
- la mission : définir et assurer le suivi des
procédures comptables.

Lieu de travail : Marseille.

COMPTABLE CONSOLIDATION

(Réf. : 2/76.H1)

- 5 ans minimum expérience comptabilités
françaises et anglo-saxonnes.
- pratique des techniques de la consolidation -
utilisation de l'informatique.
- anglais indispensable.

Lieu de travail : Marseille.

Le poste est à pourvoir rapidement.

COMPTABLE BANQUES & TRESORERIE

(Réf. : 2/76.H3)

- niveau B.T.S.
- 5 ans minimum expérience.
- la mission : prévision, suivi des comptes
bancaires, situation de trésorerie.

Lieu de travail : Marseille.

COMPTABLE 1er échelon

(Réf. : 2/76.H4)

- niveau B.T.S.
- 2/3 ans minimum expérience.
- la mission : suivi, avancement projets techni-
ques du secteur Recherche & Développement

Lieu de Travail : Marseille.

Le poste est à pourvoir rapidement.

Adresser photo, C.V. et prétentions sous réfé-
rence correspondante à :
COMEX - Service Recrutement
13275 MARSEILLE CEDEX 2



emplois internationaux

COTE D'IVOIRE

IMPORTANTES SOCIÉTÉS recherche :

- 1 - Pour ses huileries de palme (région côtière)
plusieurs officiers mécaniciens marine marchande et
et techniciens supérieurs (électro-mécaniciens)
pour postes de

CHEFS DE PRODUCTION ET/OU ENTRETIEN

adjoints aux Responsables d'usines

(réf. 122M056)

- 2 - Pour une huilerie de graines (palmiste-Coprah) située
à Abidjan.

UN INGENIEUR DE FABRICATION

(réf. 122M057/A)

UN INGENIEUR D'ENTRETIEN

(réf. 122M057/B)

- ayant l'un et l'autre au moins cinq ans d'expérience
dans les industries huilières ou sucrières.

PLUSIEURS CHEFS PRODUCTION

(réf. 122M057/C)

- pour ateliers pression-extraction, huiliers confirmés de
préférence.

PLUSIEURS CHEFS CENTRALE-CHAUFFERIE

MANUTENTION (réf. 122M057/D)

- Pour tous ces postes, une première expérience de la vie
Océan-Mer sera appréciée.

- Logements équipés-mobiliés. Voiture ou indemnité.
- Facilités de scolarisation des enfants.
- Contrats expatriés et avantages sociaux inhérents.
- Deux mois de congés payés tous les 10 mois (voyage
payé, en Europe pour toute la famille dès la deuxième
année de séjour).

Adresser lettre de candidature, C.V. détaillé, photo
et prétentions à :
30, rue de Mogador - 75009 PARIS
en rappelant la référence correspondante



Groupe à vocation internationale

FISCALISTE

Au sein de la Direction Finan-
cière, il coordonnera, contrô-
lera, dans un premier temps,
l'ensemble des questions fiscales
des sites français du groupe.
Ce poste évoluera très rapide-
ment vers une compétence inter-
nationale. C'est un cadre d'au
moins 30 ans, ayant impérative-
ment une expér. dans l'administration.
Pratique de l'anglais indisp.

Lieu de travail : région médit-
erranée. Déplacements de
courte durée à l'étranger.

Envoyer C.V. + photo et prêt.
à : **SUD MARKETING, n° 11.994,**
245, av. Roger-Salengro,
13015 MARSEILLE

BANQUE REGIONALE

CHEF D'AGENCE

NIVEAU

Tel. 534-47-48 de 9 h 30 à 13 h.

et 14 h. 15 à 18 h. 30.

LABORATOIRE PHARMACEUT.

DELEGUE COMMERCIAL

INTRODUIT dans les pharma-
cies de Paris et région.
Fire + Prime + Frais.
Env. C.V. + photo + prétentions,
à **EDICO, 16, place Bellecour,**
69002 LYON

IMPORTANT

CENTRE D'ETUDES

INGENIEUR E.N.S.I.

Ayant une expérience dans
les domaines de la mécanique
des sols, des études et
contrôles des matériaux,
pour poste de responsabilité à
STRASBOURG

Ecrire avec C.V. à **C.E.B.T.P.,**
12, rue Brancion,
75737 PARIS CEDEX 15

IMPORTANT CENTRE

TECHNIQUE

recrute

UN INGENIEUR

GRANDE ECOLE

Pour faire partie d'une
équipe d'études sur
bruits et vibrations.

Bonnes connaissances
en vibrations mécaniques,
intérêt pour mesures en
laboratoire et sur sites.

Anglais indispensable.
Alternance souhaitée.
Esprit d'équipe développé.

Ecr. avec C.V., photo et prêt.
à : **TECH. CONTEXTE Publ.,**
20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er},
qui transmettra.

Clinique Chirurgicale d'Accueil,
équivalent résidentiel, recherche :
INFIRMIERES D.E. d'ESPECE
40 à 45 ans. **INFIRMIERES**
Sérieuses référ., chirurgicales.
Bon salaire. Possibilité de
logement et de nourriture.

Ecrire en communiquant
un numéro de téléphone au
75, Cours Grandval
63000 AJACCIO
Téléph. : 020 21-03-10

F.I.T. des repas par jour

RECHERCHE URGENT

DIRECTEUR ADJOINT
30 à 40 ans, ayant bons contacts.

ECONOMAT-GESTION

CONVENT. COLLECTIVES

Env. C.V. à **Chalvire, 14 bis,**
r. de Fossas, 67000 STRASBOURG

UN EDUCATEUR

OU UN STAGIAIRE

pour encadrer enfants
difficiles mais intelligents.
Institut Psychopédagogique
St-Maximin, 67000 St-Maximin,
Téléph. : 455-16-10

LA CHAMBRE DE COMMERCE

ET D'INDUSTRIE

DIEPPE

recherche

un assistant technique à l'industrie

IL AURA POUR MISSION :

- Le conseil en gestion auprès des P.M.I.
- La mise au point et l'animation d'action de
formation à différents niveaux ;
- Une participation à l'animation d'actions
collectives.

SON PROFIL :

- 28 ans minimum ;
- Formation supérieure ;
- Expérience industrielle ou en cabinet conseil
de quelques années.

Une expérience des relations avec les partenaires
sociaux, serait un atout certain.

Rémunération : 50.000 à 60.000 Frs / an.

Adresser lettre manuscrite C.V. photo
sous référence 608 à :

CEPAGI 89 avenue Kléber
75784 Paris Cedex 16

SOCIETE INDUSTRIELLE (120 PERSONNES)

construit machines automatiques
recherche pour TOURS

INGENIEUR B.E. DIPLOME

35 ans minimum. Ingénieur d'hommes. Expérience
encadrement B.E. Solides connaissances électro-
mécanique, automatisme pour études, mises au
point, réalisation matériel manutention.

Adresser C.V. manuscrit, TELEPHONE + photo
+ salaire actuel à : **réf. 75.008, à PAULE DELORME,**
24, rue de la Scellerie, 37000 TOURS

Tél. : (47) 65-41-54. Chargée de la sélection.

SOCIETE CIRA-GEIGY S.A.

Usines de Saint-Pons (Rhône)
recherche

ING. confirmé BUREAU d'ETUDES

pour poste d'avenir LYON

- Formation Centrale ou A.M.
- 30 ans minimum.
- Expérience intell. chimiques souhaitée.

Ecrire avec C.V. à
Service des Personnes
B.P. 65 - 69190 SAINT-PONS

Important

Constructeur français

Matériel Electrotechnique

Haute Tension

recherche

SECRETAIRE GENERAL

- Chargé notamment des problèmes
de personnel et administratifs.

- Age minimum 40 ans.

- Formation générale supérieure
ou bon autodidacte.

- Expérience similaire en milieu
industriel.

- Poste situé dans le Haut-Rhin.

Adresser C.V. et lettre motivée sous réf. 72013 G

ORES SECE 11 Allée de Robertau
67000-STRASBOURG

IMPORTANTES SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES

recherche

LIBRE RAPIDEMENT (1-12-1976 ou plus tard)

pour sa filiale de COTE D'IVOIRE

implantée à ABIDJAN

UN CHARGÉ DE PROGRAMMES

auquel seront confiées l'étude, le montage et le
suivi d'une importante opération de construction
et ce tant sur le plan financier et fiscal que sur
le plan administratif et technique.

Le candidat retenu, qui bénéficiera durant les
trois ans prévus initialement pour ce détachement
du régime « des expatriés », devra avoir impérati-
vement une formation technique (niveau Ingénieur
T.S. ou équivalent) complétée par un diplôme de
gestion du type I.A.E. ou équivalent.

Il devra en outre avoir une expérience profession-
nelle de 3 à 5 ans minimum, acquise et possible
dans une entreprise générale de bâtiment.

Ecr. avec C.V. détaillé et prêt, sous no 71.772 à
CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75009 Paris
Cedex 04, qui transmettra.

INTERNATIONAL

PARTNERS

offre

OPPORTUNITES

EXCEPTIONNELLES

à

QUAGADOUOU

(Haute-Volta)

DIPLOMES

DE L'ENSEIGNEMENT

SUPÉRIEUR

Référ. de 1^{er} plan exigées pour
disciplines suivantes :
Economie, Juridiques
Comptables.

Apr. C.V. et photo récente à
INTERNATIONAL PARTNERS
(Bureau de Paris), 14, passage
Duguesclin, 75015 PARIS.

Coll. Centre Afrique demande
profess. Math. 1^{er} Cycle.
Ecr. n° 7256, à **Le Monde + Publ.,**
3, r. des Italiens, 75271 Paris-P.

COME TO ENGLAND se pair.
Pai de frais. Pour plus de dé-
tails, écrire à : **Au Pair Inter-
national (Smb), 18 Succleuch
Road, Brantome Park, Poole,
Dorset, BH 13 6 L.F., Angleterre**

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03
Offres d'emploi Placards encadrés	38,00	44,37
minimum 15 lignes de hauteur	8,00	9,18
DEMANDES D'EMPLOI		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES	25,00	29,19
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Les systèmes de gestion: un secteur en perpétuel devenir

Produire une gamme de systèmes continus et cohérents, qui soient en mesure de suivre l'évolution des besoins des clients: c'est le but de notre action technique. Mais, nous ne pouvons pas atteindre une situation optimale sur le marché sans la complémentarité de l'action commerciale.

Le rôle de nos Ingénieurs Commerciaux - aider les acquéreurs à choisir le système le mieux adapté à leurs besoins - implique qu'ils aient la culture économique (formation commerciale supérieure) et la tournure d'esprit permettant le dialogue avec les clients et leurs collaborateurs.

Des postes sont à pourvoir à PARIS, et en Province.

Adresser CV et prétentions à Monsieur GIESE sous référence 140, OLIVETTI FRANCE, Direction du Personnel et des Relations Humaines, 91, rue du Faubourg St-Honoré 75008 PARIS.

olivetti

EUROMARCHE

1 CHEF COMPTABLE

Stagiaire

Ce poste comportera des voyages en Province et nécessitera à tout moment ayant:

- D.E.C.S. ou diplôme équivalent.

- Expérience informatique confirmée.

Le Candidat ne doit pas avoir moins de 28 ans et doit posséder un sens de l'organisation du travail et du contact humain.

Ce poste réclame une forte personnalité et un dynamisme caractérisés.

Nombreuses possibilités à l'intérieur d'un groupe en pleine expansion.

La rémunération sera déterminée en fonction des aptitudes des Candidats.

Envoyer CV Préférences et photo à:

EUROMARCHE

Monsieur Ph. GILLES

182 R.N. 7 - 91200 ATHIS-MONS

digital

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
Leader dans le domaine des mini-ordinateurs
et Constructeur de grands systèmes de réputation mondiale.

INGENIEURS SOFTWARE (LOGICIEL)

pour fournir une assistance à la clientèle sur PDP-11 et DEC SYSTEMS 10/20

NOUS DEMANDONS:

• une expérience de 2 ans au moins en Scientifique ou gestion.

• La connaissance approfondie d'un système d'exploitation d'un langage assembleur et d'un langage évolué.

• La maîtrise de la langue anglaise.

Venez vous joindre à un groupe dont le développement est tel que chacun peut y trouver une évolution de carrière à la mesure de ses capacités et de ses ambitions.

Postes à pourvoir à PARIS (réf. ISP11) et LYON (réf. ISL12).

Veuillez adresser votre CV+ photo à:

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - Direction du Personnel

18, rue Saarlén - Cidex L 225 - 94533 RUNGIS

ECOLE PRIVEE PARIS-EST

PROFESSEUR PHYSIQUE

expérimenté et service parfait.

Adr. C.V. à CLAIR, 3, rue des Mathurins, 75008 PARIS, qui tr.

A.T. ELECTRONIC

Niveau B.T.S. ou D.U.T., spécialité G.A. pour S.A.V.

Nombreux déplacements France et étranger.

Adr. C.V. à CLAIR, 3, rue des Mathurins, 75008 PARIS, qui tr.

STC EXPERTISE COMPTABLE

recherche

CHEF DE MISSION

Niveau certificat supérieur, réputation, pr. commissariat. Env. C.V. et prétentions à SODIP, 50, rue de la Justice, Paris (20^e).

emplois régionaux

MICHELIN

recherche

jeunes cadres commerciaux

H.E.C. ESSEC. ESCP. ou équivalent

Alliant leurs connaissances à un goût réel du commerce et à des qualités d'homme de réflexion, de concertation et d'action.

Nous leur proposons

• de débiter une carrière commerciale dans notre réseau de vente après une solide formation sur nos produits, nos structures et nos méthodes.

• de développer ensuite cette carrière dans l'une des différentes filières de notre commerce international en France ou à l'étranger (direction des ventes, direction commerciale, administration commerciale).

• de réelles possibilités d'évolution vers des responsabilités de premier plan à ceux qui sauront joindre avec rigueur leurs talents personnels à la solidité de notre expérience.

Adresser candidature à MICHELIN SP/35 63040 CLERMONT-FERRAND CEDEX La discrétion la plus absolue est assurée.

NAVIGES DE LIGNE

Compagnie internationale transports maritimes armement, importante flotte. Flotte navires de charge et pétroliers recherche pour son bureau de Monaco

CHEF D'EXPLOITATION

Navire de ligne, connaissance approfondie conférences maritimes, expérience acquise auprès armateurs et/ou courtiers. Age: 35 ans environ. Parfait bilingue anglais.

Adresser candidature, C.V. détaillé, photo récente (retourner), résumer, actualité, prêt, n° 400.077 M. Régie-Presse, 15 bis, r. Réaumur, Paris-2^e, qui tr. Discretion absolue.

ingénieur process d'exploitation

Ce poste, intégré à l'équipe process consiste, à apporter aux services fabrication toute l'assistance technique dont ils peuvent avoir besoin.

Il sera proposé à un Ingénieur Grande Ecole de haut niveau ayant une formation complémentaire I.F.P. et/ou une expérience de 2 ans minimum dans un service d'exploitation pétrochimique.

Pour informations complémentaires écrire sous référence 51037.

egor

5, rue Meyerbeer 75008 Paris

GALVANOR COLORACIER (filiale d'USINOR)

50 kms nord de Paris - recherche pour son service Informatique

Ingénieur Débutant

libéré des obligations militaires, de formation ENSI.

Nous attachons plus d'importance à la valeur personnelle du candidat, à sa disponibilité, à son esprit d'équipe qu'à sa formation technique qui sera assurée au sein de la Société.

Ce poste peut évoluer rapidement vers la responsabilité de projets.

séle

CEGOS

Adresser lettre man. + CV détaillé à M. CLERE sous réf. 73361/M, Séle - CEGOS - 33, Quai Gallieni, 92153 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

GIS

GESTION INFORMATIQUE SYSTEME
Dans le cadre de notre développement nous recherchons

PROGRAMMEURS

ANALYSTES PROGRAMMEURS
Niveau IUT ou maîtrise informatique ayant minimum 1 à 2 ans d'expérience.

INGENIEURS ANALYSTES

CHEFS DE PROJETS
Formation Ingénieur ou maîtrise Informatique. Ayant minimum 2 à 4 ans d'expérience d'analyse et conduite de projet.

INGENIEUR D'AFFAIRES

chargé du suivi technique des travaux et des relations avec la clientèle et le personnel. Formation d'ingénieur, ayant minimum 4 à 6 ans d'expérience dans fonctions similaires.

Rémunération avantageuse et plan de carrière assuré.

Ecrire C.V. détaillé + photo à GIS 48, rue du Banquet - PARIS (19^e)

AUTOMATISMES INDUSTRIELS

directeur d'usine

Nous concevons et fabriquons des automatismes industriels fort appréciés sur le marché européen. Nos efforts permanents pour améliorer notre gestion nous conduisent aujourd'hui à rechercher le responsable de notre principale usine (300 personnes).

Sa mission essentielle sera de concevoir et mettre en place les moyens nécessaires à une gestion moderne de l'usine visant à satisfaire les impératifs commerciaux (qualité, délais) au moindre coût. Il aura pour cela l'assistance des services fonctionnels de l'entreprise (organisation, informatique, contrôle de gestion, ...).

Ingénieur (E.C.P. A.M. par exemple), il aura une expérience de production et posséder de bons résultats diversifiés en moyenne série, des qualités de leader et d'animateur et la volonté ferme de développer une organisation performante et motivante.

Le poste est à pourvoir rapidement dans une ville proche de la région Parisienne où existent toutes les possibilités scolaires.

Nous avons confié aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP le soin de réunir les candidatures. Vous pouvez compter sur leur discrétion. Ecrivez-leur sous réf. 20.213-M

EUREQUIP

B.P. 30 - 92420 Vaucresson

No 1 EN FRANCE

(Bureau d'Equipe du Bâtiment) nous créons, sur proche Ouest parisien, le poste de:

ASSISTANT-MARKETING

Adjoint du Directeur Commercial, il aura pour tâches de:

- préciser nos marchés réels et potentiels, participer à la définition et au développement de notre ligne de produits;

- participer à l'amélioration de nos méthodes de communication et de distribution et intervenir dans leur mise en application.

Le candidat retenu aura une formation commerciale supérieure et au moins 3 ans d'expérience dans une fonction analogue.

Ecrire avec C.V. photo et prêt sous n° 6101 à: GINOBEN - 104, rue La Fayette, 75010 PARIS, que nous avons chargé de sa sélection.

SOCIETE INDUSTRIELLE

(BIENS EQUIPEMENT FERROVIAIRES) proche banlieue Nord recherche

INGENIEUR QUALITE

chargé du contrôle sous-traitance du suivi des aspects techniques de l'assistance technique (mécanique/électrique) aux constructeurs et utilisateurs.

Ce poste s'adresse à un homme jeune, mobile, rigoureux, capable contacts tous niveaux.

Formation technique, niveau Ingénieur ou technicien supérieur.

Envoyez C.V. manuscrit, TELEPHONE + photo + salaire actuel à réf. 74.007, à PAULE DELORME, 24, rue de la Solierie, 97000 TOITOTS

Tél.: (47) 05-41-54. Charge de la sélection. Les interviews auront lieu à PARIS

IMPORTANTE SOCIETE

MULTINATIONALE (Banlieue Sud Paris)

recherche pour son Service Marketing

jeune statisticien débutant

pour utilisation d'outils statistiques, en vue d'application marketing.

Niveau licence mathématiques ou maîtrise Gestion/Economie avec option statistiques.

Anglais courant. Sens de responsabilité.

Goût du contact.

Ecrire avec C.V. photo et prétentions sous réf. 30867, à Havas Contact

156 Bd Haussmann; 75008 Paris qui transmettra...

IMPORTANTE SOCIETE BANLIEUE SUD

recherche pour son SERVICE DU PERSONNEL

2 JEUNES CADRES ADMINISTRATIFS

- L'un sera chargé de la constitution et de l'exploitation d'un fichier informatique de gestion des personnels et d'études sur les problèmes de réglementation.

- L'autre, des questions salariales (étude et suivi des rémunérations, enquêtes, budget...).

FORMATION: Licence en Droit ou équivalent. Une première expérience dans la métallurgie serait appréciée.

Ecrire sous n° 72.134 à CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (10^e), qui transmettra.

compagnie générale d'informatique

société de conseil en informatique de gestion

offre carrière

analyste-programmeur

à débutants

• ayant au moins 2 années d'études scientifiques après le baccalauréat

• libérés de leurs obligations militaires

les candidats engagés recevront une formation aux techniques de la CGI (CORIG, PAC)

envoyer C.V., photo à madame jamet

cgf, 84 rue de grenelle 75007 paris

SNCF

OFFRE

105 EMPLOIS DANS SES BUREAUX D'ETUDES

Recrutement par concours

des 20, 21 et 22 octobre

(Connaissances en DESSIN INDUSTRIEL néces.)

OUVERTS AUX JEUNES GENS:

- Français ou naturalisés français, nés entre 31-12-1967 et le 31-12-1958.

- Titulaires d'un baccalauréat ou d'un brevet de technicien scientifique ou technique.

Rémunération de début: 3.000 F par mois environ. Carrière intéressante - Emploi stable.

Avantages sociaux

Sortir à: Département du Personnel à PARIS.

- Direction de l'Équipement, 17, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS (70 emplois).

- Réseau EST, 13, rue d'Alsace, 75010 Paris (8 emplois).

- Réseau NORD, 18 bis, rue de Dunkerque, 75475 Paris (8 emplois).

- Réseau OUEST, s'adresser au Réseau du SUD-OUEST (8 emplois).

- Réseau SUD-OUEST, 1, place Valhubert, 75013 Paris (15 emplois).

CLOTURE DES INSCRIPTIONS le 20 SEPTEMBRE

INGENIEUR SYSTEME

Intégré à la Direction Informatique du Siège, il remplira des missions de consultant et d'assistance technique auprès des groupes études et exploitation. (CHB Série 60) il aura la responsabilité de concevoir les études prospectives des divers produits logiciels et il participera à la réalisation des projets de télétraitement.

Pour cela, il aura une formation supérieure en informatique, et une expérience similaire de 3 ans minimum sur ordinateur de moyenne puissance (CHB ou IBM) sous OS.

Compétence technique et souplesse dans la collaboration apparaissent ici comme des éléments indispensables.

Un poste est à pourvoir à PARIS.

olivetti

Adresser CV et prétentions à Monsieur LAJEAT

sous référence 5 25 OLIVETTI FRANCE,

Direction du Personnel et des Relations

Humaines, 91, rue du Faubourg St-Honoré 75008 PARIS.

Jeune de 150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

LES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS recrutent par concours

30 ANALYSTES et 30 PROGRAMMEURS SYSTEME

- Formation rémunérée
- Possibilité de poursuivre études universitaires
- Avantages Indemnitaires
- Accès aux emplois supérieurs

Epreuves écrites les 25-26-27 octobre 1976
INSCRIPTION JUSQU'AU 20 SEPTEMBRE

Paris
DIRECTION DES POSTES DE PARIS
140, boulevard du Montparnasse
75675 PARIS CEDEX 14

Province
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES POSTES
au chef-lieu du département de résidence

Très importante société industrielle. Fabrication en grande série pour l'automobile. recherche pour l'une de ses usines à 60 km au nord de Paris :

CADRE

gestion de production

30 ans environ. Formation technique supérieure. Dépendant directement de la Direction et faisant équipe avec les services commerciaux, de fabrication et de méthodes, il aura la responsabilité de la gestion des stocks, des programmes de fabrication et de la définition des séries économiques, en liaison avec le département informatique du siège.

Expérience indispensable de l'ordonnement et de la gestion de série en mécanique.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 01.12.30-13.30.45 h par Information Carrière SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Référence 812.
65, avenue de Wagram
75017 Paris

IMPE ENTREPRISE BATIMENT
recherche pour la région parisienne

Personnel Administratif Comptable

EMPLOIS :

- Comptabilité générale et analytique
- Gestion du personnel
- Services administratifs

Formation exigée
D.E.C.S. ou B.T.S. - D.U.T.

Ecrire avec C.V. à n° 72.129 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er}, qui transmettra

AUDIT
CABINET INTERNATIONAL
Recherche

JEUNES DIPLOMÉS DE GRANDES ÉCOLES COMMERCIALES ou équivalent

Nous offrons une formation aux techniques d'audit par cours, séminaires, travail auprès des clients et stages à l'étranger.

Requis : au moins 2 certificats du DECS ou équivalent, bonnes connaissances de l'anglais.

Envoyer curriculum vitae détaillé (de préférence avec N° de téléphone) à :

Coopers & Lybrand
Boite Postale 451-68 - 75368 Paris Cedex 08

FILIALE AMÉNAGEMENT D'UN GROUPE IMMOBILIER IMPORTANT
recherche

un chargé d'affaires

Il aura la responsabilité du montage juridique et financier d'importantes opérations d'aménagement ou de rénovation urbaine ainsi que de leur coordination.

Ce poste conviendrait à jeune cadre, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant au moins deux ans d'expérience dans une fonction similaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence PARD (à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publicis Conseil
EMPLOIS ET CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

Honeywell
HB NETWORK INFORMATION SERVICES
recherche

UN SPÉCIALISTE EN TÉLÉCOMMUNICATION

qui sera responsable du fonctionnement de son réseau européen de TIME-SHARING.

Le candidat, INGENIEUR ou équivalent, devra justifier d'environ 3 années d'expérience, avoir le sens de l'organisation et parler normalement l'anglais, avoir travaillé dans un contexte international hautement professionnel, nécessitant des voyages de courte durée tant en Europe qu'aux États-Unis.

Ecrire sous réf. 76-3-1 avec C.V. et prétentions à Direction du Personnel HB N.I.S. International, Tour Atlantique Ceder 06, 92086 Paris-La Défense.

Société FRANÇAISE IMPLANTÉE DANS TOUTE L'EUROPE LEADER SUR SON MARCHÉ
recherche

Un RESPONSABLE PROMOTION COMMERCIALE

pour sa Direction Marketing-Communications. (Organisations d'expositions, salons, manifestations, relations publiques).

Le candidat aura 2 à 3 ans d'expérience minimum. Connaissance de l'édition appréciée.

Env. C.V. manuscrit, photo, prétentions, n° 71.857, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. 1^{re}.

Nous sommes une Société Française de 1^{er} Plan fortement implantée sur les marchés extérieurs

La Direction Exportation offre un poste de

CHEF de ZONE

pour le BASSIN MEDITERRANEE (Moyen-Orient excepté)
+ quelques pays européens non affectés

100.000 F+

Il faut avoir une très sérieuse expérience de la vente de biens d'équipement de préférence dans les domaines des Travaux Publics et Bâtiment.

— Sans PARIS.

— Langue anglaise parfaite.

Adresser C.V. détaillé + photo sous réf. 14.005 à

40.941

JEUNES DIPLOMÉS de l'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
Licence Sciences Économiques
Option Gestion d'Entreprises

si vous :

- êtes attirés par les contacts humains,
- recherchez une activité dynamique,
- avez des aptitudes à convaincre,
- souhaitez "faire" votre situation dans la Région Parisienne,

la **Banque Populaire** de la Région Sud de PARIS vous propose, à l'issue d'un stage de formation rémunéré, des perspectives intéressantes de promotion dans le domaine de son :

ACTIVITÉ COMMERCIALE

conduisant à des postes de responsabilités dans la branche "Exploitation".

Les candidats sont invités à écrire :

B.I.C.S.
Direction du Personnel,
55, avenue A.-Briand, 92120 MONTROUGE

jeune cadre comptable

Importante Société de Produits de grande consommation recherche pour ses services comptables, un jeune cadre disposant d'une formation supérieure (ES, St-Eco, Maîtrise de Gestion) + D.E.C.S.

Il aura acquis 2 à 3 ans d'expérience de la comptabilité générale soit en entreprise soit en cabinet spécialisé.

Il sera d'abord chargé d'analyser et de prévoir l'évolution de la structure financière de la société (bilans prévisionnels, espérances de résultats nets, gestion de portefeuilles, études financières diverses...).

Il pourra évoluer ensuite dans le domaine comptable vers des responsabilités plus fortes impliquant l'animation d'une équipe.

Poste à pourvoir dans proche banlieue Ouest de Paris.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, en précisant rémunération actuelle et prétentions, sous réf. E 72048, à HAVAS CONTACT, 156 bd Houssmann 75008 Paris.

Important laboratoire pharmaceutique nous recherchons un (e)

comptable

expérimenté en comptabilité générale

Si vous avez 30 ans minimum, une formation niveau BTS et quelques années d'expérience analogue, nous vous proposons de vous intégrer dans notre service comptabilité. Vous traiterez les problèmes de comptabilité générale et vous participerez à des travaux d'analyse concernant la gestion et le budget. Notre système de comptabilité intégrée vous amène à travailler en étroite collaboration avec vos collègues et nécessite un bon esprit d'équipe. La classification : Agent de Maîtrise. Avantages sociaux importants. Réponse et discrétion assurées à titre lettre man. + C.V. + photo + rém. adressez sous réf. A/5018/5 à Mme Sigollet.

bernard juliet psycom
32, avenue Charles de Gaulle 92200 Nanterre

BACTÉRIOLOGISTES

Hommes ou Femmes

Solide formation théorique et pratique en BACTÉRIOLOGIE GÉNÉRALE et LAITIÈRE pour

surveillance, contrôle et développement de fabrication de ferments lactiques.

Travail en banlieue NORD (4 km de Paris).

Envoyer curriculum vitae et photo à n° 69.744, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui tr.

FILIALE TRÈS DIVERSIFIÉE D'UN GROUPE INTERNATIONAL IMPORTANT
recherche IMMÉDIATEMENT pour son siège social Benilux EST,

UN CADRE ACHETEUR

de formation Ecole Supérieure d'Approvisionnement ou équivalent, ayant deux ans au moins d'expérience de la fonction : recherche de fournisseurs, études de marchés à l'achat, négociations, sélection, rédaction de contrats, suivi. Anglais souhaité, ainsi que faculté de voyages occasionnels.

Env. C.V. détaillé, photo (retournée) à n° 71.587, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. DISCRETION ASSURÉE.

Jeune diplômé d'Ecole Commerciale ou Professionnel de la vente, profitez de l'opportunité que vous offre la société RANK XEROX en posant votre candidature comme

ATTACHÉ (E) COMMERCIAL (E)

pour diffuser notre gamme de copieurs-duplicateurs en étant responsable et gestionnaire de votre zone d'activité.

Nous vous proposons :

- 5 semaines de formation de base rémunérées ;
- Un salaire élevé dès le départ (fixe + variable) ;
- Statut cadre ou assimilé suivant votre diplôme ou votre expérience.

Des postes sont à pourvoir en REGION PARISIENNE, NORMANDIE, PICARDIE et dans les départements des YVELINES et de l'OISE.

Ecrivez-nous en joignant votre curriculum vitae sous référence V 96 à C. RIGAUD, Service Recrutement, B.P. 68, 93002 Aubay-sous-Bois

RANK XEROX

UNILEVER FRANCE
recherche pour renforcer son équipe informatique à PARIS

ANALYSTES de GESTION

• Jeunes diplômés (des) d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP, MBA...) ou scientifiques (ECP, Mines...) avec une formation complémentaire de gestion.

• Au niveau national ou international, les perspectives de carrière sont très ouvertes dans les divers secteurs de la gestion.

Ecrire avec C.V. (inf. XIV/76) à UNILEVER FRANCE
Département Central du Personnel
8, avenue Delcassé
75384 PARIS CEDEX 08

COMPAGNIE D'ASSURANCES moyenne importance mais en constante expansion, recherche

chef de projet INFORMATIQUE

— Formation Grande Ecole — Age min. 30 ans

Pour assurer l'étude et la mise en route de l'automatisation de l'ensemble des services de l'entreprise.

Une expérience de participation à un précédent projet est indispensable.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Poste intéressant et d'avenir pour candidat ouvert, disponible et capable de s'intégrer dans une équipe.

Si vous répondez à ces critères, écrivez en envoyant C.V., photo, références et prétentions sous n° 78

CAPIC 18, rue Volney 75002 PARIS

SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE D'EXPERTISE COMPTABLE
fonctionnant en cabinet de groupe existant depuis 20 ans (15 millions d'honoraires en 1975)
recherche

COLLABORATEURS FORMÉS

- à la révision comptable,
- à l'expertise judiciaire et
- ou Commissariat aux comptes.

Niveau certifiant supérieur de révision comptable ou diplôme d'expert-comptable souhaité.

Rémunération élevée pour élément de valeur. Possibilité association après période probatoire.

Adresser curriculum vitae, photo à B&CO, ext. 380, 5, place des Victoires, 75001 PARIS, qui transmettra.

SANDVIK CONVEYOR (AUBERVILLIERS)
filiale française d'un groupe international recherche

ingénieur d'affaires

- afin de développer sa branche maintenance spéciale et process dans les industries chimiques, textiles et alimentaires,
- ce collaborateur de 35 ans minimum devra avoir une formation Ingénieur A.M. ou équivalente,
- il devra avoir le sens des contacts commerciaux à haut niveau, assurer le suivi des affaires, être dynamique et faire preuve d'esprit d'équipe,
- une expérience d'au moins 5 ans dans des fonctions similaires est exigée.

La pratique courante de l'anglais est indispensable, l'allemand serait apprécié.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous référence 786/M à

guillon sélection
23, AV. DE LIVRY 93340 LE RAINCY

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS
recherche pour recrutement immédiat dans sa Direction des Personnels et des affaires sociales

UN CADRE

DE FORMATION INGENIEUR à qui seront confiés les problèmes de qualification et de conditions de travail.

Le candidat, dont l'âge souhaitable se situera autour de 40 ans environ, doit avoir une solide expérience industrielle. Il devra particulièrement être un homme de méthodes, d'innovation et de relations.

Le poste, situé au siège social à PARIS, réclamera de nombreux déplacements en province.

Adresser curriculum vitae avec prétentions : 12, quai Henri-IV - 75004 Paris.

Entreprise en pleine expansion PARIS (20^e) recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

30 ans minimum

Connaissances comptables, informatiques, gestion financière

Bases de droit social

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 7161 à P. LICHARD S.A., 10, rue de Louvois, 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra

USINES DE BEAUCHAMP (Val-d'Oise)

INGÉNIEUR CHIMISTE

- formation de type ENSI, INSA, etc.
- débutant ou ayant une première expérience professionnelle d'ingénieur : procédés en industrie chimique,
- bon niveau en anglais très apprécié.

— RÔLE : aide technique à la production, suivi des performances techniques produits,
- modifications des références existantes et développement des nouveaux produits en fonction des besoins du marché.

Devant agir en temps que conseiller, l'ingénieur devra faire preuve d'un excellent contact à tous niveaux et d'un sens de la persuasion.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions à 3M FRANCE, Service Recrutement, avenue Boule, 95250 BEAUCHAMP.

3M

SPORTS

ÉCONOMIE

POLO

Le « Chat maltais » à Deauville

Deauville. — Le meeting de Deauville n'est pas terminé et le vainqueur du Grand Prix rentré dans son van qu'une élite, en ce dernier dimanche d'août, traverse les grandes pistes de l'hippodrome pour gagner le terrain contigu du polo.

La Coupe d'or, créée par François André en 1950, va se disputer à l'entre les redoutables

« bleu et jaune » de Brattas et les « roses » de La Vicuna. Les averse de cette journée exceptionnelle ont rendu le terrain lourd, ce qui n'empêchera pas le soleil de bientôt entre les nuages ni les prompts petits sabots de se lancer dans des galopades éperdues jusqu'à l'horizon de la Touques, dominés par leurs lanciers à maillet.

De notre envoyé spécial

« Le poney de polo tient quelque peu du poète. Est-il né avec l'amour du feu qu'on peut en faire quelque chose. » Ce jugement équestre s'applique au « Chat maltais » de Rudynd Kipling qui entretenait des dialogues muets avec son cavalier et poursuivait la balle autant avec la tête qu'avec les jarrets dans des enroulements d'équilibre, de dog-carts, d'ombrelles et d'officiers en tenues écarlates pour Gungu Din. C'est aujourd'hui l'orgueil des chevaux de polo argentins. On l'a bien vu tout au long du match gagné de justesse par ceux de Brattas. Produits d'un pur-sang et d'une jument type « bourboulons », créés dès l'âge de deux ans par les péons des « estancias », entraînés comme des acrobates au démarrage instantané, aux dépens du galop de pied ferme et sur le reculer, aux virages « tourne bride », ces champions hors concours entrent pour 80 % dans le triomphe des challenges qui, de Bagatelle à Deauville, en passant par Vittel, constituent la saison internationale du polo.

Si cette équitation de balle amuse au premier chef les

Football

M. MARC BOURRIER NOMMÉ ADJOINT DE M. MICHEL HIDALGO

Le conseil fédéral, réuni le 28 août à Paris, a nommé M. Marc Bourrier, ancien entraîneur d'Avignon, adjoint de M. Michel Hidalgo à la direction des équipes de France.

La direction technique nationale du football français est maintenant composée de cinq entraîneurs :

- M. Michel Hidalgo (Sud-Ouest, Midi, Centre-Ouest) ;
- M. Henri Guérin (Normandie, Ouest et Atlantique) ;
- M. Jacky Brann (Paris, Région parisienne et Rhône) ;
- M. Marc Bourrier (Est, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Nord-Est et Franche-Comté) ;
- M. Gaby Robert (Sud-Est et Lyonnais).

« Pour polir les forêts des Stéphanois Gérard Parison et Christian Lopez, M. Michel Hidalgo, directeur des équipes de France, a fait appel à Michel Boesle (Nantes) et à Jean-Pierre Adams (Nice). L'équipe de France qui rencontrera le Danemark, le 1^{er} septembre à Copenhague, aura donc la composition suivante : Barateil (Nice) ; Janvion (Saint-Etienne), Adams (Nice), Guérin (Marseille), Boesle (Nantes) ; Benayen (Saint-Etienne), Larqué (Saint-Etienne), Platini (Nancy) ; Rocheteau (Saint-Etienne), Lacombe (Lyon), Six (Valenciennes).

FAITS DIVERS

UNE ENQUÊTE VA ÊTRE OUVERTE SUR LE FONCTIONNEMENT DES CENTRES AÉRIÉS

L'intoxication de près de cent enfants dans deux centres aérés du bois de Vincennes (le Monde du 27 août) a attiré l'attention du préfet de Paris, M. Jean Tautou, qui a demandé un rapport sur le fonctionnement des centres à l'inspection générale. Les élus communistes du Conseil de Paris, qui ont réuni lundi une conférence de presse sur le grave incident de Vincennes, estiment que cette mesure est un premier succès.

Certains enfants sont hospitalisés depuis une semaine, et quelques-uns doivent subir des soins douloureux et des perfusions. Plusieurs parents contestent que la contamination ait eu lieu une semaine auparavant, puisque le virus a atteint des enfants qui ne fréquentaient le centre que depuis deux jours. Ils accusent l'administration de vouloir étouffer l'affaire.

« Trafic d'op » à la frontière franco-suisse. — Une cinquantaine de personnes ont été arrêtées, vingt-cinq d'entre elles d'une valeur de 500 000 francs et des fournitures d'habillement estimées à 900 000 francs ont été découvertes lundi 30 août par les douaniers français dans une camionnette à la frontière franco-suisse. Les trois occupants de la voiture et un complice, dont l'identité n'a pas été révélée, ont été écroués à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie).

Près de Beauvais

UNE FILLETTE EST DÉCOUVERTE ÉTRANGÉE DANS UN CHAMP

Une fillette âgée de douze ans, Françoise Wilmar, domiciliée à La Rue-Saint-Pierre (Oise), a été retrouvée étranglée, lundi 30 août, vers 14 heures, dans un champ de maïs situé en bordure d'un chemin vicinal à Breilles, près de Beauvais. La jeune fille, partie vers 10 heures à bicyclette du domicile de ses parents, était allée faire des courses au bourg de Breilles, distant de 3,7 kilomètres.

Étranglée avec un bout de pantalon déchiré, Françoise Wilmar n'a pas semble-t-il subi de violence. Les provisions achetées par la jeune fille ainsi que l'argent qu'elle avait donné sa mère (60 F) ont disparu. Le parquet de Beauvais (Oise) a ouvert une enquête.

« Après le naufrage d'un canot à moteur dans le lac Léman, au large d'Yvoire (Haute-Savoie), dans la nuit du 22 au 23 août, une information a été ouverte par le parquet de Thonon pour rechercher les causes de la mort de quatre des six occupants de l'embarcation. Le juge d'instruction chargé du dossier entendra les témoins, notamment les deux rescapés, qui ont déjà déclaré avoir été surpris par l'arrivée subite de l'eau dans le fond du canot. Le magistrat va également désigner des experts afin que ceux-ci puissent examiner l'épave, gisant actuellement sur un fond d'une cinquantaine de mètres, et que l'on sache pourquoi renfoncé.

Motocyclisme

WALTER VILLA SUCCEDE A JOHNNY CECOTTO

L'italien Walter Villa et l'espagnol Angel Nieto ont été sans conteste les grands triomphateurs du Grand Prix d'Allemagne de motocyclisme, avant-dernière épreuve du championnat du monde, disputée le 29 août sur le circuit du Nürburgring.

Déjà champion du monde en 1975, Villa, sur Harley-Davidson, a non seulement remporté cette course, mais aussi celle des 350 cm³, devenant champion du monde 1976 de cette catégorie et déclinant le jeune vénézuélien Johnny Cecotto (vingt ans).

L'autre grand triomphateur de la journée, l'espagnol Angel Nieto, tenant du titre des 50 cm³, n'a pas été inquiété outre mesure par l'outsider ouest-allemand Herbert Rittberger. Prenant la tête dès le début de la course, Nieto finit celui-ci avec une confortable avance sur le vice-champion du monde et conserva ainsi son titre.

En revanche, les deux voltigeurs qui suivent, construits eux aussi pour la Mini Ton Cup, retiennent déjà l'attention de plusieurs spectateurs : Brunel desné par Jean Bernet, de La Rochelle, et Chacok, de Jacques Fauroux de Cannes, ne présentent rien d'insolites dans leur coupe ni dans leur gréement. Menés respectivement par Bertrand Chéret et par Bruno Troublé (qui se trouvaient, le premier en 1972, le second en 1975, à bord du Soling représentant la France aux Jeux olympiques), ces deux « 16 pieds » seraient certainement devenus « 18 pieds » si le vent eût été moins redoublé.

VOILE

Des vainqueurs inattendus pour la Mini et la Threequarter Ton Cup

Disputées par des vents très faibles, les quatre épreuves de la première Mini Ton Cup ont été remportées par « l'Étréne », un « 16 pieds » singulier puisqu'il mesure 7,30 mètres, soit autant qu'un « 18 pieds » de la Quarter Ton Cup et qu'il est dépourvu de voile d'avant. Le libéralisme de la jauge a permis au Rochelais Patrick Phélipon, qui l'a conçu, d'engager un bateau très à l'aise dans le seul petit temps. Favorisé par les circonstances, « l'Étréne », barré par J. Gelisseau, spécialiste du 470, l'emporte nettement au classement général. Mais cette curieuse création ne peut donner naissance à une série.

En revanche, les deux voltigeurs qui suivent, construits eux aussi pour la Mini Ton Cup, retiennent déjà l'attention de plusieurs spectateurs : Brunel desné par Jean Bernet, de La Rochelle, et Chacok, de Jacques Fauroux de Cannes, ne présentent rien d'insolites dans leur coupe ni dans leur gréement. Menés respectivement par Bertrand Chéret et par Bruno Troublé (qui se trouvaient, le premier en 1972, le second en 1975, à bord du Soling représentant la France aux Jeux olympiques), ces deux « 16 pieds » seraient certainement devenus « 18 pieds » si le vent eût été moins redoublé.

Dans cette première édition de la nouvelle Coupe, la participation internationale n'est pas apparue aussi brillante ni aussi étoffée qu'on l'aurait souhaité. Soixante concurrents avaient acquitté leur droit d'inscription ; un peu plus de trente ont participé aux épreuves. Mais la partie est gagnée. Très bien organisée par la société des Régates rochelaises, la confrontation imaginée par François Tuffier devrait attirer l'an prochain, dans les mêmes eaux, un nombre appréciable de Britanniques, de Néerlandais, de Suisses et d'Italiens. Et qui sait si les États-Unis n'entreraient pas en scène ? Dès maintenant, on peut penser que l'équipage « mini tonner » apparaîtra sur plusieurs petits voiliers à deux cou-

chettes exposés en janvier prochain, au Salon de la plaisance.

Courue à peu près en même temps, à Plymouth, la Threequarter Ton Cup réunissait une trentaine de voiliers jaugant 24,5 pieds, c'est-à-dire mesurant environ 10 mètres. Comme la One Ton Cup gagnée à Marseille par Resolute Salmon, la compétition disputée en Grande-Bretagne a été remportée par un bateau inattendu, Finn Fire, nouveau voilier finlandais dessiné par un professeur en mathématiques, Elvind Stål, qui naviguait à bord avec son fils. Le reste de l'équipage, et en particulier le chef de l'équipe Bruce Banks, était britannique. Le vainqueur est talonné par deux bateaux anglais de Ron Holland, Golden Delight et Machismo. Vient ensuite un voilier français Bilou Belle, à D. Malbrand, sur lequel on trouvait un bon équipage comprenant Patrick Carpentier qui, à vingt-six ans, a déjà disputé la Course autour du monde et le Triangle atlantique. Bilou Belle, un Contention 33 de série, est le premier classé des Petersen.

GUY DEMESSENCE

Informe son aimable clientèle de la réouverture du restaurant « CHEZ FRANÇOISE »

Agréé des Invalides, le 1^{er} septembre, tél. 551-87-20

YVES ANDRÉ

Appel d'Offres

Les gouvernements de la République Arabe du Yémen (RAY) et de la République Populaire Démocratique du Yémen (RPDY) ont reçu des prêts du Fonds Arabe de développement économique et social pour la construction d'une route reliant la ville de Aden en RPDY à la ville de Taiz en RAY portant sur :

1. Section en RAY : Environ 60 kilomètres de route asphaltée à deux voies, de 7 mètres de largeur, avec des banquettes de deux mètres de largeur de part et d'autre de la route, partant d'un point situé à six kilomètres de Taiz sur la route Taiz-Sana'a et s'étendant jusqu'à la frontière entre la RAY et la RPDY en passant par Ar Rahda et comprenant un pont en béton armé.

2. Section en RPDY : Environ 58 kilomètres de route asphaltée à deux voies, de 7 mètres de largeur avec des banquettes de 2 mètres de largeur de part et d'autre, allant de Aden à Nawbat Dikelm avec des travaux d'amélioration portant sur environ 6,4 kilomètres de la route actuelle reliant Nawbat Dikelm à la frontière entre la RPDY et la RAY, y compris 4 ponts en béton précontraint et un pont en béton armé.

Les firmes d'entreprises de qualifications internationales sont invitées à soumettre leur offre pour la construction de l'une ou des deux sections ci-dessus.

Les documents d'adjudication peuvent être obtenus à partir du 15 septembre 1976 contre une somme non remboursable de 200 dollars US (deux cents dollars US) pour chacune des sections, de :

Highway Authority, Sana'a, YAR, pour la section en RAY.
Ministry of Communications, Khormaksar, Aden, RPDY, pour la section en RPDY.
ou :
Dar Al-Watandah Consultants (Share and Partners),
91 New Cavendish Street, London W1M 7FS.
ou :
Abulqah Al-Tal Building, Jabel Al-Husseini,
opp' Mosheer Hospital, Amman, Jordan.

Les documents d'adjudication doivent être dûment remplis et retournés simultanément à : Highway Authority, Sana'a, YAR, pour la section en RAY ; et à The Secretary, Central Tender Board, Aden, RPDY, pour la section en RPDY, le 15 novembre 1976 avant midi au plus tard, et suivant les instructions contenues dans les documents de soumission.

CONFLITS

LA C.F.D.T. DÉNONCE LE LICENCIEMENT D'UN DÉLÉGUÉ SYNDICAL AUTORISÉ PAR M. DURAFOUR

Avant de quitter la rue de Grenelle, le 25 août, M. Michel Durafour, alors ministre du travail, a autorisé le licenciement de M. Daniel Torque, délégué syndical C.F.D.T. à l'usine Saint-Prères de Filzou (Somme), fabrique de jute et de textiles d'emballage dépendant du groupe Agache-Villot. Selon la C.F.D.T., le comité d'entreprise, le comité central d'entreprise et l'inspection du travail avaient refusé ce licenciement demandé par la direction de l'usine. Cette dernière avait alors fait appel auprès du ministre du travail.

Tout au long du mois de décembre, indique la C.F.D.T., les travailleurs de l'usine de Filzou ont eu à subir des licenciements de négociations portant sur un treizième mois de salaire. Devant le refus de dialogue opposé par la direction, les ouvriers avaient duré leur action, refusant, le 6 janvier (le Monde du 8 janvier), des cadres dans les locaux de l'entreprise. La police était intervenue et il y avait des dégâts matériels assez importants.

Dans un communiqué, la fédération habillage - cuir - textiles (HACUTEX) C.F.D.T. a dénoncé la décision, inadmissible d'un ministre du travail qui n'a pas à dévaliser ses inspecteurs pour donner des gages au patronat (...). Cette décision prouve la volonté du pouvoir de causer les expéditions syndicales s'opposant à sa politique, qui est de faire supporter les frais de la crise aux travailleurs.

L'inspection du travail avait considéré que l'action revendicative menée le 6 janvier était « collective ». Et de Grenelle, on rappelle que la ligne de conduite de M. Michel Durafour était d'autoriser le licenciement « en cas de violence ».

GUY DEMESSENCE

Informe son aimable clientèle de la réouverture du restaurant « CHEZ FRANÇOISE »

Agréé des Invalides, le 1^{er} septembre, tél. 551-87-20

CONDITIONS DE TRAVAIL

La rentrée des classes

DES FACILITÉS D'HORAIRE POUR LES MÈRES DE FAMILLE QUI TRAVAILLENT

Chaque année, le jour de la rentrée des classes, certaines mères de famille qui travaillent éprouvent des difficultés pour accompagner à l'école leurs enfants qui abordent la vie scolaire.

C'est pourquoi, comme en 1975, le C.N.P.F. recommande aux chefs d'entreprise, dans un communiqué, « d'accorder, dans toute la mesure du possible, des aménagements d'horaires, le mardi 14 septembre 1976, pour donner aux mères qui le souhaitent, le temps d'emmener leurs très jeunes enfants à l'école ».

« C'est pourquoi, comme en 1975, le C.N.P.F. recommande aux chefs d'entreprise, dans un communiqué, « d'accorder, dans toute la mesure du possible, des aménagements d'horaires, le mardi 14 septembre 1976, pour donner aux mères qui le souhaitent, le temps d'emmener leurs très jeunes enfants à l'école ».

ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

Institut international d'enseignement privé, spécialisé depuis 1963 dans la formation et le perfectionnement des cadres. Cours général FORMATION EN ADMINISTRATION D'ENTREPRISE, réservé à de futurs cadres polyvalents, durée environ 9 mois, études à plein temps ou à temps partiel (pas d'enseignement par correspondance). Début de la prochaine session : 15 octobre 1976. Conditions d'admission (voir dossier) : 1^{er} principe : 21 ans minimum, études secondaires (baccalauréat ou diplôme équivalent). Langue de travail : français. Méthodes pédagogiques actives. Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens (dirigeants, cadres ou conseillers). Contrôle continu et systématique des connaissances.

L'E.C.I. organise également un « Cours supérieur Préparation à la Direction des Entreprises », réservé aux cadres déjà en fonction. Documentation détaillée sur simple demande ou téléphone au Secrétaire de l'Ecole de Cadres de Lausanne ECI, chemin de Mornex 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 29 32, en précisant la référence.

ESTADO DO PARANA

SECRETARIA DE ESTADO DAS FINANÇAS
COMPANHIA PARANAENSE DE ENERGIA ELETRICA
COPEL

CIA. AUXILIAR DE EMPRESAS ELÉTRICAS BRASILEIRAS
CAEBE

INVITATION TO PROSPECTIVE SUPPLIERS
OF
ELECTRIC AND ELECTRONIC EQUIPMENT AND MATERIALS

The COMPANHIA PARANAENSE DE ENERGIA ELETRICA - COPEL, has received a loan from the International Bank for Reconstruction and Development in various currencies equivalent to U.S. Dollars \$2,000,000 toward the cost of COPEL distribution project, and intends to apply the proceeds of this loan to eligible payments under the contract for which this invitation to bid is issued. Payment by the International Bank for Reconstruction and Development will be made only at the request of the Companhia Paranaense de Energia Elétrica - COPEL and upon approval by the International Bank for Reconstruction and Development in accordance with the terms and conditions of the loan agreement and will be subject in all respects to the conditions of that agreement. Except as the Bank may specifically otherwise agree, no party other than the Companhia Paranaense de Energia Elétrica - COPEL shall derive any right from the loan agreement or have any claim to loan proceeds.

COPEL has contracted the services of COMPANHIA AUXILIAR DE EMPRESAS ELÉTRICAS BRASILEIRAS (CAEBE) to co-ordinate the purchase of the materials listed herebelow. The program will cover the expansion of the subtransmission and distribution systems of COPEL, which will include, but is not limited to, the purchase of the following materials and equipment:

- 1 - Aluminum conductors with and without steel reinforcement
- 2 - Copper conductors
- 3 - Accessories and line hardware
- 4 - Suspension, pin and pedestal insulators
- 5 - Power fuse switches
- 6 - Disconnect switches, hand driven and motor driven
- 7 - Load break switches
- 8 - Capacitors
- 9 - Capacitor oil switches
- 10 - Starter type voltage regulators
- 11 - Distribution type voltage regulators
- 12 - Potential transformers and current transformers
- 13 - Galvanized steel cable diameter 9 mm SM and diam. 8 mm HS
- 14 - Automatic sectionalizers
- 15 - Reclosers
- 16 - Laminaries and accessories
- 17 - Power transformers
- 18 - Distribution transformers
- 19 - Circuit breakers
- 20 - Metal clad switchgear
- 21 - Relays
- 22 - Lightning arresters and discharge counters
- 23 - Test board
- 24 - Watthour meters
- 25 - Control and protection switchboards
- 26 - Battery battery charger set
- 27 - Grounding systems
- 28 - Laboratory equipment
- 29 - Hot line maintenance equipment
- 30 - Radio communication equipment
- 31 - Topography equipment
- 32 - Steel structures
- 33 - 15 kV insulated conductors
- 34 - 800 V insulated conductors
- 35 - Test and laboratory equipment utilized on electric distribution system
- 36 - Mobile substation

Invitations to bid will be issued by CAEBE and are open to any manufacturer or supplier located in Switzerland or any member country of the International Bank for Reconstruction and Development - IBRD who wish to be included in a mailing list in order to receive information regarding invitations to bid are requested to express their interest in a letter addressed to:

CAEBE
Attenção Coordenador de Compras
Avenida Rio Branco, 135 - 13º andar
Post Office Box 883
20-00 Rio de Janeiro 20.000, Brasil

The letters from prospective suppliers and manufacturers should include the materials and equipment which they propose to bid. These letters will be received up to and including NOVEMBER 1, 1976 and all letters will be included in the mailing list of the bids. After the bid has been evaluated, COPEL shall ascertain whether the lowest bidder has the capability and financial resources effectively to carry out the supply. If the bidder does not meet this test, his bid shall be rejected.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SÉCHERESSE

Dans plusieurs départements

Les paysans manifestent contre le plan d'aide du gouvernement

Les ministres de l'agriculture des neuf pays du Marché commun se réuniront le 9 septembre, à Bruxelles, pour examiner la situation créée par la sécheresse, a annoncé M. Lardinois, membre de la Commission européenne chargé de l'agriculture, assurant que la sécheresse n'entraînerait pas de pénurie alimentaire dans le Marché commun.

En France, le plan d'aide d'urgence à l'agriculture adopté par le gouvernement (le Monde du 27 août) continue de provoquer des réactions, parfois très vives, dans les départements écartés des aides ou bénéficiant d'aides limitées. Dans le Gers et en Dordogne, nos correspondants nous signalent que les agriculteurs ont manifesté contre le plan d'aide dans la nuit de lundi à mardi 31 août. En Dordogne, deux cents à trois cents agriculteurs ont barré la voie ferrée afin de bloquer le train Bordeaux-Clermont et le train-bœuf. A Auch (Gers), un com-

mando de cent cinquante paysans a investi la résidence du secrétaire général du préfet puis la cité administrative.

Le MOPES a appelé les agriculteurs à manifester, ce mardi 31 août, dans l'après-midi, à Saint-Jean-Pontge (Gers). Enfin, le 30 août, dans la matinée, une centaine d'agriculteurs ont barré l'autoroute A7 entre Vienne et Lyon.

A Paris, plusieurs organisations syndicales agricoles ont émis de nouvelles réserves sur le plan d'aides à la sécheresse. La Fédération nationale bovine précise dans un communiqué que « les aides directes à l'animal ne correspondent pas entièrement aux besoins immédiats des éleveurs ». Elle demande, d'une part, la mise en place d'un plan d'approvisionnement en aliments du bétail, et, d'autre part, des mesures permettant « aux éleveurs de faire face à leurs échéances, notamment en aliments du bétail, et ment pour le remboursement des

prêts » (moratoires ou prêts à très longue durée). La Fédération générale de l'agriculture C.F.D.T. considère pour sa part la première étape du plan gouvernemental comme « partielle et

La Confédération générale des planteurs de betteraves, enfin, s'est élevée, lundi 30 août, contre le prélèvement fiscal exceptionnel annoncé par le gouvernement qui « rend les agriculteurs particulièrement antipathiques » auprès de l'opinion publique. Précisant que la production de sucre n'atteindra cette année que 2,2 millions de tonnes (contre 3 millions de tonnes environ l'an passé), les betteraviers ont estimé que les pertes de la branche s'élevaient au total à 2,2 milliards de francs (1,3 milliard pour les cultivateurs et 900 millions pour les transformateurs). Les besoins de trésorerie des exploitants ne deviendront importants qu'à partir de la fin de l'année, a précisé la C.G.P.B., qui demande, pour subvenir aux besoins de la branche, une augmentation de 0,50 F (soit 25 %) du prix du kilo de sucre, une augmentation des prêts à taux peu élevés du Crédit agricole et la suppression de la taxe destinée à financer le budget annuaire des prestations sociales agricoles (BAFSA).

M. Charpentier (C.G.C.) explique dans une lettre à M. Debatisse (F.N.S.E.A.) son opposition à l'impôt de solidarité

« Nous avons toujours constaté la vigueur avec laquelle les agriculteurs savent défendre leurs intérêts, même si parfois nous n'approuvons pas toujours les méthodes. Aujourd'hui et à votre exemple, les cadres sont décidés à en faire autant », écrit M. Yvon Charpentier, président de la Confédération générale des cadres (C.G.C.), dans une lettre adressée à M. Debatisse, secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, dans laquelle il précise la position de la C.G.C. sur les mesures décidées en faveur des agriculteurs victimes de la sécheresse.

Après avoir affirmé que la C.G.C. « considère que, devant les conséquences de la sécheresse, il est parfaitement naturel que les agriculteurs reçoivent en 1976 une aide exceptionnelle », M. Charpentier explique l'opposition des cadres à l'impôt exceptionnel, destiné à financer les aides versées à l'agriculture. Il rappelle

notamment que « le régime fiscal français ne traite pas toutes les catégories d'une manière équitable. L'époque est, ajoute-t-il, à la fois un certain nombre de régimes particuliers relatifs à différentes catégories dont celle des agriculteurs, ainsi, bien entendu, que l'absence de transparence des revenus réels, qui conduit à une fraude fiscale évaluée aujourd'hui à 20, 30, voire 40 milliards de francs français ».

La C.G.C., conclut M. Charpentier, regrette que « par les modalités envisagées par le gouvernement, il n'y ait pas eu une part de l'aide alimentée par : un emprunt de solidarité ; une part sur les bénéfices industriels et commerciaux ; une part déduite grâce à des économies de l'Etat, qui doit donner l'exemple des efforts à réaliser par tous ». M. Charpentier propose à M. Debatisse, en terminant, de s'entendre avec lui des problèmes posés par le prochain plan gouvernemental.

Énergie

● HAUSSE DES CARBURANTS : DÉCISION MAINTENUE, MAIS REPORTÉE. — Le comité des prix prévu pour le 31 août, qui devait notamment décider de la hausse des prix de l'essence et du fuel domestique, est reporté, indique-t-on au ministère de l'économie et des finances. Il pourrait se réunir au début de la semaine prochaine. La hausse des carburants, dont le principe est, semble-t-il, maintenu, est donc reportée jusqu'à cette nouvelle réunion.

Étranger

● IMPORTANTE COMMANDE LOYENNE A L'ALLEMAGNE

A L'ÉTRANGER

Une grève dans le canton de Neuchâtel risque de remettre en cause la politique des conventions collectives

De notre correspondant

Berne. — A l'appel des syndicats, plus de deux mille personnes ont participé, samedi 28 août, à Neuchâtel, à une manifestation de solidarité avec les travailleurs de l'entreprise de machines-outils Dubied S.A., en grève depuis trois semaines. Le conflit a éclaté le 9 août, à la suite d'une décision du tribunal d'arbitrage d'autoriser une réduction des trois quarts du troisième mois de salaire pour 1976 et d'envisager sa suppression pour l'année prochaine. Dès que fut connue la nouvelle, les quelque mille cinq cents ouvriers des trois usines Dubied du canton de Neuchâtel ont cessé le travail en signe de protestation. Depuis lors, les positions se sont durcies, et une véritable épreuve de force s'est engagée entre les syndicats et le patronat. En fait, conséquence directe de la récession des dernières années, l'affaire Dubied prend aujourd'hui valeur de test, car elle pourrait remettre en cause la politique des conventions collectives, qui a assuré à la Suisse plus de trente ans de « paix du travail ». Débordant de son cadre initial, la grève a suscité un vaste mouvement de solidarité. En se

prolongeant, elle a aussi pris de plus en plus une coloration politique amenant le gouvernement du canton de Neuchâtel à intervenir pour tenter de sortir de l'impasse.

Spécialisée dans la production de machines à tricoter, l'entreprise Dubied est l'une des plus importantes du canton. Mais, au cours des trois dernières années, ses ventes ont diminué de 65 % dans ce secteur, tandis que le chiffre d'affaires de la société tombait de 86 millions de francs suisses en 1974 à 66 millions en 1975. En raison de la crise, la firme Dubied avait déjà procédé à des compressions de personnel et à des réductions d'horaires. S'estimant victimes des conséquences d'une mauvaise gestion, les travailleurs réclament depuis plusieurs mois une restructuration de l'entreprise. La Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie considère la décision du tribunal d'arbitrage comme « une provocation » et menace de recourir au tribunal fédéral.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

FAITS ET CHIFFRES

FÉDÉRALE. — La Libye a décidé de confier à un consortium allemand, animé par la société Salzgitter, la construction d'un important complexe industriel sur les gisements de sel de la région de Abu-Kamash. Le montant du contrat est de 1,1 milliard de deutschemarks (3,5 milliards de francs environ).

● LES SIDERURGISTES AMÉRICAINS ONT DÉCIDÉ D'ANNULER la hausse des prix de 4,5 % prévue pour le 1^{er} octobre, notamment sur les tôles et plaques utilisées dans l'automobile. Annoncée au

milieu du mois d'août, cette nouvelle augmentation avait surpris dans la mesure où elle suivait de près une hausse de 6 % décidée en juin.

● EN ITALIE, le ralentissement du rythme de l'inflation, déjà amorcé en juin, est confirmé par les chiffres fournis par l'Institut central des statistiques. Les prix de gros ont augmenté de 1,1 % en juillet, soit le taux le plus bas enregistré depuis le début de l'année. Il atteignait 4,6 % en mars, 5,2 % en avril, pour retomber à 1,5 % en juin. — (A.F.P.)

● LE JAPON VA CONSTITUER DES STOCKS DE MÉTAUX NON FERRUGINEUX afin de pouvoir faire face éventuellement à une pénurie de nickel, de chrome, de tungstène et de molybdène.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OMNIUM FRANÇAIS DE PÉTROLES (O.F.P.)

Le bénéfice net de l'Omniun Français de Pétroles au 30 juin 1976 s'élève à 22.367.905 F et, par rapport au bénéfice du premier semestre 1975 (19.239.025 F).

L'O.F.P. a encaissé, au cours du premier semestre, la majeure partie des dividendes provenant de ses filiales et participations.

Par ailleurs, l'O.F.P. détenait au 1^{er} janvier 1976 au titre de ses activités pétrolières antérieures un passif décaissé dans des conditions satisfaisantes et les provisions constituées à cet effet devaient dans l'ensemble être suffisantes.

Il en résulte que le bénéfice du premier semestre 1976 est très supérieur à la moitié du bénéfice attendu au titre de l'exercice 1976. Au total, celui-ci devrait, sauf événement imprévu, se situer au moins au niveau de celui de l'exercice 1975.

BANQUE DE FINANCEMENT POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (B.F.I.C.)

Groupe « ANCIENNE MUTUELLE »

Le conseil d'administration de la B.F.I.C. s'est réuni le 27 août et a enregistré la démission de son président et de son administrateur délégué, M. André Rivaud, directeur de la Banque Rivaud, déjà administrateur, a été élu président-directeur général.

Par ailleurs, le conseil d'administration a coopté comme administrateur la Banque Rivaud, représentée par M. Jean Contin.

Ces nominations confirment la volonté de collaboration et de rapprochement, dans le respect de l'indépendance réciproque, entre le groupe Ancienne Mutuelle et le groupe Rivaud déjà exprimée en avril 1975 lors de la prise de participation du groupe Ancienne Mutuelle dans le capital de la Banque Rivaud.

Pour louer une voiture en Jordanie, réservez chez

europcar © 645.21.25

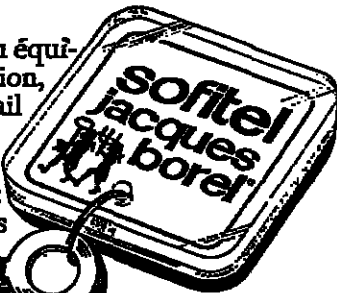
Sofitel Jacques Borel Marseille Vieux Port. Un grand hôtel pour un grand site.

Le 1^{er} septembre, dans l'un des plus beaux et des plus célèbres sites du monde, l'hôtel Sofitel Jacques Borel Marseille Vieux Port ouvre ses portes.

Sa vue exceptionnelle sur le Vieux Port, sa conception architecturale très adaptée au cadre, sa décoration et son ambiance méditerranéennes, ses deux restaurants, ses bars, sa piscine découverte, son patio, ses boutiques, ses chambres avec terrasse donnant sur le Vieux Port ou sur les jardins du Pharo en font un lieu de rencontre privilégié, au centre de Marseille.

Ses salles de réunions et de réceptions, son équipement en matériel audiovisuel, son organisation, son garage, ses services en font un lieu de travail et de détente idéal.

Sofitel Jacques Borel Marseille Vieux Port et Sofitel Jacques Borel Marseille Aéroport : 2 hôtels 4 étoiles pour répondre à tous les besoins de ceux qui s'arrêtent à Marseille.



Réservation centrale Paris
Tél. 657.11.43
Télex : 200.432

Réservation dans tous les
Sofitel Jacques Borel
ou chez votre agent de voyages.

Sofitel Jacques Borel
Marseille Vieux Port
13722 Marseille
Tél. (91) 52.50.19 Télex : 401.970.

Sofitel Jacques Borel
Marseille Aéroport
13722 Marignane
Tél. (91) 89.91.02 Télex : 401.980.



Vue de l'hôtel Sofitel Jacques Borel Marseille Vieux Port

سوفيل جاكوبوريل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
3. ASIE
4. EUROPE
5. L'AFRIQUE NOUVELLE
6. PROCHE-ORIENT
7. OUTRE-MER
8. LA LIBRIE SEPT ANS APRES LA REVOLUTION
- 9-10. POLITIQUE
11. PRESSE

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

PAGE 11
— L'orientation de la recherche est la conséquence du manque de crédits.
— Libre opinion : « Prévoir les éruptions volcaniques et les séismes », par Claude Allègre.

12. ACTUALITE MEDICALE
13. RELIGION
- 14-15. ARTS ET SPECTACLES
16. SPORTS
- 17-18. FAITS DIVERS
- 19-22. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (16)
Annonces classées (17 à 20) : Aujourd'hui (16) ; Carrel (16) ; Journal officiel (16) ; Météorologie (16) ; Mots croisés (16) ; Bouze (23).

Le numéro du « Monde » daté 31 août 1976 a été tiré à 559 688 exemplaires.

SAN FRANCISCO
EST OUVERT
1, rue Mirobeau (16^e) MIR. 75-44
PARKING

LAMAZÈRE
23, rue de Fontenay-P. ELX. 68-68
RÉOUVERTURE
MERCREDI 1^{er} SEPTEMBRE

LE
Relais Louis XIII
8, rue des Grands-Augustins
326-75-96 ou 326-22-55
est OUVERT

NOUVELLES COLLECTIONS
Avec la garantie
d'un maître tailleur
COSTUMES
MESURE
dans un choix
de 3.000 draperies
à partir de 695 F
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme
LEGAND TAILLEUR
27, rue du 4-Septembre, PARIS (Opéra)

ECOLE des CADRES
Jeunes Filles
Etablissement privé d'enseignement supérieur
Prépare en 2
ans d'études
• Secrétariat de Direction bilingue-trilingue (*)
• Publicité (*)
• Hôtesses d'aéronautique et de relations publiques
• Section spécialisée Tourisme et Loisirs (*)
(*) Formation sanctionnée par Diplôme d'Etat BTS
Examen d'entrée : 15 septembre
E.D.C. 92, av. Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine - Tél. : 747.06.40.

En Grande-Bretagne

Des affrontements entre policiers et Antillais ont fait plus de six cents blessés à Londres

De notre correspondant

Londres. — Une véritable bataille rangée a opposé lundi soir 30 août à Londres des policiers et de jeunes Antillais. Elle a fait plus de six cents blessés, dont deux cents parmi les policiers ; seuls vingt-neuf de ces derniers sont restés à l'hôpital mardi matin. Cet affrontement a eu lieu vers la fin du traditionnel « carnaval des Caraïbes », organisé depuis dix ans par les colonies antillaises de la communauté antillaise dans le quartier de Notting-Hill, près du marché antillais de Portobello-Road. L'arrestation d'un pickpocket a été à l'origine des affrontements ; la foule a commencé à jeter des briques et des bouteilles sur l'achèvement formé par les policiers. En quelques minutes, les scènes d'émeute se sont multipliées dans les différentes rues. Parmi les policiers, certains ont reçu des coups de poignard. Plusieurs magasins ont été pillés et des voitures incendiées. La police, qui a pu rétablir l'ordre au bout de deux heures, a procédé à seize arrestations, dont sept femmes et une douzaine de très jeunes enfants. Le carnage s'est poursuivi après les incidents.

Le quartier de Notting-Hill avait déjà été le théâtre, en 1982, de violents troubles raciaux. Pour expliquer les derniers incidents, les responsables de la communauté antillaise ont estimé qu'un déploiement, dans le quartier, des forces de police dans les rues a été mal interprété par certains jeunes, qui ont aussitôt réagi au premier incident. Une nouvelle fois, le problème de l'intégration des enfants d'immigrés en Grande-Bretagne a été posé d'une manière dramatique. Le malaise devient de plus en plus profond. — (Interfax).

Chef de l'Etat chypriote en juillet 1974

M. NIKOLAS SAMPSON EST CONDAMNÉ A VINGT ANS DE PRISON

Nicosie (A.F.P.). — M. Nikolas Sampson, qui fut nommé président de la République chypriote par des officiers chypriotes grecs, au lendemain du coup d'Etat contre l'archevêque Makarios, le 15 juillet 1974, a été condamné à vingt ans de prison par la cour d'assises chypriote grecque.

Lundi soir 30 août, M. Sampson avait indiqué qu'il plaiderait coupable, reconnaissant non une participation directe au coup d'Etat, mais une collaboration avec ses auteurs. « Je ne regrette rien. Tout ce que j'ai fait était dans le but unique de servir mon pays », a-t-il déclaré, avant d'ajouter : « Je ne prétends pas être innocent et je ne demande pas la clémence ».

Le procès de Nikolas Sampson a duré environ trois mois. Il avait été, au départ, examiné par la Cour de cassation, la défense soutenant que l'accusé était couvert par l'immunité parlementaire et par l'amnistie accordée par Mgr Makarios, lors de son retour à Chypre, en décembre 1974, à tous ceux qui avaient participé au coup d'Etat. La Cour de cassation avait rejeté la requête de la défense et renvoyé l'affaire devant la cour d'assises la semaine dernière.

Aux États-Unis

HUIT OUVRIERS D'UN CENTRE NUCLEAIRE SONT CONTAMINÉS A LA SUITE D'UNE EXPLOSION

A la suite d'une petite explosion chimique le lundi 30 août, huit ouvriers du centre nucléaire de Hanford, à une trentaine de kilomètres de Richland (au sud-est de Washington) ont été contaminés. Ces ouvriers travaillaient sur des déchets radioactifs pour en extraire un élément transurannique, l'americium, qui est utilisé par l'industrie comme source radioactive. Les produits dangereux étaient confinés dans une enceinte étanche dénommée « boîte à gants » (de dimensions approximatives de 1 m x 2 m x 2,5 m). Pour une raison inexpliquée, on se faisait l'extraction d'ions, où se faisait l'extraction de l'americium a explosé, brisant l'enceinte étanche. Les produits radioactifs se sont répandus dans la pièce, contaminant les huit personnes présentes. L'une d'entre elles, plus proche de la « boîte à gants », a été blessée par des éclats de verre.

Une petite partie de la radioactivité a été évacuée de la pièce où se trouvait l'explosion, mais elle n'est pas sortie de l'immeuble.

Selon un rapport américain

La France et quarante pays sont accusés d'avoir formé un cartel de l'uranium

Los Angeles (A.F.P.). — Les documents divulgués dimanche 29 août par M. Ronald Doctor et Leonard Ross, selon lesquels un cartel international de l'uranium aurait été créé en 1972 pour fixer les prix de l'uranium, ont été du lundi 30 août au lendemain américain de la justice et rendus publics.

La France, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie et l'Afrique du Sud sont accusés d'avoir formé un cartel similaire à celui de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.), afin de se partager le marché mondial de l'uranium.

M. Doctor, qui travaille pour la commission de défense de Californie, et M. Ross, pour la commission des services publics de cet Etat, ont précisé qu'ils étaient entrés en possession de ces documents par l'intermédiaire d'une association de défense de l'environnement, les amis de la terre. Cette dernière les tenait d'une personne non identifiée qui les aurait dérobés à la compagnie australienne Mary Kathleen Uranium Ltd. Filiale du groupe britannique Rio-Tinto Zinc. Les deux fonctionnaires américains ont souligné que la compagnie Mary Kathleen avait demandé à la compagnie de l'uranium de l'Australie de récupérer et n'avait pas déclaré qu'il s'agissait de faux.

Selon ces documents le cartel s'est formé à Paris en février 1972 (1), lors d'une réunion organisée par la société Uranex, groupement d'origine française de producteurs d'uranium contrôlé pour un tiers par le gouvernement français, par l'intermédiaire du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.). Le but de la réunion était de discuter des moyens de garantir un prix adéquat de l'uranium, en l'absence d'un marché mondial de production et où le plus gros consommateur, les États-Unis, interdisait l'importation chez lui.

Tous les membres du cartel fonctionnaient toujours, la situation de plusieurs partenaires ayant entre-temps évolué.

Le dernier document du dossier est daté du 8 juillet 1974, et rien n'indique si le cartel fonctionne toujours, la situation de plusieurs partenaires ayant entre-temps évolué.

Le Canada avait délégué un

(1) N.D.L.R. — Le Monde du 3 février 1972 a annoncé la réunion à Paris d'experts français, canadiens, australiens et sud-africains pour coordonner le marché de l'uranium.

ministre adjoint des mines, un représentant du ministère du commerce, un attaché scientifique et le président du conseil d'administration de la compagnie Eldorado Nuclear Ltd.

L'Afrique du Sud était représentée par la Nuclear Fuel Corporation, émanation du ministère sud-africain des mines.

Les parties représentées assumant environ 70 % de la production mondiale (celles des États-Unis et de l'O.R.S.S. exclues). Elles décidaient, selon le rapport, de ne pas augmenter trop brutalement les prix, pour ne pas pousser les États-Unis à exporter.

Les participants s'entendaient également, indique le rapport, pour se partager la demande mondiale (sans les États-Unis). L'Afrique du Sud et Rio Tinto ont obtenu une part de 20 et 25 % de ce marché. Uranex 20 % ; les producteurs canadiens 25 % et l'Australie 8 %.

Les appels d'offres reçus par les membres de l'organisation étaient, selon le rapport, centralisés par M. André Petit, secrétaire général d'une société créée au cours de l'été, l'Uranium Marketing Research Organisation, et représentant du Commissariat français à l'énergie atomique.

M. Petit répartissait les propositions. Puis le client recevait des offres identiques de la part de tous les membres, à l'exception de deux d'entre eux. L'un faisait une proposition inférieure à toutes les autres de 20 à 30 cents la livre, et le second une proposition inférieure de 15 cents.

Le dernier document du dossier est daté du 8 juillet 1974, et rien n'indique si le cartel fonctionne toujours, la situation de plusieurs partenaires ayant entre-temps évolué.

C'est la première fois que des détails sur une entente internationale des producteurs d'uranium sont rendus publics. Il est probable que le cartel qui vient d'être dénoncé n'est pas le seul qui ait été remplacé par une autre organisation. Au mois de juin 1975 a en effet été créé à Londres l'Institut de l'uranium, qui rassemble à peu près tous les producteurs de l'uranium. L'Institut de l'uranium (Uranium Marketing Research Organisation) (le Monde a daté 15-16 juin 1975). Cette organisation avait été accusée d'être un cartel, ce qu'elle niait.

Les Américains sont directement concernés par l'action de ces groupements de producteurs. Jusqu'à l'année dernière, les États-Unis fermaient leurs frontières aux importations d'uranium étranger pour protéger leur industrie nationale. Les importations sont maintenant autorisées et la part de l'uranium étranger ne cesse d'augmenter. Elle pourrait atteindre jusqu'à 30 % des achats en 1982.

Le Commissariat français à l'énergie atomique n'a jusqu'ici fait aucun commentaire et le ministère des affaires étrangères déclare qu'aucun fonctionnaire n'a assisté à la réunion de Paris le 4 février 1972.

LA CHINE A LANCÉ
SON SIXIÈME SATELLITE

La Chine a lancé, le lundi 30 août, son sixième satellite ; le premier l'avait été le 24 avril 1970, et le second un an plus tard. Il y eut ensuite une interruption de quatre ans, après ce qui paraît être un nouveau programme spatial : entre le troisième satellite, mis en orbite le 26 juillet 1975, et le sixième, il se sera écoulé à peine plus d'un an.

L'agence officielle Chine nouvelle, en annonçant le lancement, s'est bornée à dire que l'équipement de bord du satellite fonctionne normalement, et que son lancement réussit constitue « une nouvelle victoire de la révolution prolétarienne du président Mao et de la critique de la ligne révisionniste et contre-révolutionnaire de Teng Hsiao-ping ».

En l'absence d'autres précisions techniques, il est difficile de savoir quelle est la mission du satellite. Il est même possible qu'il soit habité. La Chine a fait savoir sur Terra, le 7 janvier dernier, son quatrième satellite, le dollar d'échappée à 4.907 F (le Monde a daté 9-10 janvier 1976), ont conduit certains observateurs à l'idée que ce vol était une répétition préalable à l'envoi de satellites habités.

Il se peut aussi que ce satellite soit destiné à la surveillance de la frontière sino-soviétique. L'agence de presse officielle chinoise a dit que la mission du satellite peut être une indication en ce sens.

● Le Front Polisario a annoncé, dans un communiqué publié le lundi 30 août à Alger, qu'un groupe de maquisards avait tué, le 25 août, à l'entrée du port d'El-Aoun, un navire battant pavillon espagnol et chargé de munitions. La veille, un avion à réaction F4 de l'armée de l'air marocaine aurait été, toujours selon le Front, abattu dans la région de Tifariti par des guérilleros. — (A.P. Reuters).

**NOUVELLE HAUSSE
DU FRANC**
Le dollar à 4,907 F

Amoré jeudi après la nomination de M. Barre au poste de premier ministre, la hausse du franc s'est poursuivie. Les marchés de changes, s'est poursuivi mardi matin. En fin de matinée, le dollar s'échangeait à 4,907 F contre le franc, contre 4,92 F la veille, le deutchmark à 1,925 F contre 1,93 F et le franc suisse à 1,825 F contre 1,80 F.

Sans doute faut-il voir dans la personnalité de M. Barre l'une des causes de la remontée du franc. Sa désignation a provoqué le « déleu » du franc, le premier ministre ait pris en charge l'économie et les finances a également favorablement impressionné les opérateurs, qui anticipent actuellement des mesures d'austérité favorables au franc (voir en première page). « La situation ne peut être pire, il va bien falloir faire quelque chose », déclarent des cambistes, traduisant l'état d'esprit qui règne sur le marché.

Le système des changes flottants facilite ce redressement. On a pu constater à maintes reprises dans le passé que ce système amplifiait les mouvements, en raison notamment de la présence d'une « spéculation », qui, marginale au plan du volume des échanges, n'en pèse pas moins dans un sens ou dans l'autre. La hausse du franc avait été très rapide, trop rapide même, bien des spéculateurs, qui n'excluaient pas, lorsque le cours du franc se serait « stabilisé » autour de 5 francs pour 1 dollar, une reprise de forte amplitude, alimentée par des rachats de vendeurs.

Le ralentissement de la spéculation à la hausse du deutchmark et l'affaiblissement de la lire et de la livre contribuent également à accentuer la reprise du franc, qui apparaît plus comme la cible favorite de la spéculation.

ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS
Etablissement privé d'enseignement technique supérieur
PRÉPARATION AUX DIPLOMES D'ÉTAT
GESTION - COMPTABILITÉ - MARKETING
admission sur titre pour les bacheliers
admission sur examen pour les non bacheliers
EXAMEN D'ENTRÉE
SESSIONS
8 septembre et 23 septembre
130, rue de Clignancourt, 75018 PARIS
252.27.27
Documentation gratuite sur demande

Après les incidents en Corse

M. MAX SIMEONI RESTERA AU MAQUIS

M. Max Simeoni, qui à la tête d'un commando de militaires autonomistes avait dynamité le dimanche soir 22 août, une cave vinicole près d'Aghione, en Corse, entend garder le maquis. Dans une lettre remise au correspondant de l'A.F.P. à Bastia, il pose comme condition préalable à sa sortie de clandestinité le départ de M. Jean Rioual, préfet de région, qui selon lui, a couvert les mercenaires barbares et les enlèvements dans les plus du chapisme tricolore.

M. Max Simeoni, qui se défend de toute idée de séparatisme, apporte quelques précisions sur l'opération d'Aghione. « J'ai dû, dit-il, modifier mon programme initial qui comportait un séjour plus prolongé dans la zone, car j'ai pu savoir que les autorités étaient prêtes à renouer le dialogue sanglant d'Aghione : un bouclage se préparait, les troupes étaient prêtes. Une autre raison est que beaucoup d'éléments incontrôlés, qui n'avaient pas eu le temps d'intervenir à Aghione, s'apprêtaient cette fois-ci à venir pour une partition non primée à mon programme. C'est pourquoi j'ai préféré brusquer les choses pour leur conserver le caractère de mise en garde scientifique que je voulais leur donner ».

D'autre part, des incidents ont marqué à Ajaccio, le lundi 30 août, le départ du ferry-boat Napoléon. Avant que ne débute l'embarquement des voitures à bord du Napoléon, qui devait quitter Ajaccio pour Marseille à 20 h 30, M. Jacques Fieschi, président du Syndicat des transporteurs routiers corses (Sintercors), a bloqué, à l'aide d'un camion-remorque, l'entrée de la passerelle d'accès du navire. Il voulait ainsi protester contre l'impossibilité de faire embarquer son camion, toutes les places étant réservées d'avance par les véhicules des touristes et ceux des transporteurs continentaux.

Après avoir tiré deux coups de fusil sans atteindre M. Fieschi, qui fut finalement maîtrisé par une quinzaine de G.R.S.

**LE DÉRAILEMENT
DE COMPIÈGNE**

Le bilan définitif du déraillement d'un camion semi-remorque à Compiègne, près de Compiègne, Oise, est de six blessés. Deux d'entre eux sont toujours hospitalisés ; le conducteur de la motrice et un voyageur néerlandais. Les autres blessés, tous de nationalité néerlandaise, ont regagné Amsterdam. Les circonstances de l'accident semblent élucidées.

C'est à la vitesse de 140 km/h que le train Nice-Amsterdam a percuté un semi-remorque qui s'était couché sur la voie ferrée. Celle-ci longeait la route à cet endroit. Le camion roulait à 40 km/h au moment où il a dérapé. Selon le transporteur, les treize tonnes n'auraient jamais atteint le ballast si la route avait été pourvue d'une glissière de sécurité.

**Une déclaration du président
du C.N.P.F. à Europe 1**

M. CEYRAC : il faut encourager l'investissement.

Le gouvernement doit s'attacher à rétablir la confiance dans l'industrie, a déclaré en substance lundi 30 août, sur les antennes d'Europe 1, François Ceyrac, président du Centre national du patronat français (C.N.P.F.). « Cette confiance, a-t-il poursuivi, suppose deux conditions : un plan de lutte contre l'inflation, qui fasse appel de façon équilibrée à l'effort et aux sacrifices des uns et des autres ; un effort d'encouragement aux investissements, qui soit la condition de notre avenir et d'une amélioration de la situation de l'emploi ».

Évoquant ensuite la lutte contre l'inflation, M. Ceyrac a déclaré : « Il nous paraît tout à fait utile de poser des problèmes à la lutte contre l'inflation. Il faut d'abord poser le problème et voir ensuite les difficultés. Mais dire, comme certains, pas de discussion sans solution d'un problème des inégalités, ou, comme d'autres, pas de solution sans imposition préalable du profit des sociétés, est une façon peu raisonnable d'aborder la lutte contre l'inflation ».

● Un Conseil agricole européen extraordinaire se réunira le 9 septembre à Bruxelles pour examiner les problèmes posés par la sécheresse. L'approvisionnement en fourrage des éleveurs sera notamment à l'ordre du jour, et la Commission autorisera les mesures nationales déjà prises en France et en Allemagne ou à prendre (en particulier en Belgique). Elle envisagera éventuellement de les coordonner.

A B C D E F G

JP 14-62 1550